

Canadian
Forces
College

Collège
des
Forces
Canadiennes



EST-CE QUE L'ÉCONOMIE EST L'UNIQUE FACTEUR INFLUENÇANT LE BUDGET ALLOUÉ À LA DÉFENSE NATIONALE ET LES FORCES CANADIENNES?

Lieutenant-Colonel Daniel Audet

JCSP 37

Master of Defence Studies

Disclaimer

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the Minister of National Defence, 2011.

PCEMI 37

Maîtrise en études de la défense

Avertissement

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale, 2011.

COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES - CANADIAN FORCES COLLEGE

PCEMI 37 - JCSP 37

MAITRISE EN ÉTUDES DE LA DÉFENSE –
MASTER DEFENCE STUDIES

Est-ce que l'économie est l'unique facteur influençant le budget alloué à la Défense nationale et les Forces canadiennes?

Par Lcol Daniel Audet

This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.

La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES.....	1
LISTE DES FIGURES.....	2
LISTE DES TABLEAUX.....	2
SOMMAIRE.....	3
INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE 1 – LE CANADA.....	15
1.1. La situation géographique, géopolitique et démographique.....	15
1.2. L'économie et les finances publiques.....	30
1.3. Le gouvernement.....	37
1.4. La politique de Défense et la politique étrangère.....	41
CHAPITRE 2 – LA DÉFENSE NATIONALE ET LES FORCES CANADIENNES (FC).....	45
2.1. Historique des FC, budgets et opérations	45
2.2. L'opinion publique canadienne.....	51
CHAPITRE 3 – STRATÉGIE DE DÉFENSE CANADIENNE	56
3.1. Stratégie de défense 2020.....	56
3.2. Stratégie de défense – Le Canada d'abord.....	59
CHAPITRE 4 – L'AUSTRALIE.....	65
4.1 La situation géographique et la dimension démographique.....	66
4.2 L'économie.....	71
4.3 Le gouvernement.....	73
4.4 La politique étrangère et les relations internationales.....	75
4.5 La Défense australienne.....	78
CONCLUSION.....	83
BIBLIOGRAPHIE.....	86

LISTE DES FIGURES

Figure 1 – La situation géographique du Canada et son territoire.....	16
Figure 2 – Densité de la population du Canada en 2006.....	23
Figure 3 – Portion de la population canadienne âgée de 65 ans et plus.....	27
Figure 4 – Continent australien.....	66

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 – Estimations démographiques du Canada au 1 ^{er} octobre 2010.....	21
Tableau 2 – Densité de la population du Canada en 2006.....	22
Tableau 3 – Densité de la population mondiale en 2010.....	24
Tableau 4 – Croissance historique de la population canadienne.....	25
Tableau 5 – Taux de croissance annuel population mondiale entre 1950 à 2050.....	26
Tableau 6 – Accroissement de la population canadienne depuis 1956.....	28
Tableau 7 – Accroissement de la population mondiale.....	29
Tableau 8 – Budget historique de la Défense nationale en valeur de 2002.....	46
Tableau 9 – Évaluation comparative des dépenses du gouvernement fédéral.....	49
Tableau 10 – Historique du nombre de la Force régulière au Canada.....	50
Tableau 11 – Données historiques de croissance de la population australienne.....	69
Tableau 12 – Croissance annuelle (en %) du PIB.....	73
Tableau 13 – Historique du personnel militaire.....	78
Tableau 14 – Australie – le budget total.....	80
Tableau 15 – Australie - pourcentage du PIB en dépenses militaires.....	81
Tableau 16 – Australie – les coûts de la guerre.....	82

SOMMAIRE

Il existe plusieurs articles, publications, journaux académiques et revues qui traitent du sujet de la Défense nationale et des Forces canadiennes (FC). Certains auteurs de ces publications et articles analysent la nature de la politique étrangère du Canada, entre autres sa nécessité dans la défense du pays, ses forces et ses faiblesses. De plus, nombreux discutent ou évaluent le budget des FC au cours des dernières décennies ainsi que son évolution. Des auteurs tels que Douglas Bland, Rod Byers, Peter Dungan, Ross Feterly et John Treddenick, pour n'en nommer que quelques-uns, apportent différents points de vue, approches et idées entourant l'économie et la Défense nationale (DN). Ces auteurs ont différents points de vue concernant l'économie et la DN. De plus, ceux-ci ont des idées très différentes concernant le niveau budgétaire. Ces idées se distinguent du point de vue de ce que serait un budget jugé acceptable, et combien les FC devraient recevoir. Il est intéressant de constater la différence notoire, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, du budget alloué à la DN selon le gouvernement en place. De plus, il est captivant de noter la variation des points de vue sur ce qui devrait être le budget maximum alloué aux FC ou encore le budget requis par les FC afin d'atteindre ses objectifs et accomplir sa mission.

Ce mémoire de recherche sera basé sur une approche historique de la situation canadienne du point de vue géographique, géopolitique et démographique, de ses alliés, de ses menaces, de son économie et de sa Défense nationale. Les idées de plusieurs auteurs sur les sujets économiques et budgétaires seront analysées et comparées afin de

définir et d'évaluer l'importance de l'économie canadienne et mondiale sur le budget de la DN. De plus, ce mémoire de recherche inclura une étude comparative entre l'allocation des budgets aux FC et l'allocation aux Forces australiennes (FA). Cette comparaison permettra de définir différents facteurs influençant les budgets de la Défense et l'importance accordée aux FC.

L'auteur tient à remercier les Major Lyna Gravel et Annie Bouchard pour avoir consacré du temps, leurs connaissances en écriture et leur logique afin de corriger ce mémoire. Leurs conseils judicieux et éclairés, ainsi que la critique pragmatique ont grandement contribué à l'accomplissement de ce projet.

De plus, l'auteur tient à remercier André Deschênes, Binyam Solomon, Craig Stone et Ltcol Glenn Taylor pour leur précieuse aide à offrir des renseignements critiques à l'élaboration de ce travail.

INTRODUCTION

Avant l'arrivée des premiers colons français et britanniques, le territoire canadien était peuplé par les Premières nations. Il a été ensuite colonisé par les Français ainsi que par les Britanniques dès le début des années 1600. Depuis ce temps, le Canada est devenu la terre d'accueil de milliers d'immigrants provenant des quatre coins du globe. Chaque canadien, résident ou visiteur apprécie, à quel point ce pays est calme et où il fait bon vivre. Le Canada jouit d'une faune variée et d'une nature exceptionnelle avec des couleurs qui changent au gré des saisons et des provinces et territoires. Le Canada est aussi représentatif d'un pays paisible jouissant d'une excellente réputation mondialement et qui peut compter sur des alliés importants, par exemple, les États-Unis, la Belgique, l'Italie, le Danemark, la France, la Grande-Bretagne et le Luxembourg. Ces alliés représentent un atout majeur dans la défense du pays, de ces citoyens et son économie, contre le terrorisme, et les pays instables. Certains de ces pays, tels que la Corée du Nord et l'Iran, représentent une certaine menace pour le Canada et le monde.

Malgré une certaine tranquillité qui règne présentement, avec en arrière-plan, une crainte constante d'une attaque par des groupes terroristes ou révolutionnaires, le Canada a participé à plusieurs conflits internationaux dans le but de promouvoir une paix mondiale et d'aider les pays plus pauvres à s'organiser ou à se réorganiser. Le Canada a aussi eu sa part de batailles. Par exemple, la Nouvelle-France sous la direction de Montcalm a combattu les Anglais sous la direction de Wolfe en 1759. C'est à ce moment

que l'Angleterre gagna la bataille sur les Plaines d'Abraham. La défaite de la Nouvelle-France par l'Angleterre est un point culminant de la guerre de Sept ans et du plan du premier ministre anglais Pitt's de combattre et défaire les Français grâce à la force navale¹. Un autre exemple de conflits à l'intérieur du Canada, alors colonie Britannique, est l'attaque des américains le 27 juin 1775². Tout près de 100 ans plus tard, le Canada était attaqué par les États-Unis. En effet, les États-Unis possédaient, en 1862, la plus significative et puissante force militaire mondiale. Ils avaient donc comme objectif de défaire le sud du Canada et conquérir le reste de l'Amérique du Nord par la suite³. Cette guerre civile est un autre exemple de la nécessité de se défendre contre des attaques provenant de l'extérieur du pays.

Malgré le manque constant de fonds, les réductions importantes du personnel militaire et les capacités réduites ou désuètes des dernières années, les FC ont été en mesure de s'acquitter de leurs tâches de façon remarquable sur le plan domestique. En effet, au cours des 15 dernières années, les FC ont été impliquées dans de nombreuses opérations domestiques. Il y a par exemple l'assistance portée lors du déluge au Saguenay en 1996, des inondations au Manitoba en 1997, la tempête du verglas de l'est du Canada, l'écrasement de la Swissair en Nouvelle-Écosse en 1998, la tornade de 2000 au Lac Pine en Alberta et les feux de forêt de la Colombie-Britannique en 2003. Ces opérations domestiques ne sont que quelques exemples des nombreuses interventions des

¹ Canada History, *Canada History*, accessible à: <http://www.canadahistory.com/>, la guerre, consulté le 2 février 2011.

² *Ibid.*, l'attaque sur Québec.

³ *Ibid.*, la guerre civile américaine.

militaires au Canada. Les FC ont aussi participé à plusieurs missions de support à des événements culturels, politiques et sportifs en plus de soutenir les différents paliers des gouvernements fédéraux, provinciaux et les différentes municipalités lors de catastrophes. Voici quelques exemples d'événements importants auxquels les FC ont participé directement depuis les 15 dernières années: les différents sommets gouvernementaux (G-7, G-8), les jeux Pan Américains à Winnipeg en 1999 et les jeux olympiques d'hiver en Colombie-Britannique en 2010⁴.

La politique étrangère du Canada peut compter sur des traditions de distinction dans ses relations avec les différents pays de la planète⁵. Les relations avec les États-Unis forment une attestation de rapports et d'échanges sérieux et cruciaux. La proximité territoriale et la primauté mondiale des États-Unis sont un avantage particulier pour le Canada. De plus, les États-Unis représentent un allié important afin d'aider le Canada à protéger ses intérêts, sa population, son territoire et son pays. Outre le partenariat avec les États-Unis, le Canada peut aussi compter sur sa participation dans l'OTAN afin d'assurer sa sécurité. En effet, cette participation procure au Canada une certaine assurance supplémentaire lui permettant de compter sur plusieurs autres pays alliés importants tel que le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, pour contrer toutes menaces susceptibles de nuire à sa sécurité. Le Canada peut aussi compter sur la Chine

⁴ Stone, J. Craig, *Planning Defence budget allocations for Canada's Strategy 2020*, Defence & Peace Economics 16, no. 3, June 2005, p. 224.

⁵ Michael B. Dolan, Brian W. Tomlin and Harald Von Riekhoff, "Integration and Autonomy in Canada-United States Relations, 1963-1972," *Canadian Journal of Political Science / Revue Canadienne De Science Politique* 15, no. 2 (Jun., 1982), p. 333.

comme allié diplomatique par des ententes de réciprocité et d'échanges dans plusieurs domaines tels que la médecine, la science et la technologie⁶.

Le Dr. Sutherland énonçait distinctement, en 1962, le fait que la proximité des États-Unis avait une conséquence directe sur le Canada. «[...] les États-Unis vont sûrement défendre le Canada contre une agression extrême presque sans tenir compte du désir du Canada d'être défendu⁷. » Cette affirmation se base sur la situation géographique et la proximité territoriale entre le Canada et les États-Unis. Ces deux pays occupent en effet la quasi-totalité du continent nord-américain avec le Mexique.

Le Canada profite d'une superficie totale de plus de 9.9 millions de km² et est le deuxième plus grand pays au monde⁸. Bien que la superficie du pays soit très importante, la population canadienne est quant à elle considérée relativement petite, bien qu'elle ait doublé au cours des 60 dernières années. En effet, celle-ci est passée de 16 millions en 1956 à environ 34.2 millions en 2010⁹. La faible intensité (pers/km²) représente un défi de taille pour la sécurité du territoire et de l'espace aérien du pays. De plus, le Canada entretient des relations étroites et cruciales avec ses voisins du sud. La proximité des voisins les plus puissants de la planète a aussi des conséquences négatives pour le

⁶ Canada, Ministère des Affaires étrangères, accessible à http://www.canadainternational.gc.ca/china-chine/bilateral_relations_bilaterales/40.aspx?lang=fra; internet ; consulté octobre 2010.

⁷ Sutherland, R.J. "Situation stratégique du Canada à long terme." *International Journal* 17, no. 3 (été 1962): p.202.

⁸ "Background Note: Canada," *Background Notes on Countries of the World: Canada* (11, 2008), p.1., <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=bth&AN=35751834&site=ehost-live>.

Canada¹⁰. En effet, il y a une constante menace pour le Canada de défendre son territoire, ses ressources, son économie et surtout de sa souveraineté contre les États-Unis.

Le Canada ne compte que neuf centres métropolitains totalisant plus 500,000 habitants. Ceux-ci sont situés non loin de la frontière séparant les deux pays. En comparaison avec les États-Unis, ceux-ci en comptent plus de 90. Cette réalité ajoute à la menace constante sur la souveraineté du Canada¹¹. De plus, le Nord canadien a été et demeure menacé de façon constante par les bombardiers russes et le risque nucléaire. En effet, le gouvernement conservateur canadien Diefenbaker, en 1957, a décidé d'abandonner le projet de construction du jet Avro Arrow CF-105 afin de se joindre aux Américains pour la défense de l'Amérique du Nord (NORAD) maintenant appelé : 'Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord'¹². Cette alliance a permis au Canada et aux États-Unis, pendant la guerre froide, de se protéger contre l'intimidation réelle des opérations de l'Union Soviétique et des missiles nucléaires. Cette alliance continue toujours comme système de protection et d'avertissement de l'Amérique du Nord. La mission de NORAD se définit ainsi : «[...] assure la prévention d'attaques aériennes contre l'Amérique du Nord ; sauvegarde la souveraineté

⁹ Central Intelligence Agency, *The World Fact Book – Canada*, accessible à : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ca.html>, internet; consulté le 2 février 2011.

¹⁰ Paul Buteux, *Sutherland revisited: Canada's long term strategic situation*, septembre 1994, p. 1.

¹¹ Partridge, Mark, M. Rose Olfert and Alessandro Alasia, *Canadian Cities as Regional Engines of Growth: Agglomeration and Amenities*, *Canadian Journal of Economics* 40, no. 1, February 2007, p. 40.

¹² Canada History, *Canada History*, accessible à : <http://www.canadahistory.com/>, la guerre froide, consulté le 2 février 2011.

des espaces aériens des États-Unis et du Canada en réagissant à toute activité aérienne inconnue, indésirable et non autorisée, approchant et opérant à l'intérieur des espaces aériens concernés par sa mission; et fournis l'alerte aérospatiale et maritime pour l'Amérique du Nord »¹³.

Le Canada doit donc continuer de développer sa politique étrangère en tenant compte de ces faits. La politique étrangère canadienne sera analysée et élaborée dans le premier chapitre du mémoire. De plus, l'aspect géopolitique joue un rôle très important, car il détermine l'application des conditions de la géographie physique et humaine. L'auteur Aymeric Chauprade décrit parfaitement ce qu'est la géopolitique dans son ouvrage : 'Introduction à l'analyse géopolitique'. En effet, celui-ci indique que «[...]la puissance d'un État ne tient pas seulement à la solidité de son potentiel militaire, humain, économique, mais aussi à sa situation géographique »¹⁴. Par conséquent, le Canada peut être considéré comme un pays possédant des caractéristiques très intéressantes sur le plan géopolitique. Ses montagnes peuvent servir de refuges, de barrières et obstacles lors de conflits. Ses fleuves et rivières servent aussi comme frontières et outils indispensables pour le transport de biens par navires ou comme matière première dans la production d'électricité.

¹³ NORAD, Mission de Norad, accessible à: http://www.norad.mil/French/about_french.html, consulté le 7 février 2011.

¹⁴ Chauprade, Aymeric, *Introduction à l'analyse géopolitique*, Collège Interarmées de Défense, France Paris, 1999, p. 8.

Il devient évident que le Canada doit s'allier avec les États-Unis afin de contribuer à une assurance plus élevée de protection de sa souveraineté, de sa population et son pays. Cette alliance est nécessaire afin de contrer toutes menaces probables. De plus, le Canada n'a jamais possédé les moyens économiques ou militaires pour assurer seul la défense de sa nation¹⁵. Un important facteur permettant au Canada de conserver son statut auprès de son voisin du Sud est sa capacité à exploiter et exporter ses richesses naturelles telles que l'uranium, le gaz naturel, le pétrole, l'or, le plomb et la capacité hydroélectrique¹⁶. Par exemple, le Canada exportait aux États-Unis, en 2007, plus de 313.1 milliards de dollars de biens et articles incluant produits forestiers, agricoles et métaux¹⁷. Ces richesses naturelles permettent au Canada d'ouvrir la porte à d'importantes exportations, au commerce, aux échanges et à une collaboration avec non seulement les Américains mais aussi avec plusieurs autres pays du monde.

Le dernier document officiel sur la politique étrangère du Canada provient de 2005. Le partenariat est toujours présent en 2010 et est un sujet omniprésent dans les relations diplomatiques qu'entretient le Canada avec les autres pays du monde. Un parfait exemple est sans nul doute le partenariat de NORAD qui se poursuit depuis 1957. D'ailleurs, les événements du 11 septembre 2001 ont rappelé ce besoin de coopération entre les deux pays. De plus, l'Accord de libre-échange de 1988 et l'Accord de libre-

¹⁵ Canada, Ministère de la Défense nationale, *Revue militaire canadienne*, été 2003, p. 23.

¹⁶ Canada, Statistique Canada «Annuaire du Canada 1962», accessible à http://www66.statcan.gc.ca/fra/acyb_c1962-fra.aspx?opt=/fra/1962/196200200006_GWW130WWographie.pdf; internet; consulté oct 2010, p. 21-22.

¹⁷ *Ibid.*, p. 2.

échange nord-américain (ALENA) de 1993 sont d'autres exemples de partenariat méritant d'être souligné¹⁸. Un autre excellent exemple est définitivement l'opération Noble Eagle, en place depuis les événements de septembre 2001. Noble Eagle a été mis en place comme plan de contingence permettant aux avions de chasse d'identifier et d'intercepter des avions suspects survolant l'espace aérien du Canada et des États-Unis¹⁹. Les deux pays travaillent aussi en partenariat en Afghanistan dans le but commun de procurer la stabilité et la démocratie dans le pays. Le Canada s'est toujours orienté vers une conception humanitaire, la considération de la démocratie et la diminution de l'inégalité sur la planète. Le premier ministre Chrétien a affirmé cette vision lors d'un discours, en 1999, où il avait cité: «[...] en faisant notre part pour atténuer la pauvreté dans le monde [...] prévenir les conflits en participant aux missions de paix [...] les Canadiens sont bien décidés à assumer leurs responsabilités en tant que citoyens du monde.²⁰

Ce discours humanitaire du premier ministre Chrétien ainsi que les différents engagements du Canada dans les différentes missions et conflits internationaux au cours des dernières décennies, combinés aux réductions des Forces canadiennes, soulèvent la question suivante : est-ce que l'économie est l'unique facteur influençant le budget alloué à la Défense nationale et les Forces canadiennes? Ce mémoire tentera donc de démontrer

¹⁸ Kathia LÉGARÉ, "Politique internationale et Défense au Canada et au Québec. (French)," *Études internationales* 39, no. 4 (12, 2008), p. 46.,
<http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=poh&AN=36647354&site=ehost-live>.

¹⁹ David Pratt, *The Defense of North America: Norad and Northcom*, 2004, p. 259.

²⁰ Canda, Premier Ministre du Canada, « Discours du premier ministre Jean Chrétien à l'occasion d'un déjeuner offert par le Cercle canadien de Winnipeg », *Discours*, Cabinet du Premier ministre, Ottawa, 25 mars 1999.

que l'économie n'est qu'un facteur affectant la capacité ou la volonté du gouvernement canadien de financer la DN. Ce mémoire tentera de démontrer que, malgré le fait que l'économie mondiale influence les moyens que son gouvernement possède ou désire investir dans la défense, il y a plusieurs autres facteurs qui jouent un rôle et surpassent même l'économie à plusieurs occasions. La participation aux différents conflits internationaux et aux missions humanitaires à l'intérieur du Canada ou à l'étranger engendre des coûts et des besoins significatifs pour les FC. Les coupures et le manque de financement significatif ont eu un impact majeur sur la DN. Cette question nécessite une analyse approfondie puisqu'il existe plusieurs faits et facteurs qui influencent ce qu'un pays peut et veut investir dans ses forces militaires afin d'assurer adéquatement sa protection, son indépendance et sa souveraineté.

Afin de répondre à la question de recherche, ce travail sera divisé en quatre chapitres. D'abord, le premier chapitre présentera l'analyse du Canada dans son ensemble. Cette première partie est fondamentale dans la compréhension et l'élaboration des arguments supportant la thèse. Cette approche permet de situer adéquatement le pays, de comprendre son évolution, sa situation économique, sa politique étrangère et son gouvernement. Le deuxième chapitre se concentre sur la DN et les FC. Celui-ci présentera une analyse et une suite logique permettant de mieux comprendre les différents aspects historiques des FC, les budgets au fil des ans, la participation aux différents conflits et missions humanitaires ainsi que l'influence de l'opinion publique canadienne sur le gouvernement et la place que doivent occuper les FC au Canada. Le troisième chapitre présente une vue d'ensemble sur la stratégie de défense du Canada, son

plan à long terme et sa vision future. Finalement, le quatrième chapitre propose une analyse comparative avec les Forces australiennes (FA) et renforce les arguments de la thèse élaborée. La comparaison est basée sur la même approche historique, démographique, gouvernementale et sur la défense australienne. Cette dernière partie apportera des ressemblances intéressantes avec le Canada, tout en produisant des antagonismes étonnants qui permettent de produire une analyse captivante.

CHAPITRE 1 – LE CANADA

1.1 LA SITUATION GÉOGRAPHIQUE, GÉOPOLITIQUE ET DÉMOGRAPHIQUE

Le Canada peut être décrit de diverses façons. La première section de ce chapitre couvrira la situation géographique incluant la géopolitique ainsi que la dimension démographique du Canada. L'analyse de ces caractéristiques permet d'illustrer l'importance du défi auquel le gouvernement fédéral fait face en ce qui a trait à la protection du pays, sa population et sa souveraineté. Dans sa stratégie de Défense, '*Le Canada d'abord*', le premier ministre Steven Harper a mentionné cette réalité incontestable en citant :

[...] Le présent gouvernement a pris le pouvoir avec l'engagement ferme de défendre le Canada. Pour respecter cet engagement, nous devons assurer la sécurité de nos concitoyens, défendre notre souveraineté et faire en sorte que le Canada regagne, sur la scène internationale, sa crédibilité et son influence, tout en étant disposé à faire sa part. Si nous voulons atteindre nos objectifs, il est essentiel de rebâtir les Forces canadiennes en un appareil militaire moderne, de premier ordre²¹.

Afin de bien situer le Canada, d'analyser et de démontrer la thèse énoncée au début de ce mémoire, l'élaboration de ces facteurs sera également faite pour l'Australie dans le quatrième chapitre.

²¹ Canada, Department of National Defence, *Stratégie de Défense: le Canada d'abord*, Ottawa, Department of National Defence, 2008.

La situation géographique

Afin de débiter adéquatement l'analyse, il est capital de situer le Canada géographiquement. Les données et faits suivants fournissent une base essentielle dans l'élaboration des arguments supportant le fait que le Canada est un immense pays à être protégé par les FC²². Cette situation géographique est stable comparativement aux autres facteurs géopolitiques, démographiques, économiques et politiques. La figure suivante symbolise l'immense territoire que représente le Canada.



Figure 1 - La situation géographique du Canada et son territoire

Source : Canada, gouvernement du Canada, *L'Atlas du Canada*, accessible à : <http://atlas.nrcan.gc.ca/site/francais/maps/reference/provincesterritoires>, internet; consulté le 7 janvier 2011.

²² L'ensemble des données et aspects géographiques de ce paragraphe a été tiré directement des différentes sources suivantes : Central Intelligence Agency, *The World Fact Book – Canada*, accessible à : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ca.html>, internet; consulté le 2 février 2011. Canada, Statistique Canada «Annuaire du Canada 1962», accessible à http://www66.statcan.gc.ca/fra/acyb_c1962-fra.aspx?opt=/fra/1962/196200200006_GWW130WWographie.pdf; internet; consulté octobre 2010. Canada, *Background Note*, Background Notes on Countries of the World: Canada, 11, (2008), <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=bth&AN=35751834&site=ehost-live>.

D'un point de vue géographique, le Canada est le deuxième pays en importance au monde après la Russie, représentant une superficie totale de 9.985 millions de km². De plus, de la superficie totale, il y a 860,163 km² d'eau fraîche. En fait, le Canada possède tout près d'un quart de la quantité d'eau fraîche potable au monde. Le pays couvre une distance directe, à son point le plus large du nord au sud, de plus de 4,634 kilomètres (km). Du point de vue longitudinal, le Canada s'étend sur 5,514 km. La route Trans-Canada traversant le Canada d'est en ouest mesure au total 7,604 km et est la plus longue route nationale du monde. Le Canada possédait, en 2010, plus de 1,404 aéroports (4e rang mondial), plus de 46,688 km de chemins de fer (5e rang mondial) et 1,042,300 km de routes (6e rang mondial)²³. Ces statistiques décrivent bien l'envergure du pays, la complexité géographique et la difficulté d'entretenir, de patrouiller, de sécuriser et d'administrer adéquatement toutes ces routes qui sont clefs pour le Canada.

Le Canada est divisé en dix provinces et trois territoires et est entouré par trois océans, l'océan Atlantique à l'est, l'océan Pacifique à l'ouest et finalement l'océan Arctique au nord. Les provinces ont été créées par un acte constitutionnel, avec une marge de manoeuvre politique plus étendue tandis que les territoires ont été créés par une loi fédérale. L'océan Arctique sépare le Canada avec la Russie au nord. Le Canada ne partage ses frontières terrestres qu'avec un seul pays au sud, les États-Unis, troisième en

²³ Central Intelligence Agency, *The World Fact Book – Canada*, accessible à : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ca.html>, internet; consulté le 2 février 2011.

importance au monde. La frontière canadienne terrestre avec les États-Unis représente un total de 8,893 km incluant l'Alaska au nord-ouest. Le point culminant, le mont Logan avec 5,959 mètres d'altitude, se situe dans le parc national Kluane dans le sud du territoire du Yukon. À l'opposé, les Prairies canadiennes sont une grande région de terres sédimentaires plates s'étendant à partir des Rocheuses à l'ouest jusqu'au Bouclier canadien à l'est. Les Prairies canadiennes sont une région agricole d'importance primordiale dans le monde et une source économique majeure pour le pays. Les deux plus grandes provinces canadiennes sont le Québec et l'Ontario, dans l'ordre, et elles contiennent la concentration la plus importante de la population canadienne.

Enfin, les territoires du Yukon, Nord-Ouest et Nunavut sont situés dans le Nord canadien. Les territoires du Nord-Ouest et du Nunavut s'étendent jusqu'à l'archipel arctique canadien. Au nord de cette limite, les conditions atmosphériques rendent les opérations, les déploiements et l'approche difficiles. Cet aspect important du Canada représente un autre facteur déterminant sur l'approche laborieuse du pays à défendre sa souveraineté dans le Nord.

Basé sur ces statistiques invariables, il est réaliste de conclure que le Canada est un immense pays. Ce pays comporte une vaste gamme de forêts, lacs, rivières, montagnes, plaines et des milliers de km de routes, de voies ferroviaires et voies navigables. Un pays vaste, avec des reliefs variés qui apportent des défis majeurs en terme de protection, de développement et d'économie. Le gouvernement canadien doit investir dans la défense et la sécurité de cet immense pays grâce aux Forces canadiennes,

à la Gendarmerie Royale du Canada, à la Garde-Côtière et à toutes les autres ressources provinciales et municipales. Le facteur géographie demeure une contrainte importante dans la défense du pays.

Le facteur démographique sera maintenant élaboré. Ce facteur amplifiera le défi énoncé plus haut concernant le défi réel et constant du Canada à assurer sa défense, développer son économie et garder une place importante sur la scène internationale.

La situation géopolitique

L'auteur Gearoid O Tuathail (Gérard O'Toole), dans son livre 'Critical Geopolitics', joint la politique et la géographie avec les relations internationales et l'histoire politique, car ces aspects sont tous interreliés. Il est important d'identifier que la géopolitique utilise l'aspect géographique du pays pour analyser comment l'aspect politique utilise ces facteurs afin d'aider au développement du pays, de renouveler au pouvoir et à la compréhension des disputes nationales et internationales. Le Canada a connu ses difficultés et divisions, à l'époque de la guerre entre les Français et les Anglais ou lors de l'attaque des américains dans le Sud canadien²⁴. La volonté de plusieurs Québécois de séparer le Québec du reste du Canada pour en former une nation pourrait aussi affecter la situation du Canada dans son ensemble. Il est clair que le Canada, de par sa position géographique et de la connexion avec les États-Unis, est directement lié sur le plan économique et, sur les échanges et la collaboration, autant civile que militaire. Le

²⁴ Thual, François, *Géopolitiques au quotidien*, Institut de Relations Internationales et Stratégiques, Paris, 1993, p.150.

réchauffement de la planète et le fait que le Nord canadien possède d'énormes réserves minérales feront en sorte que le Canada devra pouvoir défendre ses richesses naturelles, son territoire, son économie et sa population en plus d'assurer la sécurité de ses côtes et de contrer la pollution. Le gouvernement est directement lié à l'opinion publique.

L'information et la communication sont donc essentielles tout en évitant le contrôle et la manipulation de celles-ci. De plus, l'arrivée rapide de nouvelles technologies, de moyens de transport plus rapides et de méthodes militaires perfectionnées accentue davantage la complexité et les défis géographiques et géopolitiques. Le Canada, comme le reste du monde, doit se préparer et réagir aux différentes rivalités des groupes actifs dans le pays et sur la planète, en quête de contrôle ou tout simplement qui cherchent à déranger ou à imposer leur idéologie. De plus, il y a une constante influence des divers partis politiques sur la population²⁵.

La dimension démographique

Tel que mentionné précédemment, le Canada est le deuxième plus grand pays du monde, mais en comparaison, est l'un des moins densément peuplés. En effet, selon les dernières estimations de Statistiques Canada (octobre 2010), la population canadienne se situait autour d'un peu plus de 34.2 millions d'habitants²⁶. Le tableau 1 dénote la disposition de la population dans chacune des provinces et chacun des territoires.

²⁵ Lacoste, Yves, *Géopolitique: La longue histoire d'aujourd'hui*, Larousse, 2009, p. 8.

²⁶ L'ensemble des données de la dimension démographiques de cette partie proviennent de la source suivante : Canada, Statistique Canada «Annuaire du Canada 1962», accessible à <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/101222/dq101222a-fra.htm>, internet; consulté octobre 2010 ainsi que dans : Central Intelligence Agency, *The World Fact Book – Canada*, accessible à : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ca.html>, internet; consulté le 2 février 2011.

Population	au 1er octobre 2010
Provinces:	
Terre-Neuve et Labrador	510 239
Île-du-Prince-Édouard	143 241
Nouvelle-Écosse	943 882
Nouveau-Brunswick	752 814
Québec	7 932 141
Ontario	13 268 558
Manitoba	1 240 020
Saskatchewan	1 049 701
Alberta	3 735 086
Colombie-Britannique	4 551 853
Territoires:	
Yukon	34 475
Territoires du Nord-Ouest	43 757
Numavut	33 268
Canada - population totale	34 238 035

Tableau 1 - Estimations démographiques du Canada au 1^{er} octobre 2010

Source : Canada, Statistique Canada «Annuaire du Canada 1962», accessible à <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/101222/dq101222a-fra.htm>, internet; consulté octobre 2010.

L'analyse démographique du Canada démontre également que la majorité de la population canadienne, soit près de 80% vit à moins de 250 km de la frontière séparant le Canada des États-Unis. Il y a donc moins de 20 % de la population canadienne vivant dans le reste du Canada, laissant ainsi de grands espaces sans vie humaine, tout spécialement dans le Grand Nord canadien. Il n'y a que trois villes canadiennes avec un total de plus de 13 millions d'habitants, soit Toronto, en Ontario, Montréal, au Québec et Vancouver, en Colombie-Britannique. Le tableau 2 et la figure 2 démontrent la densité de la population en 2001 et en 2006.

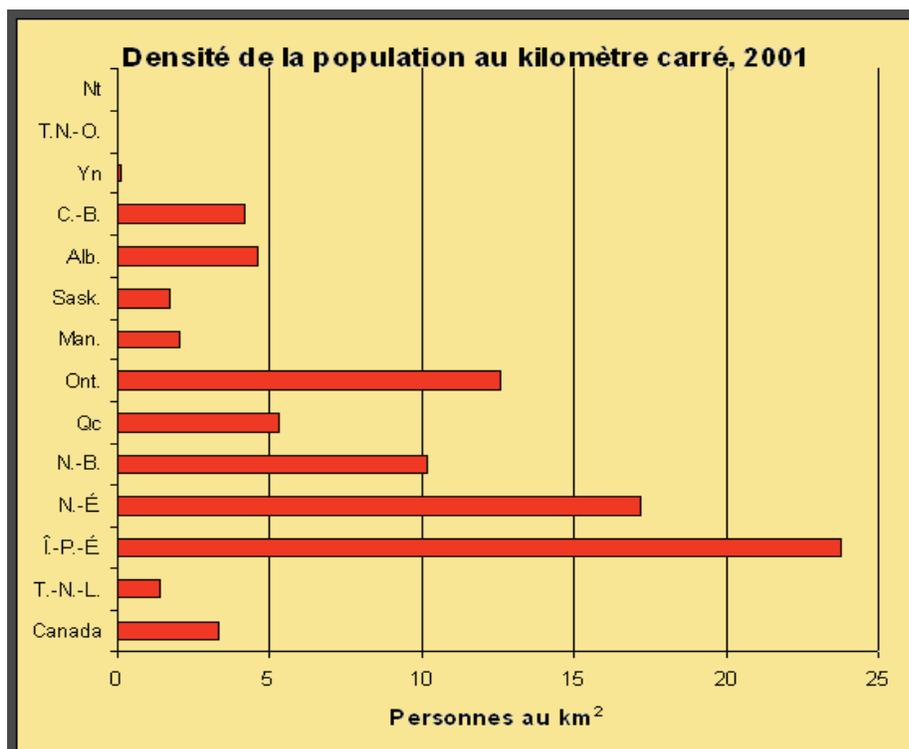


Tableau 2 - Densité de la population du Canada en 2006

Source : Canada, Statistique Canada «Annuaire du Canada 1962», accessible à <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/101222/dq101222a-fra.htm>, internet; consulté octobre 2010.



Figure 2 : Densité de la population du Canada en 2006

Source : Canada, Statistique Canada «Annuaire du Canada 1962», accessible à <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/101222/dq101222a-fra.htm>, internet; consulté octobre 2010.

De plus, selon le site «Student of the World », le Canada était au 220^e rang sur les 232 pays évalués en 2005 concernant la densité des habitants par km².²⁷ Toutefois, le Canada se situait tout juste devant l’Australie qui occupait le 225^e rang mondial. Cependant, le Canada se retrouve très loin derrière les États-Unis ainsi que d’autres pays importants tels que la Chine, la Grande-Bretagne et même la France. Le tableau 3 démontre la densité de quelques pays du monde en comparaison avec le Canada.

²⁷ Student of the World, Pays du monde – densité de la population 2005, accessible à : <http://www.studentsoftheworld.info/infopays/rankfr/densite2.html>, internet, accédé le 12 février 2011.

Pays	Rang	Densité de la population (habitants/Km ²)
Monaco	2	16 500
Singapour	3	6629.6
Taiwan	13	640
Barbade	14	626.5
Martinique	22	362.7
Belgique	25	342.9
Japon	27	338.5
Inde	29	332.8
Israël	30	332.6
Grande Bretagne	48	245.7
Allemagne	50	231.1
Chine	72	136
France	87	110
Mexique	146	53.7
États-Unis	173	30.8
Russie	211	8.4
Canada	220	3.2
Australie	225	2.6
Groenland	232	0.01

Tableau 3 - Densité de la population mondiale en 2010

Source : Student of the World, Pays du monde – densité de la population 2005, accessible à : <http://www.studentsoftheworld.info/infopays/rankfr/densite2.html>, internet, accédé le 12 février 2011.

La population du Canada s'accroît à un rythme extrêmement faible avec une estimation d'environ 0.8% en 2010, soit au 138^e rang mondial. Ceci représente une baisse importante comparativement à la période de 2001 à 2006, qui a connu une hausse de la population de 5.4%²⁸. Le tableau 4 fournit l'ensemble de la croissance de la

²⁸ Canada, Statistique Canada «Annuaire du Canada », accessible à <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/101222/dq101222a-fra.htm>, internet; consulté octobre 2010.

population canadienne en pourcentage à partir de 1956 jusqu'au dernier recensement de Statistiques Canada de 2006. Ce tableau indique clairement la diminution de la croissance démographique au Canada depuis 1956. Le taux d'accroissement de la population canadienne a diminué de 13.4% en 1956 à seulement 4% en 1986. Ce taux a ensuite connu une croissance majeure en 1991, qui a doublé à presque 8%, pour ensuite redescendre de façon importante jusqu'à nos jours.

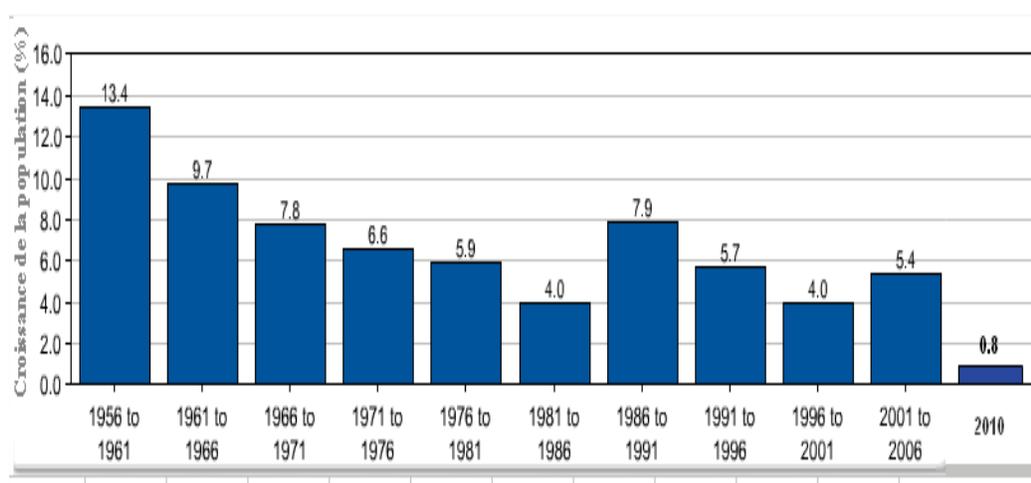


Tableau 4 - Croissance historique de la population canadienne

Source : Canada, Statistique Canada «Annuaire du Canada », accessible à <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/101222/dq101222a-fra.htm>, internet; consulté octobre 2010.

Le tableau suivant fournit une représentation graphique des données du tableau précédant en plus de produire le taux de croissance de la population du monde, du Canada et de certains pays importants du monde. On constate une réduction constante et généralisée du taux de croissance de la population dans ces pays.

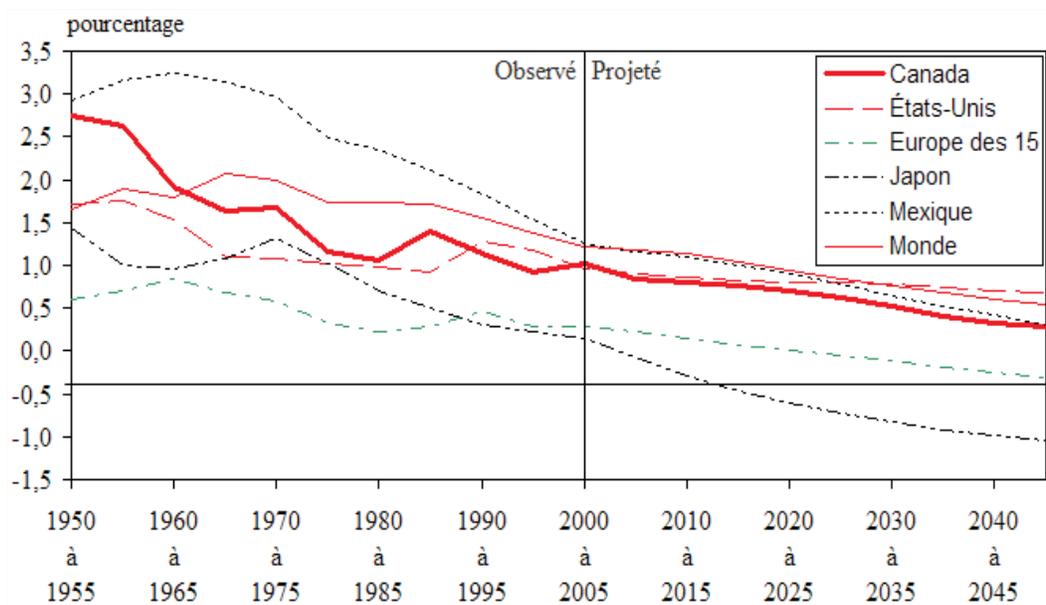


Tableau 5 - Taux de croissance annuel moyen de la population mondiale et de certains pays, 1950 à 2050

Source : Canada, Statistique Canada «Annuaire du Canada », accessible à <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/101222/dq101222a-fra.htm>, internet; consulté octobre 2010.

Malgré cette réduction marquée du taux d'accroissement de la population au Canada, il est important de noter que plus des deux tiers de l'augmentation repérée au Canada est attribuable à l'immigration internationale. L'autre tiers de l'accroissement est représentatif de l'augmentation naturelle de la population, soit l'effet positif de la différence entre les naissances et décès²⁹. Ce qui est encore plus inquiétant est non seulement le faible taux de croissance de la population au Canada mais aussi le fait que cette population est vieillissante. La figure 3 décrit la situation du Canada à ce sujet. En effet, la proportion de canadiens âgés de 65 ans et plus est passée de 5% en 1900 pour atteindre 12% en 1990. Statistiques Canada estime que cette proportion passera à 20%

d'ici 2030. Ceci aura un impact direct sur le nombre de personnes disponibles pour occuper les emplois, incluant les FC. De plus, il est pertinent de prédire que cette réalité réduira le montant total perçu des revenus des particuliers en taxes et impôts par les gouvernements. Le système fiscal canadien comporte l'impôt sur le revenu des personnes, des sociétés et des taxes à la consommation. Le gouvernement devra nécessairement trouver d'autres moyens pour rattraper la perte de ces revenus. Le gouvernement canadien fait d'ailleurs déjà face à cette difficulté, qui ne fera que s'amplifier avec les années.

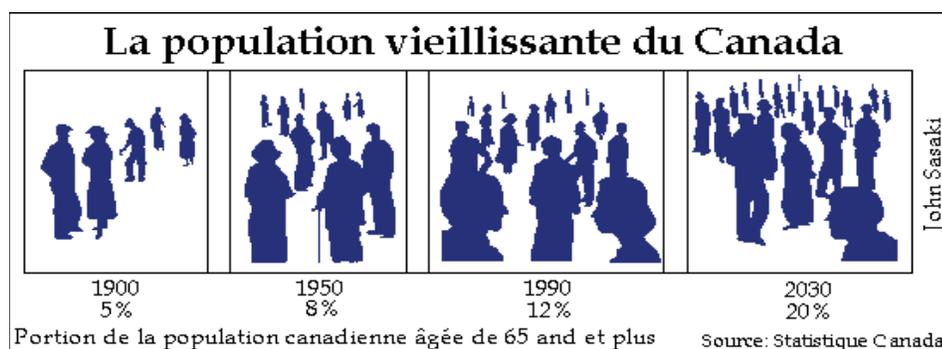


Figure 3 - Portion de la population canadienne âgée de 65 ans et plus.

Source : Canada, Statistique Canada «Annuaire du Canada », accessible à <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/101222/dq101222a-fra.htm>, internet; consulté octobre 2010.

Un autre critère important de la démographie est l'accroissement de la population canadienne au fil des ans. Tel que démontré dans le tableau suivant, la population

²⁹ Central Intelligence Agency, *The World Fact Book – Canada*, accessible à : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ca.html>, internet; consulté le 2 février 2011.

canadienne est passée de 16.08 millions d'habitants en 1956, à environ 34.2 millions en 2010 et atteindra plus de 42 millions vers les années 2050³⁰.

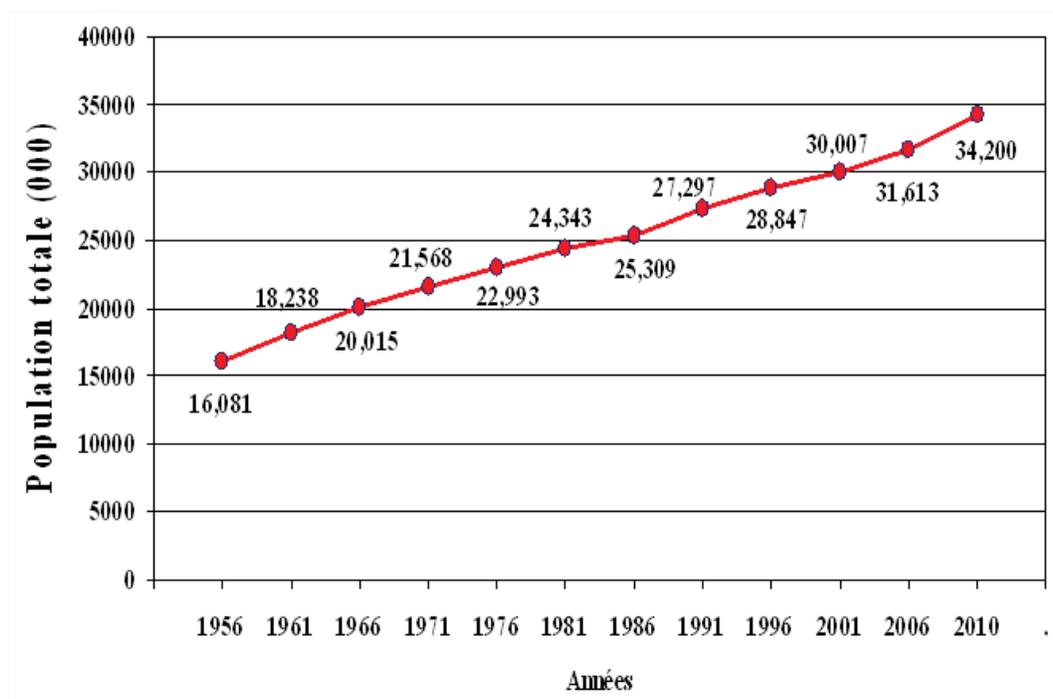


Tableau 6 - Accroissement de la population canadienne depuis 1956.

Source : Canada, Statistique Canada «Annuaire du Canada », accessible à <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/101222/dq101222a-fra.htm>, internet; consulté octobre 2010.

Il est ensuite intéressant de comparer ces chiffres avec celui des habitants, au total, dans le monde. Selon le '*Population Reference Bureau*', la population mondiale atteindra plus de neuf milliards en 2050. L'accroissement le plus important de la population sera principalement concentré dans les pays les moins développés. La population actuelle de ces pays se chiffre à tout près de 5.8 milliards et il est estimé

³⁰ Canada, Statistique Canada «Annuaire du Canada », accessible à <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/101222/dq101222a-fra.htm>, internet; consulté octobre 2010.

qu'elle grimpera à 7.8 milliards. À l'opposé, la population des pays développés demeurera inchangée et restera approximativement de 1.2 milliard³¹. Cette différence majeure amplifiera la différence marquée entre les pays industriels riches et les pays en développement pauvres. Cet effet néfaste accroîtra la possibilité de conflits, de terrorisme et d'attaques à l'intérieur de ces pays pauvres très peuplés, en plus de menacer la paix mondiale. Le tableau 7 ci-dessous fournit l'accroissement mondial enregistré depuis 1950 et prévu jusqu'à 2050.

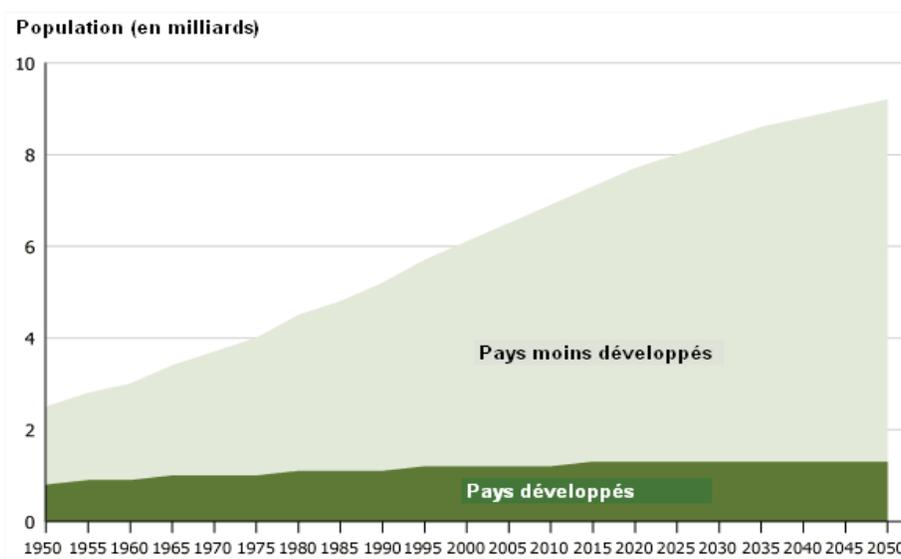


Tableau 7 - Accroissement de la population mondiale.

Source : Population reference bureau, *World Population Growth, 1950–2050*, accessible à :

<http://www.prb.org/Educators/TeachersGuides/HumanPopulation/PopulationGrowth.aspx>, internet, consulté le 3 février 2011.

³¹ United Nations, *World Population to increase by 2.6 billion over next 45 years*, Press Release POP/918, New York, 24 Feb 2004, accessible à : <http://www.un.org/News/Press/docs/2005/pop918.doc.htm>, internet, consulté le 13 février 2011.

L'analyse de la démographie et de la géographie canadienne permet de conclure que le Canada possède un territoire immense, mais très peu peuplé. De plus, puisque l'ensemble de sa population vit dans les limites sud du pays, ceci laisse une majorité du pays inhabité ou simplement peu peuplé. Cette réalité est importante d'un point de vue économique et a un impact direct sur le gouvernement canadien et ses politiques de défense et sur ses finances. De plus, le pays fera face à des difficultés de recrutement pour les FC car la population apte au travail aura plus d'opportunités d'emplois dans des secteurs moins à risque et nécessitant moins de concessions.

La prochaine partie de ce chapitre se concentrera sur l'analyse de l'économie canadienne, de son évolution, de son pouvoir d'achat et de ses importations et exportations. Cette analyse permettra ainsi de mieux cerner cet autre aspect affectant directement le niveau d'argent disponible que le gouvernement canadien peut ou désire investir dans les Forces canadiennes.

1.2 Économie et les finances publiques

Suite à l'analyse de la géographie, la géologie, la démographie canadienne, la suite logique est de poursuivre avec un tour d'horizon de l'économie du pays. En effet, la géographie, les ressources naturelles et la démographie d'un pays ont toutes un impact direct sur son économie. Le Canada a toujours bénéficié d'énormes réserves en richesses naturelles, par exemple, le gaz naturel, le pétrole, l'or, l'argent, le plomb, le bois, le charbon, le poisson et naturellement l'eau³². Ces ressources sont très importantes et

³² Canada, Statistiques Canada, *Annuaire du Canada 1962*, accessible à http://www66.statcan.gc.ca/fra/acyb_c1962-

apportent travail et rémunération pour des milliers de travailleurs et entreprises. *L'Atlas et Annuaire canadien*³³ indique, par exemple, que le Canada peut compter sur une importante quantité de ressources renouvelables. En effet, le Canada possède 10% des forêts du monde. Cependant, ces ressources, comme le poisson et l'eau, même si renouvelables par nature, demeurent fragiles, limitées et un enjeu de taille pour les générations et économies futures. D'un autre côté, tous les minéraux, les métaux et les produits pétroliers sont des ressources non renouvelables que l'on retrouve en quantité limitée. Par exemple, le Canada possède tout près de 172 milliards de réserves de produits pétroliers (incluant les sables bitumineux) et 1.754 milliard de mètres cubes de gaz naturel, plaçant le Canada au 2e et 21e rang mondial respectivement, pour ces ressources, et procurent des retombées économiques importantes pour le pays. De plus, le Canada fait partie des leaders concernant l'exploitation minière avec les États-Unis, l'Australie, l'Afrique du Sud et le Chili. Le Canada exploite plus de 60 minéraux et métaux et est le troisième producteur de diamant dans le monde. Le Canada compte aussi une quantité importante de fermes céréalières, de fruits et légumes, de cultures maraîchères, de bétail et de lait. Ces ressources sont en majeure partie exportées chez les voisins du sud et procurent une entrée monétaire très importante pour le Canada et son économie. Cette alliance commerciale avec les États-Unis est cruciale pour le Canada et se reflète par une augmentation notable des exportations. Par exemple, 54.4 % des exportations étaient dédiées aux États-Unis en 1962 comparativement à plus de 87% en

[fra.aspx?opt=/fra/1962/196200200006_GWW130WWographie.pdf](http://www66.statcan.gc.ca/fra/acyb_c1962-fra.aspx?opt=/fra/1962/196200200006_GWW130WWographie.pdf); internet; consulté oct 2010, p. 21-22.

³³ Tous les faits, données et renseignements des prochaines phrases proviennent de : Canada, Statistiques Canada, *Atlas du Canada*, accessible à http://www66.statcan.gc.ca/fra/acyb_c1962-fra.aspx?opt=/fra/1962/196200200006_GWW130WWographie.pdf; internet; consulté oct 2010.

2001³⁴. En 2007, malgré une baisse des exportations générales canadiennes en direction des États-Unis à 76 %, la quantité est toujours importante³⁵. De plus, les États-Unis ont nécessairement besoin du Canada du point de vue des ressources. En effet, le Canada est le plus important exportateur et fournisseur en énergie, incluant les produits pétroliers, le gaz naturel, l'uranium et naturellement l'électricité³⁶. La réalité est que le Canada est dépendant de son voisin du sud. Cette réalité est d'ailleurs omniprésente dans l'énoncé de la politique canadienne publiée en 2005. Cette dépendance est liée aux changements climatiques et la nécessité pour le Canada de s'impliquer davantage dans le Nord canadien et l'Arctique. En effet, le gouvernement fédéral de l'époque indiquait : « Les exigences de la sécurité et de la souveraineté pour le gouvernement sont plus pressantes [...] le Canada doit protéger sa souveraineté et son territoire »³⁷. Ce document affirme que la présence dans l'Arctique entraînera un effet positif sur l'économie³⁸. En effet, il est pertinent de croire qu'une plus grande présence, des investissements en infrastructure et des opérations militaires et civiles constantes engendrant naturellement une augmentation de l'activité économique de la région. En plus d'offrir un plus grand

³⁴ Canada, Statistiques Canada «Annuaire du Canada 1962», accessible à http://www66.statcan.gc.ca/fra/acyb_c1962-fra.aspx?opt=/fra/1962/196200200006_GWW130WWographie.pdf; internet; consulté octobre 2010, p. 1017.

³⁵ Canada, Statistiques Canada «Annuaire du Canada 1962», accessible à http://www66.statcan.gc.ca/fra/acyb_c1962-fra.aspx?opt=/fra/1962/196200200006_GWW130WWographie.pdf; internet; consulté octobre 2010, p. 1017.

³⁶ Central Intelligence Agency, *The World Fact Book – Canada*, accessible à : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ca.html>, internet; consulté le 2 février 2011.

³⁷ Gouvernement du Canada, *L'Énoncé de politique internationale du Canada*, 2005, accessible à www.international.gc.ca; internet; consulté le 10 octobre 2010, p. 8.

³⁸ *Ibid*, p.8.

apport économique, l'augmentation de la circulation dans l'Arctique et les voies maritimes aura un impact sur le trafic marin en engendrant une augmentation de la présence des différentes nations voulant utiliser ce passage important pour leur propre économie. Ceci affectera la sécurité du Canada et menacera sa souveraineté. En rétrospective, la géographie canadienne est un facteur robuste. En effet, celui-ci génère un besoin considérable de défendre ce territoire tout en procurant un défi immense de le faire correctement, adéquatement et à un niveau acceptable. La géographie joue aussi un rôle prépondérant et direct sur la politique étrangère, les relations internationales, la politique internationale du Canada et son économie.

Bien que dépendant de son alliance avec les États-Unis, le Canada doit poursuivre ses échanges commerciaux et alliances avec ses autres partenaires dont la Grande-Bretagne et la Chine, et ce, afin de poursuivre son développement et garantir un essor économique important. D'ailleurs, l'énoncé de la politique étrangère du Canada réitère le besoin à coopération du Canada envers ses alliés dans le but de fournir une qualité de vie excellente aux canadiens³⁹. Ce besoin de partenariat économique est d'autant plus convaincant avec la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) en janvier 1994 entre le Canada, les États-Unis et le Mexique sur la zone de libre-échange. « Cet accord a suscité la croissance économique et permis de hausser le niveau de vie de la population des trois pays⁴⁰. »

³⁹ *Ibid*, p. 10.

⁴⁰ Canada, Ministère des Affaires étrangères, accessible à <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/nafta-alena/index.aspx?lang=fra>; internet ; consulté octobre 2010.

La réalité géographique décrite dans la première partie de ce chapitre et la proximité des États-Unis et du lien économique avec ceux-ci sont très importants. Grâce à l'abondance de ses ressources naturelles exploitées, à une qualité de la main-d'œuvre disponible et des industries modernes et efficaces, le Canada bénéficie d'une colossale économie basée sur les échanges commerciaux⁴¹. Cette réalité a été bien résumée par le premier ministre Harper et le Président Obama en 2009. Ceux-ci affirmaient clairement la nécessité des deux pays de travailler ensemble afin de faire face aux régressions économiques, en cultivant des méthodes intensifiant le système financier international⁴². Il est d'ailleurs tout à fait normal que même le Canada ne soit pas à l'abri de ces crises économiques et récessions mondiales. Le Canada a connu une croissance économique impressionnante entre les années 1993 à 2007⁴³. Malgré cette croissance, l'économie du pays a chuté considérablement en 2008. Le gouvernement a alors adopté un budget déficitaire pour 2009-2010, après plus d'une décennie de surplus budgétaire⁴⁴. Un déficit est courant lors d'une récession. Ce déficit se manifeste normalement lorsque les personnes perdent leur travail et par conséquent paient moins ou pas d'impôt. Le gouvernement doit alors augmenter leurs dépenses afin de stimuler l'économie et garantir la prospérité à long terme.

⁴¹ Treddenick, John, *The economic significance of defence in Canada*, Royal Military College of Canada, Kingston, Ontario, 14 February 2000, p.43.

⁴² The American Presidency Project, Barack Obama, accessible à <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=85789>, internet; consulté le 17 octobre 2010.

⁴³ Canada, *Background Note*, Background Notes on Countries of the World: Canada, 11, (2008), <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=bth&AN=35751834&site=ehost-live>.

⁴⁴ Central Intelligence Agency, *The World Fact Book – Canada*, accessible à : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ca.html>, internet; consulté le 2 février 2011.

Il est important de bien comprendre les différentes époques marquantes depuis la Deuxième Guerre mondiale. Celles-ci ont eu un effet notable sur l'économie canadienne au fil des ans. Premièrement, pendant les 25 années suivant la Deuxième Guerre mondiale, le Canada a connu un essor économique remarquable. Cette croissance a permis au gouvernement de l'époque de bien financer un système de santé. Par la suite, le Canada a subi deux récessions économiques, au début des années 1980 et au début de 1990. Ces récessions ont durement affecté le Canada et les États-Unis, l'Australie et la Grande-Bretagne, pour ne nommer que ces pays. Ces deux récessions ont entraîné des déficits importants et un taux de chômage élevé. Dès 1996, l'économie canadienne a connu une amélioration notable qui s'est reflétée par un modèle fiscal stable avec d'importants surplus budgétaires. Bien que les États-Unis aient connu une récession en 2000, l'économie canadienne n'en fût pas affectée. Il s'agit de l'une des rares occasions où le Canada n'a pas subi l'influence directe de l'économie américaine⁴⁵.

Un autre facteur important à souligner est le produit intérieur brut (PIB). En effet, le PIB est une méthode employée pour estimer la santé de l'économie d'un pays. Les experts traduisent une augmentation du PIB par une économie qui se porte bien. À l'opposé, une réduction du PIB démontre que l'économie n'est pas à son meilleur. «Le PIB réel est en lien direct avec d'autres variables macro-économiques tels l'emploi, les

⁴⁵ L'ensemble des faits rapportés dans ce paragraphe provient de: Easterbrook, W.T. and Hugh G.J. Aitken, *Canadian Economic History*, University of Toronto Press, Canada, 1988 ainsi que dans Canada, Statistique Canada, *Annuaire du Canada*, accessible à <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/101222/dq101222a-fra.htm>, internet; consulté octobre 2010.

cycles économiques, la productivité et la croissance économique à long terme ⁴⁶».

Quelques périodes importantes méritent d'être analysées afin de déterminer si la situation économique a eu des répercussions sur le budget alloué aux FC. La première période importante est la croissance du PIB jusqu'à presque 7% en 1973 pour ensuite chuter à tout près du 2% seulement deux ans plus tard. Par la suite, le PIB a chuté de 3.5% en 1981, à -2.8% en 1982. Le même scénario s'est reproduit en 1989, lorsque le PIB est passé de 2.6% à -2.1% en 1991. En 2001, le PIB a diminué à 1.7% comparativement à 5.2% l'année précédente. Les réductions du budget imposées aux FC pendant les années 1990 ont été combinées avec des mesures gouvernementales visant à réduire les déficits annuels afin de rétablir un budget équilibré. Ces déficits accumulés des dernières années ont coûté en intérêt au gouvernement fédéral en 1990 seulement, plus de 41.9 milliards de dollars⁴⁷. Finalement, l'année 2009 a été l'une des pires années depuis 1982 avec un PIB à -2.4%.

L'économie du Canada est en quelque sorte dépendante de l'économie mondiale et surtout des États-Unis. Cet aspect a un impact sur le budget disponible pour les programmes gouvernementaux et sur les FC.

⁴⁶ Canada, *Statistique Canada, Annuaire du Canada*, accessible à <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/101222/dq101222a-fra.htm>, internet; consulté octobre 2010.

⁴⁷ Stone, J. Craig and Binyam Solomon, *Canadian defence policy and spending*, Defence & Peace Economics 16, no. 3, June 2005, p. 148.

1.3 Le gouvernement

Tel qu'indiqué dans l'introduction, le Canada est devenu un pays à la Confédération, en 1867, avec la loi constitutionnelle. Le régime gouvernemental est basé sur une monarchie constitutionnelle et une démocratie parlementaire. Sa Majesté la reine Elizabeth II est l'autorité absolue et le chef d'État possédant les pouvoirs exécutifs. Ces pouvoirs sont en fait exécutés par le premier ministre du Canada. Sa Majesté est représentée au Canada par le Gouverneur général. L'une des plus sérieuses implications du Gouverneur général est la gestion constante d'un premier ministre et un gouvernement au Parlement. Il revient donc au Gouverneur général d'assermenter le premier ministre et de dissoudre le Parlement. Il revient aussi au Gouverneur général de nommer le chef d'état-major de la Défense selon les recommandations du premier ministre.

Le gouvernement canadien est divisé en deux branches, soit la branche exécutive et la branche législative. D'un côté, la branche législative est responsable de promulguer les lois. De l'autre côté, la branche exécutive, sous la direction du premier ministre, est responsable de mettre en œuvre et de faire appliquer les lois. Ces branches sont interreliées. En effet, la branche exécutive ne peut agir sans le consentement de la branche législative.

Le premier ministre élu, par la chambre des communes, dirige le gouvernement tout en continuant de représenter son comté tout comme tous les autres membres de la chambre des communes. Il ne peut donc pas décider à lui seul des politiques ou plans d'action. Il doit avoir le support de son Cabinet et le support de la majorité des membres

de la chambre des communes. Par conséquent, si la majorité de la Chambre des communes n'est pas d'accord avec le premier ministre, le gouvernement est dissout, ce qui est plus souvent le cas avec des gouvernements minoritaires⁴⁸. Le gouvernement conservateur de Steven Harper est un excellent exemple de cet aspect politique du pays. Malgré le fait que ce gouvernement a réussi à avancer plusieurs de leurs agendas politiques en tant que gouvernement minoritaire, la chambre des communes a voté à l'unanimité pour défaire le gouvernement pour outrage. Ce vote de non-confiance a été souvent soulevé depuis 2006, date d'entrée au pouvoir du gouvernement conservateur. Cependant, celui-ci a réussi à faire avancer plusieurs points et concepts conservateurs en plus de fournir une augmentation considérable du budget de la Défense nationale et des FC. Cet accroissement budgétaire nécessaire a permis des achats, des investissements et de l'accroissement du nombre de troupes qui étaient indispensables pour la défense du Canada par les FC.

Le Parlement possède deux chambres, soit la Chambre des communes et le Sénat. Tel que décrit précédemment, la Chambre des communes comporte des membres élus par les citoyens des différents comtés au Canada. Le Sénat est, à l'opposé, mis en place et choisi par le gouvernement. La Chambre des communes possède l'autorité de passer toutes les lois par une majorité de votes. C'est à ce moment que le premier ministre doit garder la majorité des votes afin de demeurer au pouvoir. Ces lois doivent ensuite être autorisées par le Sénat afin d'être mises en place. L'approbation automatique par le Sénat des lois passées dans la Chambre des communes est une pratique usuelle.

⁴⁸ Hartle, Douglas G., *The expenditure budget process of the government of Canada : a public choice--rent-seeking perspective*, Canadian Tax Paper, no 81, 1988, p. 78.

Brièvement, du côté provincial, les provinces canadiennes possèdent des pouvoirs leur permettant de régulariser leurs propres programmes, dépenses et revenus en plus de recevoir des paiements de transfert du gouvernement fédéral. Les provinces possèdent une plus grande marge de manœuvre par rapport au gouvernement fédéral. En effet, elles possèdent un plein contrôle sur leurs dépenses en rapport à des programmes sociaux sur la santé, l'éducation et l'assurance-emploi. Chaque province détient aussi son Parlement, son gouvernement incluant un premier ministre avec ses Ministres⁴⁹.

D'un point de vue budgétaire, la gestion des finances publiques diffèrent grandement d'un parti politique à l'autre et selon l'économie du pays et celle au niveau mondial. Le gouvernement doit travailler avec les revenus qu'il génère et gérer les dépenses, qu'elles soient discrétionnaires ou non. Les revenus proviennent, entre autres, des taxes perçues aux citoyens et aux entreprises. La présentation du budget permet au gouvernement de diffuser ses prévisions concernant sa vision sur le futur économique et sur les stratégies pour y faire face afin de gérer les difficultés, si requis. Il est toutefois essentiel de comprendre que ce budget n'est pas exclusivement basé sur les prévisions et priorités économiques. En fait, un pourcentage très élevé du processus de décision budgétaire est basé sur les intérêts politiques et de partisaneries du gouvernement au

⁴⁹ L'ensemble de l'information sur la composition du gouvernement canadien de cette section provient des deux sources suivantes Canada : Gouvernement du Canada, *Le gouvernement du Canada*, accessible à : <http://canada.gc.ca/accueil.html>, , internet, accédé le 7 janvier 2011 et Canada, Gouvernement du Canada, *Le Budget de 2010 : Tracer la voie de la croissance et de l'emploi*, Ottawa, 4 mars 2010.

pouvoir afin d'assurer un maximum de support de la population et ainsi un maximum de vote en vue des prochaines élections⁵⁰.

Les années 1970 ont été particulièrement difficiles pour les gouvernements en place. En effet, le Canada, comme le reste du monde, a traversé une période de récession intense, combinée à une hausse importante des prix du pétrole. Afin de mitiger les impacts, le gouvernement canadien a appliqué des mesures fiscales importantes, par exemple, un contrôle des salaires ainsi que l'augmentation des taux d'intérêt. Malgré la mise en place de ces mesures, la situation s'est détériorée davantage en entraînant une hausse de l'inflation, du coût de la vie et de la dette fédérale. Un autre résultat direct a été l'augmentation du taux de chômage. Selon les données officielles du Ministère des Finances du Canada, la dette fédérale a augmenté graduellement entre 5% et 10% par année jusqu'à environ 1975. Par la suite, la dette s'est accrue de façon exponentielle passant à 20% par année pendant les dix années suivantes. La dette canadienne a grimpé à 100 milliards de dollars en 1981, à 200 milliards en 1985, à 300 milliards de dollars en 1988 pour finalement atteindre son niveau le plus élevé, à tout près de 565 milliards de dollars en 1997.

Grâce à des coupures dans les dépenses et des budgets positifs, l'augmentation énorme de la dette a été ainsi freinée et stabilisée. Cependant, avec l'arrivée de la crise économique des dernières années, l'augmentation des dépenses fédérales et le retour aux

⁵⁰ Hartle, Douglas G., *The expenditure budget process of the government of Canada : a public choice--rent-seeking perspective*, Canadian Tax Paper, no 81, 1988.

budgets fédéraux déficitaires ont négativement affecté le paiement de la dette ⁵¹. Le retour de ces déficits budgétaires annuels a grandement affecté les fonds disponibles au gouvernement. Dès le début des années 1980, le gouvernement a rétabli des mesures similaires afin de rétablir un niveau de dette plus acceptable et gérable. Ces mesures ont été encore une fois négativement affaiblies par l'économie surtout jumelée avec la crise économique du début des années 1990. Afin de pallier à cette autre crise économique, le gouvernement a dû appliquer une série de coupures importantes à tous les paliers du gouvernement. Le budget de la DN, qui représente une importante portion de l'enveloppe discrétionnaire du gouvernement, fût radicalement coupé. Il semble donc évident que l'économie du pays affecte aussi l'argent disponible du gouvernement pour financer un budget pour les FC.

1.4 La politique de Défense et la politique étrangère

Le gouvernement canadien publie une politique de défense lui permettant de bien situer le Canada sur la scène internationale. Depuis la publication de sa toute première politique de défense, le Canada a mis l'emphase sur le rôle de protection des FC. Ce rôle est de protéger le Canada contre toute agression, d'aider les autorités civiles à maintenir l'ordre, de favoriser la coopération avec les autres pays ainsi que de soutenir les Nations-Unies et l'OTAN⁵². L'auteur John Treddenick a clairement démontré une relation entre l'évolution de la politique de Défense et son budget dans son ouvrage de 1995 intitulé

⁵¹ Canada, Gouvernement du Canada, *Tableaux de référence financiers*, Ministère des Finances Canada, octobre 2010.

⁵² Stone, J. Craig and Binyam Solomon, *Canadian defence policy and spending*, Defence & Peace Economics 16, no. 3, June 2005, p. 151.

*'The Defence Budget'*⁵³. Il a parfaitement résumé la réalité du Canada depuis l'après-guerre. Le Canada, entre 1945 et 1947, avait adopté une politique de Défense qui prônait l'attente avant l'action. Il n'y avait donc pas d'augmentation ou de réduction de personnel combiné avec l'allocation d'un petit budget de 240 millions de dollars (c'est une représentation de la valeur d'environ deux milliards en valeur de 1992). Les menaces de l'Union Soviétique et de la Guerre froide ont ensuite changé les priorités de Défense avec la signature du traité de l'Atlantique Nord en 1949, ce qui a entraîné des augmentations de budget importantes. Cette menace du nord, le désir de jouer un plus grand rôle sur le plan international et la participation et coopération avec plusieurs alliés se reflètent dans la politique de Défense des années 1950-1960. C'est d'ailleurs en 1958 que le Canada a signé l'entente de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) avec les États-Unis.

Le Canada est un pays qui est toujours prêt à prêter assistance aux pays démunis ou dans le besoin. Par exemple, l'agence canadienne de développement international du gouvernement canadien (ACDI), créé en 1968, œuvre avec les collaborateurs du développement, les états en difficultés, les régions en crise, les pays en difficultés spécialement identifiés, les établissements et la population canadienne. Le premier ministre canadien Pierre Elliot Trudeau, en 1969, a bien exprimé cette réalité. Celui-ci indiquait à cette époque que la situation économique favorable canadienne permettait au gouvernement de prendre des engagements fermes dans la politique étrangère en haussant

⁵³ L'ensemble des idées et des faits rapportés sur l'évolution des FC dans les lignes suivant l'annonce de de l'auteur est un bref résumé et provient du texte : Treddenick, John, *The Defence Budget*, in David B. Dewitt and David Leyton-Brown, editions Canada's International Security Policy, Scarborough, 1995, p. 428 et 429.

l'assistance au développement dans les pays concernés, où le Canada était déjà activement impliqué⁵⁴. Le mandat de l'ACDI est de soutenir l'essor international et d'être collaborateur dans la réalisation et l'application de politiques de développement au Canada et sur la scène internationale⁵⁵. En 2009, le gouvernement canadien a décidé de viser 20 pays afin de contribuer à ce développement international. Voici quelques-uns de ces pays : Éthiopie, Soudan, Colombie, Haïti, Afghanistan et le Vietnam⁵⁶. Le ministre des Affaires externes Sharp, en 1972, a proposé de varier l'économie du Canada en incluant des échanges avec l'Europe et le Japon. Cette décision s'orientait vers une diminution de dépendance avec les États-Unis⁵⁷. En 1985, le premier ministre Mulroney a fait pareil discours. En effet, le Papier Vert de son ministre des affaires étrangères indiquait : « Nos valeurs nous dirigent vers l'aide aux pauvres, les affamés et les abusés politiques⁵⁸. » Un autre exemple concret de l'engagement du Canada sur le plan international est son aide aux pays dans le besoin tel que, l'Iraq, Haïti et l'Afghanistan. En effet, cette aide était estimée en 2008 à plus de 4.4 milliards de dollars. L'assistance était dirigée directement et principalement au niveau de leurs programmes de santé et d'éducation, leur système de gouvernance et leur croissance économique⁵⁹. En reculant 50 ans en arrière, il y avait le même genre de discours avec le premier ministre Pearson

⁵⁴ Don Munton and Keating, *Internationalism and the Canadian Public*, 2001 p. 521.

⁵⁵ Canada, Agence canadienne de développement internationale, *Pays visés*, accessible à : <http://www.acdi-cida.gc.ca/acdi-cida/ACDI-CIDA.nsf/fra/accueil>; consulté le 30 avril 2011.

⁵⁶ *Ibid.*, Pays visés.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 17.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 521.

⁵⁹ Canada, *Background Note*, Background Notes on Countries of the World: Canada, 11, (2008), <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=bth&AN=35751834&site=ehost-live>.

après la signature de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE). Toutefois, puisque l'unité nationale était prioritaire à cette époque, les intérêts nationaux furent aux premières loges de la politique étrangère du Canada⁶⁰.

La description et analyse de la géographie, de la géologie, de la démographie, de l'économie, du gouvernement ainsi que de la politique de défense ont démontré que chacun de ces aspects affecte de près ou de loin ce que le gouvernement est prêt ou capable d'investir dans la Défense nationale et les FC. Le gouvernement doit affronter diverses situations et difficultés qui influencent directement la disponibilité des ressources monétaires et le financement de projets et programmes importants, tel que les FC.

Le prochain chapitre se concentrera sur les FC afin de bien démontrer l'historique, l'évolution des budgets, la participation aux différents conflits et l'opinion publique, qui a naturellement une énorme influence sur le gouvernement.

⁶⁰ Gotlieb and Institut C.D. Howe, *Romanticism and Realism in Canada's Foreign Policy*, 2004, p. 13.

CHAPITRE 2 – LA DÉFENSE NATIONALE ET LES FORCES CANADIENNES

2.1 Historique des FC, budgets et opérations

La mission des Forces canadiennes est de protéger le Canada, défendre l'Amérique du Nord en collaboration avec les États-Unis et de favoriser la paix et la sécurité dans le monde⁶¹. Près du tiers du personnel déployable s'entraîne chaque jour en vue de se préparer à être déployé sur une mission à l'étranger ou y participe déjà. Les FC fournissent d'excellents moyens militaires, et ce, que ce soit en cas de problèmes majeurs, de menaces de la sécurité nationale ou de conflits importants. De plus, les FC protègent les canadiens et la souveraineté du pays. Ils soutiennent les missions de recherche et sauvetage, assistent les autorités civiles lors de catastrophes naturelles, patrouillent et surveillent l'espace aérien et les côtes maritimes du Canada. La contribution des FC à l'étranger est une fierté pour le Canada. Ces contributions sont, par exemple, l'aide-humanitaire, les missions du maintien de la paix et la lutte contre le terrorisme. Toutes ces fonctions et tâches sont cruciales pour la sécurité, la prospérité et le développement du Canada.

Plusieurs auteurs et experts s'entendent sur le fait que la proximité des États-Unis, cette super puissance militaire mondiale, permet au gouvernement canadien de limiter

⁶¹ Canada, Gouvernement du Canada, *l'énoncé de politique internationale du Canada*, 2005, accessible à www.international.gc.ca; internet; consulté le 10 octobre 2010.

son allocation budgétaire envers les FC⁶². De plus, les canadiens croient fermement que les États-Unis protègent directement le pays.

Ce chapitre élaborera sur des données et faits se rapportant aux FC et évaluera l'historique des FC depuis 1970 à aujourd'hui. Cette période permettra de limiter et concentrer l'analyse afin de déterminer si l'économie a un réel impact sur la Défense nationale et les FC. Le tableau suivant démontre le budget total de la Défense nationale de 1968-1969. Les chiffres rapportés sont représentés et convertis en valeur et dollars de 2002. Ces données peuvent naturellement différer quelque peu selon les différentes méthodes utilisées pour évaluer et comptabiliser le budget et le convertir en dollars courants.

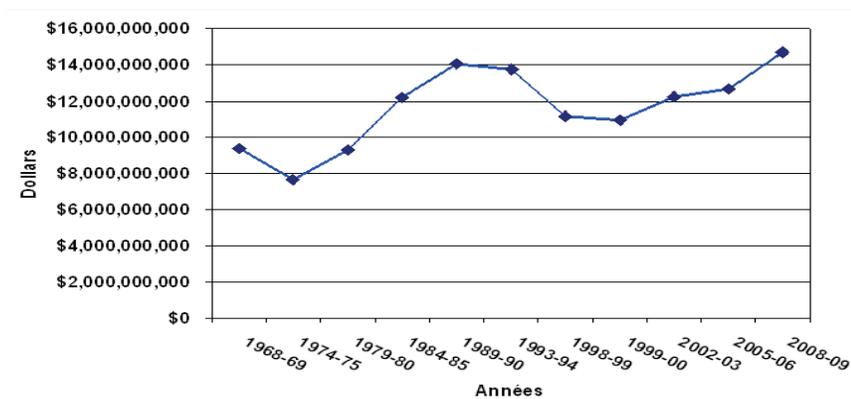


Tableau 8 : Budget historique de la Défense nationale en valeur de 2002.

Source : Équipe économique de Défense, Recherche et développement pour la défense Canada, Centre d'analyse et de recherche opérationnelle au Quartier Général de la Défense (QGDN) à Ottawa, 4 février 2011.

⁶² Solomon, Binyam, *The demand for Canadian defence expenditures*, Defence & Peace Economics 16, no. 3, June 2005.

La partie importante de l'analyse n'est pas nécessairement le montant réel, mais bien de démontrer et comprendre l'évolution et progression du budget des FC au fil des ans. Le budget de la Défense est un outil de premier ordre pour le gouvernement fédéral afin d'évoquer le modèle d'action concernant la politique en matière de Défense du Canada.⁶³ Cette politique de Défense élabore les ressources requises et disponibles et comment celles-ci devront être employées afin de rencontrer les objectifs et déployer adéquatement les capacités militaires. D'un point de vue budgétaire, les FC ont subi les répercussions des compressions budgétaires. Il est important de remarquer la réduction réelle pendant la crise économique du début des années 1970. Le budget connaît par la suite une augmentation minimale, mais constante. En effet, celui-ci est passé d'environ neuf milliards de dollars en 1980-1981 à 13,7\$ milliards en 1993-94⁶⁴. Cependant, la réalité est toute autre selon l'édition 1993-1994 du document '*Au-delà des dollars*' produit par la Défense nationale. En effet, «[...]la comparaison entre les dépenses du gouvernement fédéral pour les années 1984-1985 et 1993-1994, démontre clairement une baisse significative des dépenses contrôlables[...]le pourcentage du budget de la Défense correspond à seulement 7% des dépenses totales du gouvernement fédéral⁶⁵». Malgré

⁶³ Treddenick, John, *The Defence Budget*, in David B. Dewitt and David Leyton-Brown, éditions Canada's International Security Policy, Scarborough, 1995, p. 413.

⁶⁴ Ces données proviennent directement de l'équipe économique de Défense, Recherche et développement pour la défense Canada, Centre d'analyse et de recherche opérationnelle au Quartier Général de la Défense (QGDN) à Ottawa. M. Binyam Solomon a fourni l'historique des budgets des Fc de 1952 à 2010. De plus, M. André Deschenes, économiste en chef, Direction de Finance stratégique et Établissement des coûts QGDN à lui aussi fourni les renseignements historiques de la composition du budget des Fc en terme de personnel, Opérations et Entretien (O&M), Capital, Subventions et Contributions de 1979 à 2010 en plus de fournir le nombre de militaires de la Force régulière par année depuis 1961-1962. À moins d'indication contraire avec une note de bas de page, tous les chiffres énoncés dans ce chapitre proviennent directement de M. Solomon et Deschenes.

⁶⁵ Canada, Ministère de la Défense nationale, *Au-delà des dollars*, édition 1993-1994, Ottawa, août 1993.

une augmentation en terme de dollars et en tenant compte de l'inflation, du pouvoir d'achat et de toutes les autres composantes économiques, la DN possédait moins de budgets en 1994 qu'en 1984.

Un autre aspect majeur concerne la différence importante des dépenses gouvernementales pour la Défense en comparaison avec les secteurs de l'éducation, la santé et le remboursement de la dette publique. Les données officielles de 1993-1994 sur les dépenses consolidées du gouvernement, par habitant, démontraient que les frais par habitant, pour la Défense, avaient tout au plus doublé depuis la Deuxième Guerre mondiale. Cependant, les frais des secteurs de la santé et de l'éducation avaient augmenté par huit et sept respectivement. Finalement, les dépenses reliées au paiement de la dette avaient été multipliées par dix. Le prochain tableau démontre la répartition des dépenses publiques selon les catégories les plus importantes du gouvernement fédéral. Ce tableau représente adéquatement la proportion de la Défense, qui est stable, comparativement aux autres dépenses fédérales.

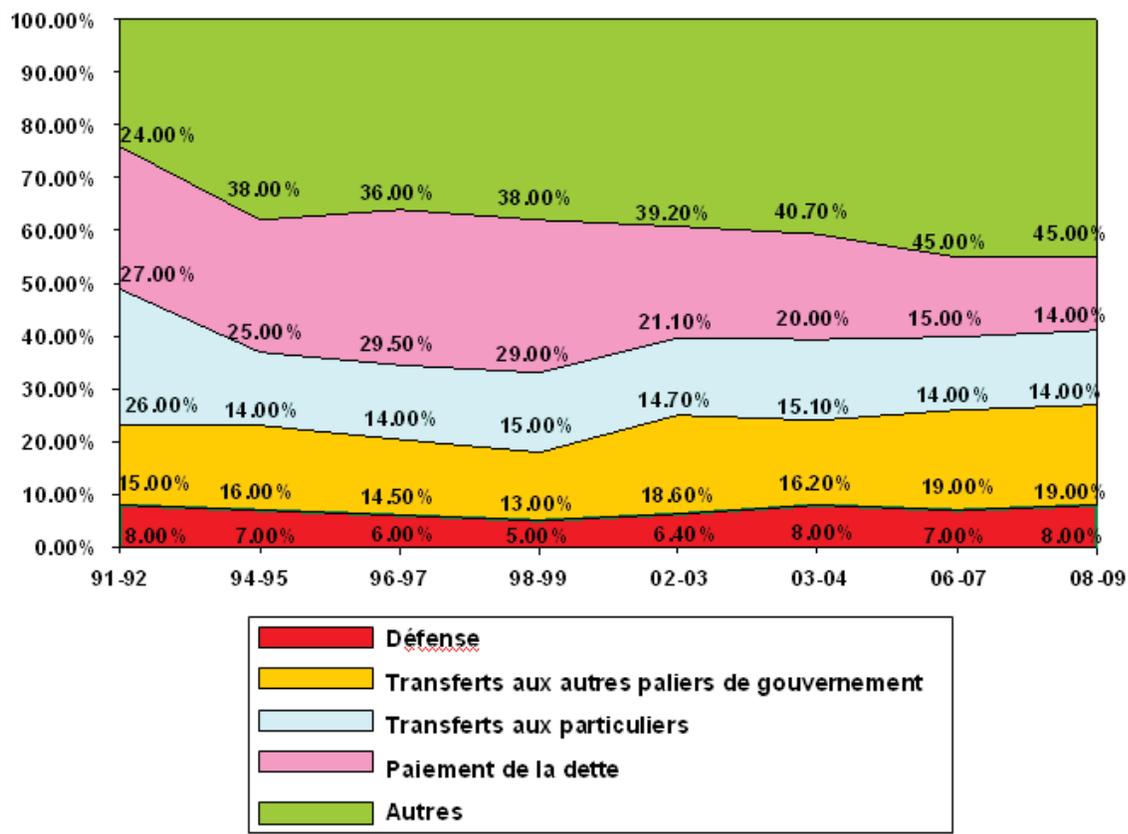


Tableau 9 : Évaluation comparative des dépenses du gouvernement fédéral.

Source : Canada, Ministère de la Défense nationale, Au-delà des dollars, éditions de 1991-1992 à 2000-2010, Ottawa.

Ce que l'on a aussi observé dans la décennie suivant la fin de la Guerre froide est une augmentation de l'insécurité internationale. De plus, la révolution dans les affaires militaires et les innovations technologiques ont apporté des besoins exponentiels pour la Défense. Le coût de la vie a aussi augmenté du point de vue de l'aviation. L'achat d'un avion de chasse CF-100 dans les années 1952 se chiffrait à 750,000 dollars. En comparaison, l'achat d'un avion de chasse CF-18 en 1980 coûtait environ 17,000,000 de dollars. Cette différence énorme représente une augmentation de plus de 2267 % alors

que le PIB n'augmentait que de 343 % pendant la même période⁶⁶. Donc par le fait même, le problème canadien se résume au fait que pendant ces années, les FC n'avaient pas suffisamment de fonds. De plus, le nombre de militaires a considérablement diminué. En effet, le tableau ci-dessous démontre cette réduction significative du nombre de militaires de la Force régulière. Ce nombre est passé de 100,000 en 1968-1969 à moins de 60,000 en 2000-2001. Cette réduction de personnel allait de pair avec le manque de fonds pour acquérir de l'équipement et des infrastructures. Ceux-ci étaient désuets, inappropriés ou tout simplement manquants. Il est clair que l'impact du manque de budget a grandement affecté les FC à cette époque. L'économie influence donc, à un certain niveau, l'argent disponible pour le gouvernement ainsi que son désir et sa capacité de financer adéquatement, ou non, les FC.

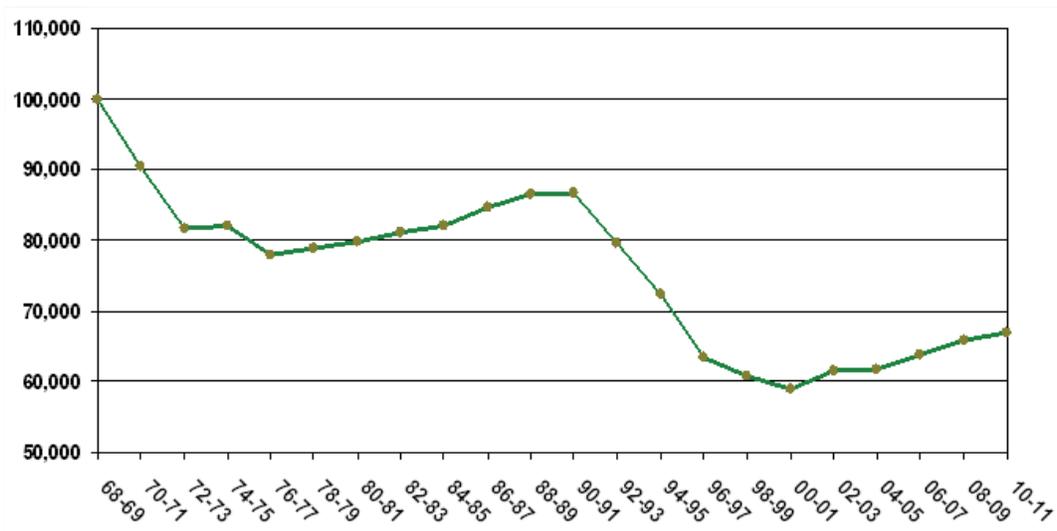


Tableau 10 : Historique du nombre de la Force régulière au Canada.

Source : Équipe économique de Défense, Recherche et développement pour la défense Canada, Centre d'analyse et de recherche opérationnelle au Quartier Général de la Défense (QGDN) à Ottawa, 4 février 2011.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 416.

Tel que brièvement illustré dans l'introduction, même si le Canada jouit d'une situation paisible, l'instabilité mondiale, l'existence des groupes terroristes et la menace constante sur le monde exigent que le pays soit prêt à se protéger et se défendre. Pour ce faire, le Canada peut compter sur les FC et les pays alliés. La Défense nationale et les FC jouent un rôle de premier plan dans la défense du Canada, de sa population, son territoire et sa souveraineté. Cependant, il faut souligner l'importante énorme contribution des FC à des événements et des opérations domestiques pour remarquer que le niveau budgétaire des FC n'a pas eu d'influence directe sur sa capacité de remplir sa mission. En effet, même si le gouvernement n'a pas fourni aux FC les budgets jugés nécessaires pour financer les opérations, les FC se sont acquittés de leurs tâches avec professionnalisme, expertise et de façon remarquable, sauvant ainsi de nombreuses vies et offrant une sécurité exceptionnelle à la population.

2.2 L'opinion publique canadienne

L'opinion publique joue un rôle de premier ordre pour le gouvernement canadien. En effet, le gouvernement au pouvoir doit tenir compte des promesses électorales apportées lors des élections. De plus, le gouvernement doit considérer ce que la majorité de la population désire en terme de programmes sociaux et autres fonctions importantes. Le fait que le budget du ministre de la Défense et par conséquent les FC, soit de seulement 1.1% du PIB est l'exemple parfait du principe de l'opinion publique. En effet, la réalité est simple. le Canada est un pays paisible, sécuritaire et où la majorité de la

population croit que les États-Unis aideront le Canada à se défendre en cas de conflits ou guerres. Par conséquent, l'idée d'avoir à dépenser plus largement pour les FC ne vient pas spontanément à la tête des canadiens.

Selon un sondage effectué par Baker en 2002 suite aux attentats du 11 septembre 2001, les canadiens voyaient un besoin plus élevé d'assurer leur sécurité, leur défense et par le fait même d'augmenter le budget de la Défense. Cependant, ce besoin de sécurité demeure constamment inférieur aux autres programmes gouvernementaux. Par conséquent, la volonté, la détermination et le besoin d'augmenter le budget de la Défense se situent toujours au dernier rang en comparaison de la nécessité d'augmenter les budgets des services de la santé et de l'économie⁶⁷. Ce même sondage ajoutait que les sondages précédents ont constamment démontré la même philosophie. La santé, l'économie, l'éducation et les autres programmes sociaux ont toujours été prioritaires pour la population, avant la nécessité d'accroître leur sécurité et de financer davantage les FC, et ce, malgré l'image favorable des militaires sur les gens.

Il y a un même constat suite à la révision effectuée en 2002 par le Directeur Steven Staples de l'Institut Polaris d'Ottawa concernant le projet portant sur les dépenses des FC⁶⁸. En effet, selon l'étude réalisée, il a été déterminé que le budget des FC ne devait pas être accru, car un accroissement du budget n'augmenterait pas le niveau de

⁶⁷ Solomon, Binyam, *The demand for Canadian defence expenditures*, *Defence & Peace Economics* 16, no. 3, June 2005, p. 178.

⁶⁸ Staples, Steven, *Breaking rank: a citizens' review of Canada's military spending*, Polaris Institute, Canada, 2002, p. 1.

sécurité des canadiens. Selon lui, les FC ont déjà gaspillé beaucoup trop d'argent en achats inutiles, par exemple, les sous-marins britanniques désuets et incapables de supporter la mission de la Défense. Il n'y a que 7% de la population qui croit que la priorité devrait aller à la Défense contre 41% de ceux qui croient que la priorité devrait aller au système de santé⁶⁹.

C'est pratiquement le même point de vue entre 2007 et 2010 selon les études de monsieur Darrell Bricker de l'*Ipsos Public Affairs Worldwide*. En effet, malgré une augmentation remarquable de satisfaction de la population envers le travail et le sacrifice des militaires des FC, les canadiens demeurent convaincus que la priorité du Canada est l'économie⁷⁰. La satisfaction des canadiens est en effet de plus de 75% sur le travail effectué par les FC. Cependant, 50% de la population croit que les FC devraient retourner vers des missions de paix et se tenir loin des missions de combat⁷¹.

En résumé, il est clair que les FC ont évolué rapidement au fil des ans et que le nombre de militaires a connu une baisse significative. Les coupures budgétaires et en personnel ont créé une blessure profonde qui est toujours visible en 2010. Malgré certaines augmentations des budgets, l'argent réel disponible par rapport au coût de la vie et les tâches accrues n'a fait que détériorer la situation de la capacité opérationnelle de la Défense. Les auteurs et économistes Craig Stone et Binyam Solomon indiquaient

⁶⁹ *Ibid.*, p. 6.

⁷⁰ Bricker, Darrell, *The CF Will Be Impacted by a Strong Wave of Change*, presentation prepared for Chief Land Staff, IPSOS, Ottawa, 11 January 2011, p. 55.

⁷¹ Bricker, Darrell, *The CF Will Be Impacted by a Strong Wave of Change*, presentation prepared for Chief Land Staff, IPSOS, Ottawa, 11 January 2011, p. 47.

parfaitement la réalité de la politique de Défense du gouvernement canadien dans leur article '*Canadian Defence Policy and Spending de 2005*'. En effet, ceux-ci étaient d'avis que le budget de la Défense ne peut être augmenté significativement malgré que le gouvernement fédéral possède une certaine souplesse pour le faire. En réalité, selon l'histoire et la réalité des pressions internes et de la population, les chances qu'un gouvernement augmente le budget à un niveau plus élevé que l'inflation étaient hautement improbables. Cette réalité est d'autant plus vraie quand le gouvernement doit choisir entre financer la santé et l'éducation ou les autres programmes comme la Défense. Les gouvernements ont donc financé la Défense et les FC en fonction de ce qu'ils pensaient pouvoir se permettre, mais en ne tenant pas compte de la politique de Défense et aux besoins des FC⁷². Cependant, il semble que malgré toutes les preuves appuyant ces lignes de pensées, le passé n'est pas garant de l'avenir. Au contraire, le gouvernement conservateur a prouvé à tous que la volonté d'agir peut aussi être jumelée avec les besoins réels des FC et des fonctions essentielles qui supportent la Défense du Canada. En effet, le premier ministre Stephen Harper à son entrée au pouvoir en 2006 a annoncé : «Le présent gouvernement a pris le pouvoir et l'engagement ferme de défendre le Canada[...]nous devons assurer la sécurité de nos concitoyens, défendre notre souveraineté[...]il est donc essentiel de rebâtir les Forces canadiennes en un appareil militaire moderne, de premiers ordres. »⁷³ Par conséquent, le gouvernement annonçait un plan d'investissement stratégique de la Défense inattendue, basé sur une période de 20

⁷² Stone, J. Craig and Binyam Solomon, *Canadian defence policy and spending*, Defence & Peace Economics 16, no. 3, June 2005.

⁷³ Canada, Department of National Defence, *Stratégie de Défense: le Canada d'abord*, Ottawa, Department of National Defence, 2008, p. 1.

ans, en augmentant le budget du Ministère de la Défense de 5.3 milliards de dollars de 2008 pour cinq ans. De plus, il annonçait l'augmentation du montant alloué à la Défense de 1,5% à 2% à partir de 2011 à 2012. Ce plan porterait donc le budget total des FC de 18 milliards en 2008 à plus de 30 milliards en 2027-2028⁷⁴.

De plus, l'opinion publique considère que les accomplissements des FC au pays et à l'étranger sont très importants. La population est en général très satisfaite du sacrifice et du travail fait par les militaires et regarde le professionnalisme et l'expertise favorable à la sécurité du pays. Cependant, les gens ne désirent pas voir le budget de la Défense augmenté avant que ceux de la santé, de l'éducation et de l'économie le soient aussi, en priorité.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 4.

CHAPITRE 3 – STRATÉGIE DE DÉFENSE CANADIENNE

3.1 Stratégie de Défense 2020

L'analyse et les arguments apportés aux chapitres précédents de ce mémoire ont démontré qu'il existe plusieurs facteurs influençant le gouvernement canadien sur la quantité d'argent disponible et sur l'allocation du budget fédéral. Le gouvernement fédéral possède une certaine flexibilité en ce qui a trait aux différents programmes qu'il désire financer. Cependant, d'un côté non discrétionnaire, il serait difficile et complexe de modifier les paiements ou argents distribués et alloués aux programmes tels que l'assurance emploi, la péréquation des provinces, la pension de retraite et les subventions aux chemins de fer. D'un autre côté, le gouvernement fédéral dispose d'une certaine flexibilité dans les dépenses discrétionnaires comme les dépenses en infrastructure, les contributions aux soins de santé, à l'éducation et au budget de la Défense⁷⁵. La partie discrétionnaire de ce budget étant minime, les FC doivent souvent s'acquitter de plusieurs tâches et responsabilités avec des budgets limités. Naturellement, tous les pays du monde font face à cette problématique, mais à des degrés différents. De plus, tous les pays doivent affronter des défis de taille afin de s'assurer qu'ils demeurent sécuritaires pour leur population, économiquement stable et prospère⁷⁶. Depuis des décennies, le Canada essaie de déterminer ce qu'il peut s'offrir comme force militaire. Cette force doit poursuivre ses objectifs et sa mission et effectuer ce pour quoi elle existe et aussi être en

⁷⁵ Hartle, Douglas G., *The expenditure budget process of the government of Canada : a public choice--rent-seeking perspective*, Canadian Tax Paper, no 81, 1988, p. 146.

⁷⁶ Stone, J. Craig, *Planning Defence budget allocations for Canada's Strategy 2020*, Defence & Peace Economics 16, no. 3, June 2005, p. 223.

mesure d'affronter les défis futurs. Depuis les événements terroristes de 2001, cette nécessité de devoir affronter les menaces connues et inconnues est encore plus importante et difficile. Cette difficulté se veut encore plus critique étant donné les coupures budgétaires drastiques que les FC ont connues au début des années 1990⁷⁷. En effet, le comité du Sénat sur la sécurité nationale et la Défense indiquait dans son rapport de 2002 intitulé '*Sécurité canadienne et préparation militaire*', que le budget des FC avaient été réduit par environ 30% entre 1988 et 2000, passant ainsi de 12 milliards de dollars en 1993-1994 à environ dix milliards de dollars en 1998-1999⁷⁸. Ce même rapport ajoutait qu'en plus d'avoir coupé significativement le budget des Forces canadiennes, le gouvernement a déployé plus de troupes dans le cadre de missions opérationnelles, autant lors d'opérations domestiques qu'expéditionnaires. «Les FC se sont déployées, en dehors du pays, plus de 70 fois entre 1989 et 2002⁷⁹». Malgré tout, les FC ont continué à soutenir le pays de façon remarquable, tout en s'acquittant de toutes les tâches, missions et responsabilités lui étant assignées. Cependant, toutes ces coupures et déploiements additionnels des dernières années ont grandement affecté la capacité militaire à tous les niveaux. Par exemple, le tempo opérationnel élevé a eu un impact négatif sur le personnel et sur leur santé physique et psychologique. Cet impact s'est aussi reflété sur le plan familial des militaires. De plus, l'entraînement nécessaire à la préparation au déploiement et opération diverses était extrêmement exigeant afin de préparer la quantité requise de militaires pour supporter toutes les missions. Un autre exemple de l'effet

⁷⁷ *Ibid*, p. 223.

⁷⁸ Canada, The Senate, Canadian Security and Military Preparedness, report of the Standing Senate Committee on National Security and Defence, the Honourable Colin Kenny, Chair, Ottawa, 2002.

⁷⁹ Stone, J. Craig, *Planning Defence budget allocations for Canada's Strategy 2020*, Defence & Peace Economics 16, no. 3, June 2005, p. 223 (traduction libre).

néfaste du niveau élevé du tempo opérationnel est sans contredit la dégradation et le ralentissement de l'entretien de l'équipement et infrastructure à tous les niveaux des FC et dans les trois éléments, soit l'aviation, l'armée et la marine⁸⁰.

Afin de contrer l'effet néfaste des circonstances entourant les coupures budgétaires et l'augmentation considérable du rythme opérationnel, les FC ont élaboré une stratégie en 1999 permettant de planifier les objectifs organisationnels à atteindre d'ici 2020 afin de continuer d'être une institution exceptionnelle, efficace et adéquate. Cette stratégie est purement militaire. D'ailleurs, le gouvernement fédéral n'a pas eu à approuver ou entériner ce document. Par conséquent, les FC continueront à être confinées à l'intérieur des budgets alloués par le gouvernement fédéral et ainsi ne seront pas en mesure de compléter parfaitement la stratégie 2020 telle que prévu. «La stratégie 2020 identifie les défis et opportunités auxquels la Défense nationale et les Forces canadiennes feront face pendant qu'ils s'adapteront aux changements dans un monde complexe et imprévisible, évoluant rapidement⁸¹».

Cette stratégie a pour but de bien situer les FC dans le futur et contient huit stratégies et objectifs. Ces objectifs définissent comment les FC devront évoluer et s'équiper et quelles capacités les FC auront besoin d'ici 2020. Les objectifs de la stratégie 2020 étaient les suivants: «une voie novatrice, des chefs déterminés, la

⁸⁰ *Ibid*, p. 224.

⁸¹ Canada, Department of National Defence, *Shaping the Future of Canadian Defence: A Strategy For 2020*, Ottawa, Department of National Defence, 1999, introduction (traduction libre).

modernisation, des forces déployables dans le monde entier, des forces interopérables, une carrière de choix, des partenariats stratégiques et la gestion des ressources⁸².» Tel qu'indiqué précédemment, le manque de support financier du gouvernement fédéral affectera directement cette stratégie, car celle-ci nécessite des investissements majeurs à tous les niveaux du Département. Ces stratégies et objectifs continuent d'être directement liés à la mission de la Défense, qui est de défendre le Canada et les valeurs et intérêts canadiens tout en contribuant à la sécurité et à la paix internationales⁸³. Cette stratégie, qui a plus d'une dizaine d'années, évaluait l'état futur du monde, les conflits potentiels, les acteurs principaux, les Forces militaires en puissance, le plan économique canadien et l'organisation nécessaire pour affronter les menaces, les dangers et les catastrophes de demain. Cette stratégie 2020 et ses objectifs servent d'ébauche initiale de la vision à long terme nécessitant des modifications, des améliorations et des ajustements fréquents de la part des FC, basés sur les plans et décisions du gouvernement fédéral. Tel que discuté précédemment, le gouvernement fédéral doit prendre des décisions difficiles concernant la contribution financière considérée adéquate pour l'établissement de la stratégie 2020.

3.2 Stratégie de défense – le Canada d'abord

Tel qu'exprimé précédemment, le Canada est un pays à faible densité de population en comparaison à plusieurs autres pays de la planète. Il n'a qu'un seul pays

⁸² *Ibid*, p. 11.

⁸³ *Ibid*, p. 2.

voisin qui partage sa frontière terrestre. Les autres pays entourant le Canada sont séparés par les océans Pacifique, Atlantique et Arctique. Il est donc essentiel pour le Canada qu'il puisse préserver et défendre sa souveraineté et protéger ses habitants des menaces possibles qui pourraient peser sur le pays. Ces menaces peuvent venir autant de la guerre, de terroristes ou de catastrophes naturelles comme les tremblements de terre, les inondations et les tempêtes. Le gouvernement et la population canadienne peuvent donc compter sur les FC pour accomplir sa mission et aider les autres agences canadiennes et ministères mandatés d'exécuter certaines de leurs propres fonctions.

Malgré le fait que le gouvernement canadien a toujours inclus la DN et les FC dans ses priorités, le budget alloué pour ce ministère ne rencontre pas les besoins financiers liés à la protection des canadiens. Un fait qui a été indiqué au premier chapitre est naturellement la proximité des alliés américains. Le Canada a toujours compté sur ses voisins du sud pour l'aider à protéger son territoire et sa population. De plus, comme indiqué au chapitre un, le gouvernement a dû faire des coupures budgétaires drastiques aux FC afin de contrer les diverses crises économiques et de poursuivre le financement des autres programmes non-discrétionnaires et discrétionnaires tels que la santé et l'éducation. Depuis 2006 cependant, le gouvernement a pris un engagement fixe de défendre le Canada. Le très honorable Premier ministre Stephen Harper publiait justement la stratégie *Le Canada d'abord*, en 2008. Cette stratégie approuvée et lancée par le gouvernement permet ainsi de solidifier l'effort des FC et la Stratégie 2020 analysée et élaborée plus tôt. Cet engagement gouvernemental indique aux dirigeants des FC que le Canada soutient entièrement un plan d'investissement stratégique à long terme.

Ces investissements permettraient ainsi à la DN de s'organiser, de planifier et d'exécuter les tâches nécessaires et besoins futurs.

Le premier ministre exposait en 2008 la réalité suivante : «[...]nous devons assurer la sécurité de nos concitoyens, défendre notre souveraineté et faire en sorte que le Canada regagne, sur la scène internationale, sa crédibilité et son influence[...]il est essentiel de rebâtir les FC en un appareil militaire moderne, de premier ordre⁸⁴.» La stratégie '*Le Canada d'abord*' prévoit donc un financement accru à long terme permettant d'assurer la protection budgétaire nécessaire aux FC, leur donnant ainsi une flexibilité accrue et un pouvoir d'investissement nécessaire afin de poursuivre leur mission. Cette mission se résume en une sécurité accrue pour la population canadienne. Cette stratégie permet aussi des retombées financières remarquables pour le pays, en plus de garder sa place comme partenaire important avec certains pays étrangers. Le ministre de la Défense nationale, l'honorable Peter MacKay, ajoutait : «[...]l'appui des FC[...]en matière de sécurité nationale et de politique étrangère[...]de servir avec excellence au pays, d'être un partenaire fort et fiable en matière de défense de l'Amérique du Nord et de faire preuve de leadership à l'étranger⁸⁵». Cette stratégie s'avère donc critique et importante pour les canadiens et les FC. Malgré le fait que le Canada demeure un pays sécuritaire et paisible, et ce, depuis des décennies, il est clair que le Canada et le reste du monde font face à un monde instable, vulnérable et imprévisible. Le pays doit être prêt à se défendre contre les menaces asymétriques. Les événements du 11 septembre 2001

⁸⁴ Canada, Department of National Defence, *Stratégie de Défense: le Canada d'abord*, Ottawa, Department of National Defence, 2008, message du premier ministre, p. 1.

⁸⁵ *Ibid*, message du Ministre de la Défense nationale, p. 2.

sont l'exemple incontestable du fait que même le Canada n'est pas à l'abri des menaces présentes d'attaques terroristes ou de groupes d'extrémistes pouvant mettre en danger la sécurité et la vie des canadiens dans leur propre pays.

La stratégie '*Le Canada d'abord*' prévoit des investissements importants dans les FC. Ces investissements seront introduits dans les quatre piliers des FC que regroupent le personnel, l'équipement, l'entraînement et l'infrastructure. Certains de ces investissements annoncés se sont matérialisés avec des succès mesurables et importants. En effet, l'achat et l'utilisation des quatre avions C-17 Globemaster ajoutent une capacité opérationnelle sans égal dans la poursuite des efforts en Afghanistan et l'aide humanitaire tout autour de la planète. De plus, l'achat des nouveaux hélicoptères de type Chinook CH-47F a permis de sauver d'importantes vies humaines dans le conflit contre les insurgés en Afghanistan. Ce plan d'investissement prévoit aussi, par exemple, l'acquisition de trois navires de ravitaillement, des milliers de camions, des chars Leopard 2, des navires de patrouille extracôtiers, des avions de patrouille maritime, des nouveaux avions de chasse ainsi que l'augmentation du nombre de militaires de la Force régulière et de la Réserve à 70,000 et 30,000 respectivement⁸⁶. Ces investissements en personnel et en équipement est un élément essentiel pour le Canada à fournir les outils nécessaires aux FC afin qu'ils puissent remplir leur mission de défendre le pays, d'assurer la sécurité de la population et de protéger ses intérêts dans le monde.

⁸⁶ *Ibid.*, message du Ministre de la Défense nationale, p. 4.

En résumé, la politique du gouvernement mise en œuvre en 2008 afin de renforcer et équiper les FC peut être expressément et facilement résumée par cette citation du

Ministre MacKay :

[...] La Stratégie de défense Le Canada d'abord représente un jalon important. Le Canada respecte l'engagement du gouvernement à accroître la sécurité des canadiens et donne aux militaires le soutien à long terme dont ils ont tant besoin, aujourd'hui et pour l'avenir, et qu'ils méritent tant⁸⁷.

Le ministre de la Défense a indiqué, en 2009, l'importance des FC dans la protection du pays. Cette protection peut se résumer et se définir avec les missions de recherche et sauvetage au pays, les patrouilles aériennes afin de contrôler l'espace aérien de l'Amérique du nord et les missions d'aides aux autorités civiles lors de catastrophes naturelles ou d'événements d'envergure internationale. De plus, il y a les missions expéditionnaires à l'étranger avec l'OTAN, les Nations-Unies et autres missions humanitaires. Ce plan d'envergure fournira une augmentation du budget de la Défense qui passera d'environ 18 milliards de dollars en 2008-2009 à plus de 30 milliards de dollars dans vingt ans. Ces fonds additionnels seront investis directement dans les quatre piliers des FC tels qu'énumérés précédemment⁸⁸. Ce qui est intéressant de constater est l'importance accordée par le gouvernement sur les conséquences positives de ces investissements sur l'ensemble de l'économie canadienne. En effet, selon la politique de la stratégie de Défense 2020, ces argents supplémentaires permettront aux compagnies

⁸⁷ *Ibid.*, message du Ministre de la Défense nationale, p. 2.

⁸⁸ MacKay, Peter Gordon, *Changing Times and an Evolving Canadian Forces*, Military Technology, no. 5, May 2009, p.58.

canadiennes de profiter de contrats afin de développer des produits et services nécessaires à l'implantation des projets annoncés⁸⁹.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 60.

CHAPITRE 4 – L’AUSTRALIE

Ce quatrième et dernier chapitre analyse l’Australie et renforce les arguments de la thèse élaborée. La ressemblance à plusieurs égards avec le Canada et les différences majeures à bien d’autres égards seront élaborées et comparées. La comparaison entre l’Australie et le Canada est basée sur la même approche de travail historique, démographique, gouvernementale et finalement sur la Défense australienne (FA). Cette dernière partie apportera quelques ressemblances intéressantes en comparaison avec le Canada. De plus, l’analyse fournira des antagonismes à propos de la population et du pourcentage de PIB sur la Défense, qui permettent de produire une analyse captivante. Ce qui sera intéressant de comparer est l’importance de l’économie sur les effets sur la Défense australienne et s’il y a aussi bien d’autres facteurs qui l’influencent.

Du côté historique, les premiers habitants aborigènes d’Australie sont arrivés plus de quarante mille ans avant que le premier européen descende sur le continent⁹⁰. Les hollandais débarquèrent dans le golf de Carpentaria en 1606 et nommèrent ce territoire ‘New Holland’. C’est seulement en 1770 que le premier européen arrive avec le Capt James Cook comme chef et Ambassadeur. Il prend donc le continent au nom de la Grande-Bretagne. C’est en 1901 que les six Colonies furent créées en Confédération et

⁹⁰ L’ensemble des faits, données et informations rapportés et décrits dans cette partie 4.1.1 proviennent principalement des documents suivants : Central Intelligence Agency, *The World Fact Book – Australia*, accessible à : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/as.html>, internet; consulté le 2 février 2011 et Australia, Australia Bureau of Statistics, *2009-10 Year Book Australia*, Brian Pink, Number 91.

l'Australie en tant que Dominion de l'Empire britannique, était ainsi constituée. Depuis cette époque, l'Australie peut compter sur un système politique libre et stable.

4.1 La situation géographique et la dimension démographique

Situation géographique⁹¹

L'Australie se situe en Océanie sur le plateau Indo-Australien. Le pays est entouré par les océans Pacifique et Indien et séparé du continent de l'Asie par les mers Arafura et Timor. En terme de superficie, l'Australie est le plus petit continent du monde. La figure suivante représente le continent australien.



Figure 4 : Continent australien

Source : Maps of World.Com, accessible à : <http://fr.mapsofworld.com/australia-political-map.htm>, internet, consulté le 6 mars 2011.

Le facteur géographique, plus particulièrement en terme de superficie du pays, est définitivement une différence importante avec le Canada. Cette particularité australienne

⁹¹ L'information de la partie 4.1.1 a été puisée directement de la référence suivante: Australia, Australia Bureau of Statistics, *2009-10 Year Book Australia*, Brian Pink, Number 91.

sera élaborée un peu plus dans les prochaines parties, tout particulièrement en ce qui concerne la Défense du pays et l'économie. En terme de superficie totale (incluant le territoire complet, terre et eau, le pays est situé au sixième rang mondial avec une étendue totale de plus de 7.74 millions de km², dont 7.68 millions de km² en territoire (incluant les Îles appartenant au pays) et 58.92 milliers de km² en lacs et rivières. En terme de superficie terrestre, l'Australie est de la même grandeur que les États-Unis, sauf l'Alaska. L'Australie ne possède aucun pays adjacent d'un point de vue terrestre. Le pays possède seulement 25.8 mille de kilomètres de côtes comparativement à plus de 202 mille kilomètres pour le Canada et compte plus de 12 000 îles.

L'Australie est le continent le plus plat de la planète. Le point le plus haut est le mont Kosciuszko à 2,229 mètres et le point le plus bas est le lac Eyre à 15 mètres sous le niveau des océans. L'Est australien est constitué de collines et de terres cultivables. La partie centrale est plutôt formée de prairies incluant les plaines de 'New South Wales, Einasleigh, Barkly et Mulga Lands'. Finalement, le territoire nord comprend la forêt tropicale humide. Les experts réfèrent souvent à l'Australie comme 'outback'. En effet, l'Australie est le continent le plus sec après l'Antarctique. Près des trois quarts des terres australiennes comportent des terres semi-arides ou désertiques. Le climat australien est directement affecté par les courants océaniques, incluant les longues périodes de sécheresse, les cyclones et les inondations. Le continent dépend totalement des précipitations afin de subvenir aux besoins en eau potable. La création de réservoir d'eau artificiel est essentielle afin de conserver un niveau d'eau adéquat pour la population.

L'Australie comporte plus de 815,000 kilomètres de route, dont un peu moins de la moitié sont asphaltées, les plaçant neuvièmes au monde, tout près du Canada au sixième rang. Il y a environ 3925 kilomètres de route entre la ville de Sydney à l'est jusqu'à la ville de Perth complètement à l'ouest du continent. Ceci représente un peu plus de la moitié de la distance est-ouest du Canada. L'Australie compte aussi sur un excellent réseau ferroviaire avec tout près de 38000 kilomètres de chemins de fer, les plaçant au septième rang mondial, encore une fois tout près du Canada au cinquième rang. Finalement, le pays compte 465 aéroports offrant d'excellentes opportunités de déplacement partout au pays et ailleurs dans le monde.

Dimension démographique

Selon le livre annuel de l'Australie 2009-2010, le pays comptait tout près de 22 millions d'habitants⁹². Le pays est donc au 54^e rang mondial en comparaison avec le Canada qui se trouve au 36^e rang. Ceci représente environ une densité de 2,8 personnes au km², au 225^e rang mondial. La population de l'Australie s'accroît à un rythme extrêmement bas avec une estimation d'environ 0.8% en 2010, soit au 138^e rang mondial. Le prochain tableau démontre le pourcentage de croissance de la population australienne depuis 1968.

⁹² L'ensemble des données et faits démographiques de la section 4.1.2 provient de la référence suivante: Australia, Australia Bureau of Statistics, *2009-10 Year Book Australia*, Brian Pink, Number 91.



Données

1967 1.26	1976 1	1985 1.37	1993 0.98	2001 1.35
1968 1.76	1977 1.13	1986 1.64	1994 1.06	2002 1.22
1969 2.09	1978 1.16	1987 1.52	1995 1.21	2003 1.23
1970 1.97	1979 1.08	1988 1.64	1996 1.31	2004 1.16
1971 3.38	1980 1.22	1989 1.69	1997 1.12	2005 1.32
1972 1.84	1981 1.59	1990 1.48	1998 1.04	2006 1.48
1973 1.53	1982 1.67	1991 1.27	1999 1.14	2007 1.79
1974 2.53	1983 1.25	1992 1.21	2000 1.19	2008 1.69
1975 1.23	1984 1.13			

Tableau 11 : Données historiques du pourcentage de la croissance de la population australienne.

Source : Australia, Australia Bureau of Statistics, *Population Projections 2006 to 2101*, Australia, 4 September 2008.

Il y a une augmentation très limitée de la population en comparaison avec le Canada. Cependant, les dernières années sont tout de même constantes et au-dessus du 1%. Selon le bureau de statistique de l'Australie, la projection de l'augmentation de la population pourrait être entre 31 millions et 42 millions d'ici 2056 (jusqu'à 20 millions de plus) et entre 34 millions et 62 millions d'ici 2101⁹³. En comparaison, le Canada prévoit une augmentation de seulement huit millions d'habitants d'ici 2050. En 2009, la

⁹³ Australia, Australia Bureau of Statistics, *Population Projections 2006 to 2101*, Australia, 4 September 2008, p.4.

population de l'Australie était divisée ainsi : 19% de personnes âgées de 14 ans et moins, 68% âgés entre 15 et 64 ans et 13% âgés de plus de 65 ans. Tout comme le Canada, la population australienne vieillit et la structure d'âge se déplace aussi vers la droite. En effet, cette réalité est la conséquence d'une réduction du taux de natalité jumelée à une augmentation de l'espérance de vie. L'âge moyen de 2007 était environ 36.8 ans et selon le bureau de statistique australienne, l'âge moyen pourrait changer considérablement et se situer entre 41.9 ans et 45.2 ans d'ici 2056. Par exemple, la population âgée de moins de 15 ans diminuerait à 15% d'ici 2056. A l'opposé, il y avait plus de 344 000 personnes âgées de plus de 85 ans en 2007 représentant environ 1.6% de la population totale. Les experts évaluent que le taux pourrait grimper rapidement d'ici 2056 pour passer jusqu'à 7.3% pour ce même groupe d'âge.⁹⁴

Il est donc évident que, comme le Canada, l'Australie représente un immense pays à défendre avec une population relativement petite pour la grandeur du pays et qui vieillit rapidement. Cependant, le nombre d'habitants grimpe de façon plus significative, ce qui pourrait réduire les effets et permettre au pays de compter sur une main-d'œuvre présente et relativement mûre, mais en quantité importante. La prochaine section analysera l'économie brièvement dans son ensemble afin d'évaluer la capacité de l'Australie à financer les Forces australiennes.

⁹⁴ *Ibid.*, p 5.

4.2 L'économie

L'Australie produit son électricité qui provient principalement des centrales à charbon. Les centrales hydro-électriques ne représentent que 8.35% de l'apport total en énergie électrique du pays. L'exploration et l'exploitation minière sont très importantes en Australie. En effet, le secteur minéral est le secteur économique le plus important du pays représentant plus de 6.5% de du PIB et plus de 60% du revenu d'exportations⁹⁵. En fait, l'Australie est le troisième pays au monde producteur de minéraux et métaux et plus de 80% de ses produits miniers sont exportés. L'Australie produit entre autres, de l'alumine, de la bauxite, des diamants, des saphirs, du zinc, du plomb, de l'or, du fer, de l'uranium, de l'aluminium, de l'argent et du sel⁹⁶. L'Australie produit aussi tout près de 80% de ses besoins en pétrole. De plus, l'Australie peut compter sur des puits importants de gaz naturel, d'uranium et de charbon, ressources exportées à l'étranger. L'Australie est le premier exportateur de charbon dans le monde dont la majorité est vendue au Japon et dans d'autres pays asiatiques. Tout comme le Canada, l'Australie doit négocier les bienfaits de la terre, les territoires et les développements du sol avec les différents groupes Autochtones. Ceux-ci défendent leurs terres ancestrales et déplorent l'exploitation du sol sur leurs terres sacrées.

Du point de vue manufacturier, l'Australie s'est développée davantage depuis 1950, générant ainsi des milliers d'emplois. Les industries australiennes produisent, entre

⁹⁵ Central Intelligence Agency, *The World Fact Book – Australia*, accessible à : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/as.html>, internet; consulté le 2 février 2011.

⁹⁶ Australia, Australia Bureau of Statistics, *2009-10 Year Book Australia*, Brian Pink, Number 91.

autres, des produits chimiques, de la machinerie industrielle, des équipements pour le transport, des produits alimentaires et des équipements métalliques. Tout près de 25% de la main-d'œuvre est employée dans le secteur industriel⁹⁷. Le secteur des produits et services est le plus important du pays produisant plus de 69.2% du PIB, et employant plus de 73% de la population active.

Un fait intéressant est l'aspect touristique de l'Australie. En effet, le tourisme était la plus grande ressource économique du pays à la fin du 20e siècle dépassant la production de charbon, rapportant plus de neuf milliards de dollars (US) et représentant une augmentation de plus de 73% depuis 1993⁹⁸.

En résumé, la croissance du PIB de l'Australie a connu aussi de grandes variations au cours des dernières décennies. Le PIB a chuté significativement depuis 2007, tel que démontré dans le tableau 12 ci-dessous, affectant négativement le pays. L'Australie est au 106^e rang mondial en terme de croissance de son PIB comparativement au Canada qui se trouve plus loin au 126^e rang mondial. Cependant, selon les données de 2010, la dette publique de l'Australie ne correspond qu'à 22.4% de leur PIB, soit au 107^e rang mondial. En comparaison, la dette publique canadienne représente plus de 82.9% de son PIB, soit le 16^e rang mondial⁹⁹. Cette énorme différence donne une plus grande flexibilité au gouvernement australien dans la prise de décision budgétaire.

⁹⁷ Australia, Australia Bureau of Statistics, *2009-10 Year Book Australia*, Brian Pink, Number 91.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 118.

⁹⁹ Central Intelligence Agency, *The World Fact Book – Australia*, accessible à : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/as.html>, internet; consulté le 2 février 2011, p. 6.

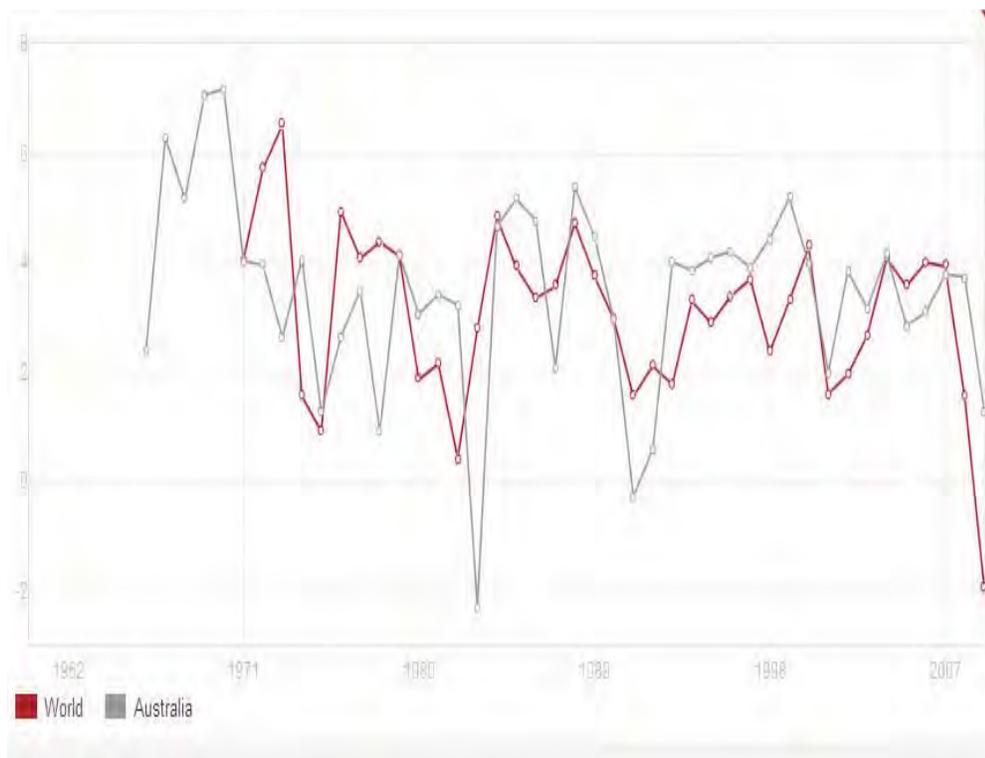


Tableau 12 : Croissance annuelle (en %) du PIB

Source : World Bank, World Indicators, accessible à : www.data.worldbank.org, internet, consulté 15 février 2011.¹⁰⁰

4.3 Le gouvernement¹⁰¹

L'Australie est une démocratie constitutionnelle dont les pouvoirs fédéraux sont divisés entre le Commonwealth, l'État, les territoires et les différents niveaux des

¹⁰⁰ La valeur de la croissance annuelle du PIB est au prix du marché basé sur une monnaie courante constante. Les agglomérats sont basés sur une valeur constante du dollars américain en 2000. Le total brut des producteurs dans l'économie, plus toutes taxes ajoutées, moins toutes subventions non incluses dans les produits forment le PIB du tableau. Les valeurs ne tiennent pas compte de la dépréciation ou dégradation des biens produits.

¹⁰¹ L'ensemble des faits et données gouvernementales provient de la référence suivante: Australia, Australia Bureau of Statistics, *2009-10 Year Book Australia*, Brian Pink, Number 91 (traduction libre), p. 134 à 140.

gouvernements locaux. Seule une majorité absolue de chaque Chambre du Parlement Commonwealth permet des changements législatifs en Australie. La représentante suprême du pays, tout comme pour le Canada, est Sa Majesté la Reine Élisabeth II. De plus, tout comme le Canada, le Gouverneur général est le représentant officiel désigné selon les conseils du premier ministre Australien. Le Gouverneur général possède les pouvoirs exécutifs et il est le commandant en chef de la Défense australienne.

Le Parlement australien est constitué de la Chambre des représentants et du Sénat pour un total de 226 membres. Les deux différentes chambres possèdent principalement les mêmes pouvoirs. Par exemple, les deux peuvent autoriser les lois, former un gouvernement, représenter la population et vérifier les actions du gouvernement. Tout comme le Canada, l'Australie doit voter pour son gouvernement. Celui-ci doit posséder la majorité des sièges dans la chambre des représentants pour être élu sinon, le parti de l'opposition ayant la majorité ou la coalition de différents partis prendra le pouvoir, formant ainsi un nouveau gouvernement. Le premier ministre doit fournir ses recommandations formelles au Gouverneur général concernant l'administration et la gestion du pays. Il doit aussi l'aviser en cas de dissolution du gouvernement, déterminer la date pour les élections de la Chambre des représentants et déterminer les positions dans son Cabinet. Tout comme le Canada, l'Australie est divisée en circonscriptions électorales. Il y a huit circonscriptions, représentant un total de 150 candidats élus formant la Chambre des Représentants.

L'organisation électorale et gouvernementale de l'Australie ressemble de près au Canada. Le gouvernement de l'Australie doit aussi suivre l'opinion publique dans l'établissement de politiques, de taxes et de subventions diverses. De plus, le gouvernement décide du montant budgétaire qu'il donnera aux Forces militaires. Les prochaines parties de ce chapitre toucheront de plus près cette réalité importante.

4.4 La politique étrangère et les relations internationales¹⁰²

L'énoncé international de l'Australie, dans le livre annuel de 2009-2010, est représentatif de l'engagement global que le pays entretient avec les pays du monde. En effet, l'Australie se définit comme un pays indépendant, ouvert sur le monde et activement impliqué dans les affaires étrangères. L'Australie est aussi engagée avec des institutions politiques robustes et des valeurs libérales basées sur les affaires mondiales. L'Australie entretient d'importantes alliances et relations avec de nombreux pays, basées principalement sur des intérêts conjoints et des idées communes. Le pays est reconnu comme une force moyenne dans le monde et dépend donc de l'influence et la force stratégique de pays plus puissants sur le plan économique et ayant une plus grande influence sur le reste du monde.

Comme le Canada, l'Australie compte sur les États-Unis comme l'allié le plus important et influent pour l'aider à défendre le pays et sa population. De plus, les États-Unis représentent le plus important partenaire économique du pays. Au cœur de cette

¹⁰² L'ensemble des faits et données gouvernementales provient de la référence suivante: Australia, Australia Bureau of Statistics, *2009-10 Year Book Australia*, Brian Pink, Number 91 (traduction libre), p. 147 à 176.

relation de sécurité se trouve le traité de ANSUS, signé en 1951 et mis en place depuis 1952. Ce traité joint les deux pays dans l'engagement de coopération absolue d'un point de vue militaire et de sécurité. Ces pays s'allient pour défier et contrer toute menace à leur identité, sécurité et économie. Par exemple, l'Australie a utilisé ce traité pour la première fois suite aux attentats du 11 septembre 2001 en déployant des militaires en Afghanistan au côté des Américains. Ces deux pays entretiennent des relations militaires étroites en exécutant des exercices de Défense conjoints, des échanges de renseignements et de personnel militaire. De plus, ces deux pays, avec de nombreux autres, coopèrent afin de contrer le terrorisme et la prolifération d'armes, et d'assister en cas de désastres naturels.

Le Japon est aussi un partenaire important de l'Australie. Ces deux pays se sont engagés mutuellement à contrer le terrorisme, à coopérer dans les missions d'aide-humanitaire, dans les opérations de maintien de la paix et pour les changements climatiques. L'Australie entretient aussi des relations étroites avec la Chine, la Corée, l'Indonésie, l'Inde et l'Europe. Finalement, l'Australie maintient des liens étroits et matures avec le Canada. Ces deux pays sont liés historiquement et culturellement par des attaches vieilles de plus de 100 ans. La collaboration se retrouve du côté politique et économique au niveau des échanges commerciaux, de la sécurité, des services aériens, de la coopération militaire et internationale. Le Canada, l'Australie ainsi que la Nouvelle-Zélande travaillent conjointement, sous l'égide des Nations-Unies, à l'intérieur d'une entente informelle du groupe CANZ. De plus, le Canada et l'Australie coopèrent activement sous l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'OMC est la seule

organisation internationale qui règle le trafic commercial entre les pays. Le but de l'OMC est d'assister les pays à effectuer leurs importations et exportations¹⁰³. L'Australie et le Canada travaillent en effet en partenariat vers l'accord de libre-échange des produits agricoles.

L'Australie s'est toujours engagée dans l'investissement à l'étranger afin d'exploiter au maximum son économie. Ces investissements sont importants pour la création d'emplois, les innovations technologiques et ouvrent la voie aux échanges de toutes sortes. Par exemple, en 2009-2010, l'Australie a fourni plus de 1.1 milliard de dollars à la Papouasie et la Nouvelle-Guinée. Cet argent a été accordé afin de promouvoir des progrès plus rapides dans plusieurs secteurs, par exemple, l'éducation, la santé, la gouvernance, la construction de la nation et le développement de la main d'œuvre. L'Australie a investi plus de 1.1 milliard de dollars en Indonésie et l'Asie de l'Est afin de promouvoir la croissance économique, améliorer la démocratie, le système de justice, la sécurité et soutenir la population affectée par les désastres naturels. L'Australie a aussi alloué des sommes importantes en Afrique, l'Asie du Sud, l'Asie Centrale et le Moyen-Orient. Ces fonds ont servi principalement au développement humanitaire, à soutenir l'éducation, les services de santé, améliorer le système d'eau potable et diminuer les effets néfastes du virus de l'immunodéficience humaine (VIH).

¹⁰³ Organisation mondiale du commerce (OMC), Qu'est-ce que l'OMC ?, accessible à : http://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/whatis_f.htm, internet ; consulté le 31 mars 2011.

Les relations internationales et la politique étrangère de l’Australie sont très développées. Il est évident que le pays est engagé et présent dans plusieurs autres pays et missions autour du monde, tout comme le Canada.

4.5 La Défense australienne

Selon les chiffres officiels du département de la Défense de novembre 2009, l’organisation de la Défense en Australie comptait plus de 90,000 personnes. Ce nombre étant divisé entre le personnel de la Force permanente, de la Force de réserve et les employés civils¹⁰⁴. Le tableau suivant démontre que l’Australie a connu, comme le Canada, une diminution importante du personnel militaire et civil depuis 1990-91.

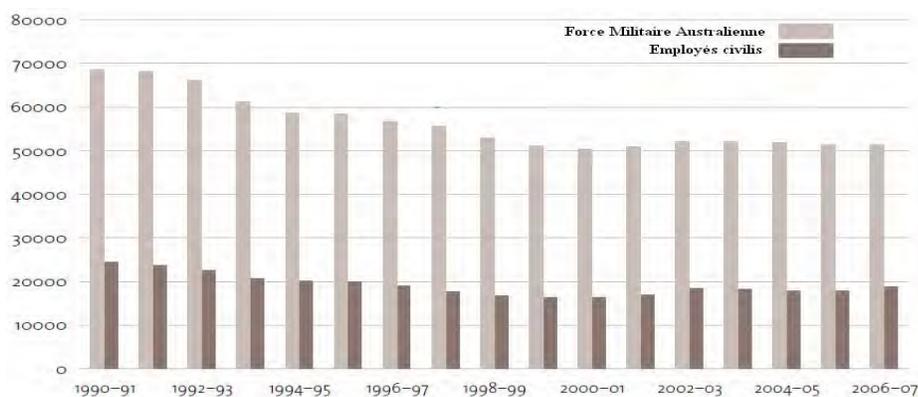


Tableau 13 : Australie - Historique du personnel militaire

Source : Thompson, Mark, *Your Defence Dollar – The 2006-07 Defence Budget*, Australian Strategic Policy Institute, Australia, August 2006, p. 35.

¹⁰⁴ Australia, Australia Bureau of Statistics, *2009-10 Year Book Australia*, Brian Pink, Number 91, p. 179.

Malgré ces réductions de personnel, la Défense australienne représente encore l'employeur le plus important de l'Australie. De plus, il y avait plus de 3,500 militaires déployés dans 18 missions autour du monde en 2009. Parmi ces missions, il y avait des militaires déployés en Afghanistan, travaillant de pair avec les américains, les canadiens et les autres membres de la coalition, dans le même effort pour contrer le terrorisme. De plus, les militaires australiens étaient aussi déployés dans l'Océan Indien et le sud de la Chine en vue de renforcer la sécurité régionale. Il y avait aussi des militaires engagés dans la lutte contre les pirates de mer dans la Corne de l'Afrique. La Défense australienne a été aussi très engagée dans des opérations domestiques en apportant l'aide nécessaire aux autorités civiles lors de dévastations naturelles. Par exemple, la Défense a supporté les autorités lors des feux violents à Victoria, les déluges de Queensland et Nouvelle Galle du Sud en plus de poursuivre leur mission primaire, la défense de la frontière terrestre et maritime de l'Australie¹⁰⁵.

La Défense australienne possède le plus grand porte-folio immobilier en Australie. En effet, la Défense détient plus de 374 propriétés, incluant 60 bases, 25,000 équipements majeurs et autres¹⁰⁶. De plus, le budget annuel de la Défense était de près de 25 milliards de dollars en 2007-2008¹⁰⁷. Ce budget représente une augmentation importante depuis les 25 dernières années. En effet, le budget annuel de la Défense de 1981-1982 se chiffrait à quatre milliards de dollars seulement pour grimper à 10 milliards

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 180.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 187.

¹⁰⁷ Australia, Department of Defence, *Defence Fast Facts*, Australia, February 2008, p. 41.

de dollars en 1992-1993 ¹⁰⁸. Cependant, le Livre Blanc de la Défense de 2000 a introduit des augmentations budgétaires importantes. De plus, les annonces du Gouvernement Australien de 2006-07 prévoyaient que l’Australie continuerait à supporter une augmentation budgétaire additionnelle de 3%, basée sur le Livre Blanc de 2000, jusqu’en 2015-16 ¹⁰⁹. Ces fonds supplémentaires sont combinés avec l’annonce d’initiatives importantes comme par exemple, l’achat de quatre avions C-17, la restructuration de l’Armée et l’augmentation des salaires du personnel militaire et des bénéficiaires associés. Le tableau suivant donne un aperçu du budget de la Défense australienne.

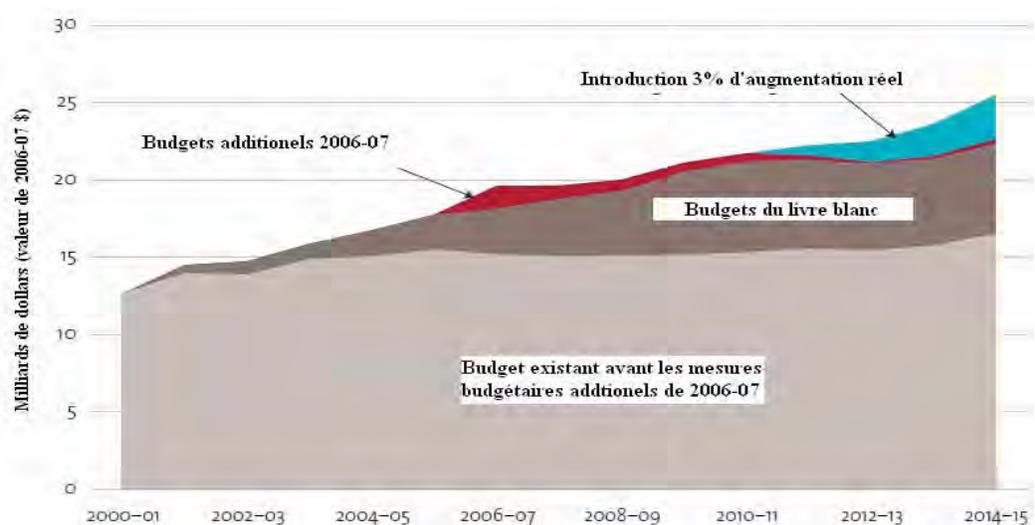


Tableau 14: Australie - le budget total

Source : Thompson, Mark, *Your Defence Dollar – The 2006-07 Defence Budget*, Australian Strategic Policy Institute, Australia, August 2006, p. 25.

¹⁰⁸ Australia, Department of Defence, *Defence Annual Report – 2009-10*, Volume 1, accessible à : www.defence.gov.au, internet; consulté le 12 janvier 2011, p. 19.

¹⁰⁹ Thompson, Mark, *Your Defence Dollar – The 2006-07 Defence Budget*, Australian Strategic Policy Institute, Australia, August 2006, p. 54.

Malgré ces annonces, le pourcentage du budget associé à la Défense par rapport au PIB de l'Australie a connu une baisse modérée. Le tableau suivant démontre cette réalité.

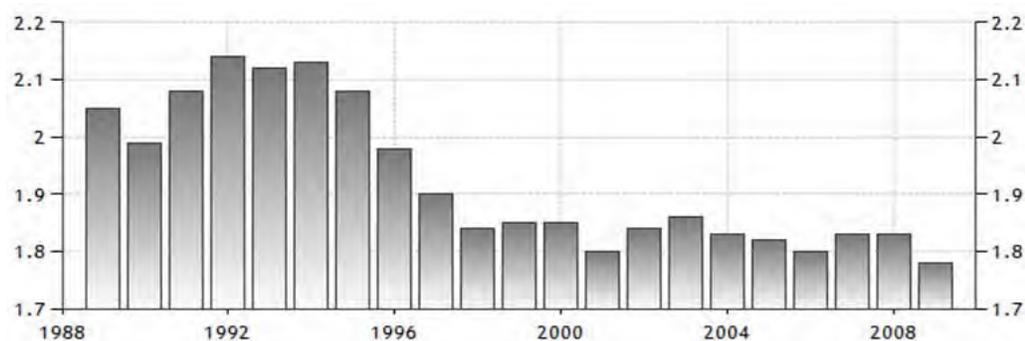


Tableau 15 : Australie - % PIB en dépenses militaires

Source : Trading Economics, *Military expenditure (% of GDP) in Australia*, accessible à : <http://www.tradingeconomics.com/australia/military-expenditure-percent-of-gdp-wb-data.html>, internet; consulté 2 avril 2011.

De plus, l'Australie a dû dépenser une somme considérable dans les différentes guerres depuis 1999-2000. Cependant, comme le prochain tableau le démontre, ces dépenses furent considérablement réduites pour atteindre des niveaux plus acceptables.

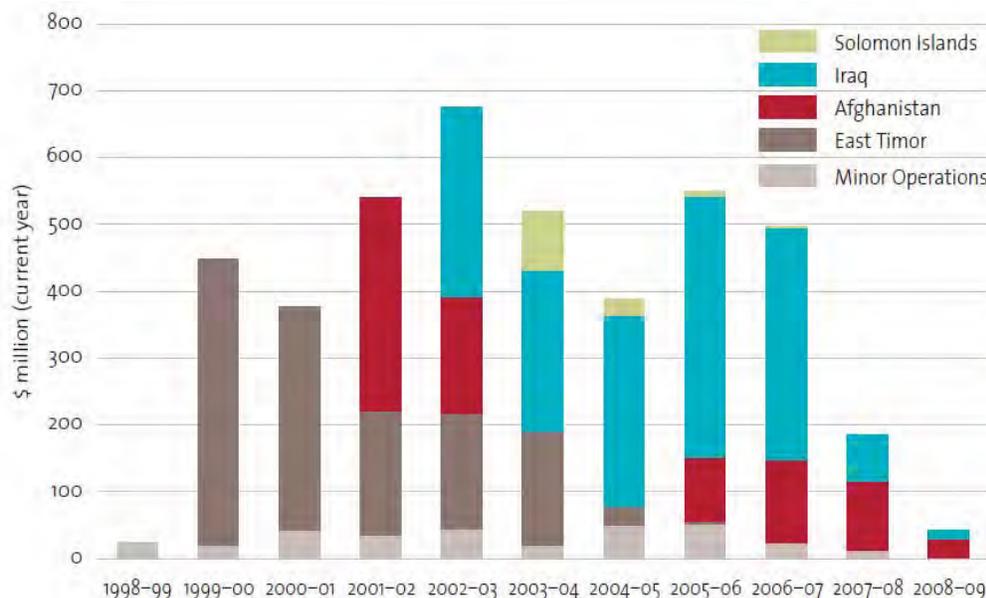


Tableau 16 : Australie - les coûts de la guerre

Source : Thompson, Mark, *Your Defence Dollar – The 2006-07 Defence Budget*, Australian Strategic Policy Institute, Australia, August 2006, p. 24.

En résumé, l’Australie a connu, comme le Canada, une baisse significative du budget alloué à la Défense depuis le début des années 1990, en plus de connaître une diminution remarquable en personnel. Cependant, les deux gouvernements ont entrepris des mesures importantes dans les cinq à six dernières années afin de contribuer davantage aux budgets de Défense pour assurer une meilleure protection de leurs pays et de leur population. Un fait important à constater est que malgré que l’Australie possède une population beaucoup moins importante que le Canada et que le gouvernement doit assurer la sécurité d’un pays qui plus petit que le Canada, le pourcentage du PIB associé au budget de la Défense est à 3% comparativement à seulement 1.1% pour le Canada. Il est clair que le désir public et gouvernemental de l’Australie de financer des Forces militaires est plus important qu’au Canada, vis-à-vis ces autres programmes sociaux et économiques.

CONCLUSION

La variation notoire du budget alloué à la DN et aux FC au Canada depuis les dernières décennies, selon le gouvernement en place, est intéressante. De plus, il est captivant de noter la variation des points de vue sur ce qui devrait être le budget maximum alloué aux FC ou encore le budget requis par les FC afin d'atteindre ses objectifs et accomplir les missions de l'organisation.

Ce mémoire de recherche tentait de répondre à la question suivante : l'impact de l'économie sur la Défense nationale et les Forces canadiennes : est-ce que l'économie est l'unique facteur influençant le budget alloué à la Défense nationale et les Forces canadiennes? Afin de répondre à cette question, l'analyse et les observations étudiées ont démontré que l'économie n'est qu'un facteur affectant la capacité ou la volonté du gouvernement canadien de financer la DN et les FC. En effet, il semble évident que l'économie nationale influence naturellement le gouvernement en ce qui concerne les ressources financières qu'il possède et sur son désir d'investir plus ou moins dans la Défense. Cependant, tel que démontré dans ce mémoire, il y a plusieurs autres facteurs qui surpassent l'économie à plusieurs occasions. En effet, la situation géographique, la dimension démographique et géopolitique, ainsi que les alliances et partenariats avec les différents pays sont d'autres facteurs qui influencent, de façon différente et à des niveaux différents, le niveau de financement que le gouvernement du Canada est prêt à accepter pour sa DN et ses FC.

L'analyse comparative avec l'Australie a aussi démontré que malgré que l'Australie est un pays plus petit que le Canada et moins peuplé, les Forces militaires australiennes possèdent plus de 3% de budget du PIB comparativement à seulement 1.1% pour le Canada. L'Australie dépense donc plus pour sa Défense.

Ces différences marquantes sont basées sur des politiques étrangères qui se distinguent dans chacun des pays. La proximité territoriale et supériorité mondiale des États-Unis donne au Canada un privilège particulier. En effet, le Canada peut compter sur son voisin comme un partenaire et un protecteur qui aide, supporte et collabore dans la protection de ses intérêts, de sa population, de son territoire et de son pays.

Le Canada est le deuxième pays en importance au monde en ce qui concerne sa superficie. Cependant, la population canadienne est considérée relativement minime avec une faible densité (pers/km²). Ces deux aspects reliés l'un à l'autre ont toujours représenté un défi de taille pour la sécurité du territoire et de l'espace aérien du pays. L'analyse de ce mémoire a démontré que le Canada n'a jamais possédé les moyens économiques ou militaires pour assurer seul la défense de sa nation. Malgré ce fait, le Canada a toujours prôné une vision humanitaire, le respect de la démocratie et la réduction de l'inégalité dans le monde. De plus, les FC ont participé à plusieurs opérations domestiques afin de fournir une assistance requise aux autorités civiles du pays afin de porter secours à la population lors de désastres naturels ou d'incidents graves.

Selon '*l'Ottawa Conference of Defence Associations*' dans leur rapport de 1999 et pour plusieurs autres auteurs et experts en économie, tel que Craig Stone et Binyam Solomon, dans leur papier de 2005 intitulé '*Canadian Defence Policy and Spending*', un des problèmes cruciaux à qui la DN et les FC doivent faire face est le manque de compréhension de la population. De plus, il y a un manque de discernement de la part du gouvernement et des médias sur tout ce qui entoure les FC. En effet, ceux-ci ne possèdent pas la conception élargie des besoins associés à la protection du pays, à la nécessité d'existence des FC et du rôle crucial que la Défense nationale joue non seulement sur le plan domestique, mais aussi sur le plan international¹¹⁰. Cette réalité démontre parfaitement cet autre facteur déterminant sur la volonté du gouvernement du Canada de fournir de l'argent supplémentaire aux FC.

¹¹⁰ Conference of Defence Associations, *Reinvesting in defence : submission to the House of Commons Standing Committee on Finance*, Ottawa, September 1999.

BIBLIOGRAPHIE

Articles

- Conference of Defence Associations, *Stability and prosperity : the benefits of investment in defence*, Ottawa, 2000.
- Conference of Defence Associations, *Reinvesting in defence : submission to the House of Commons Standing Committee on Finance*, Ottawa, September 1999.
- MacKay, Peter Gordon, *Changing Times and an Evolving Canadian Forces*, Military Technology 33, no. 5, May 2009.
- Murphy B, Alexander, *Critical Geopolitics : The Politics of Writing Global Space*, Geographical Review by Gearoid O Tuathail (Gérard O'Toole), July 1998.
- Solomon, Binyam, *The demand for Canadian defence expenditures*, Defence & Peace Economics 16, no. 3, June 2005.
- Solomon, Binyam, Defence, *Specific Inflation: A Canadian Perspective*, Defence and Peace Economics 14, no. 1, February 2003.
- Staples, Steven, *Breaking rank: a citizens' review of Canada's military spending*, Polaris Institute, Canada, 2002.
- Stone, J. Craig and Binyam Solomon, *Canadian defence policy and spending*, Defence & Peace Economics 16, no. 3, June 2005.
- Stone, J. Craig, *Planning Defence budget allocations for Canada's Strategy 2020*, Defence & Peace Economics 16, no. 3, June 2005.
- Stone, J. Craig, *The Public Management of Defence in Canada*, Toronto, Breakout Educational Network in association with the School of Policy Studies, Queen's University, 2009.
- Solomon, Binyam, Keith Hartley, and John T Warner, *Defence Specific Inflation: A Canadian Perspective*, Defence & Peace Economics 14, no. 1 (February 2003).
- Thompson, Mark, *Your Defence Dollar – The 2006-07 Defence Budget*, Australian Strategic Policy Institute, Australia, August 2006.
- Thompson, Mark, *The Challenge of Coherence: Strategic Guidance, Capability and Budgets*, Chap 9 of History as Policy, Australia, 2006.

- Treddenick, John, *Distributing the Defence Budget: Choosing Between Capital and Manpower*, in D.L. Bland, *Issues in Defence Management*, Queen's University, 1998.
- Treddenick, John, *Regional impacts of Defence spending*, Centre for Studies in Defence Resources Management, Royal Military College of Canada, Kingston, Ontario, 1984.
- Treddenick, John, *The economic significance of defence in Canada*, Royal Military College of Canada, Kingston, Ontario, 14 February 2000.
- Treddenick, John, *The economic significance of the Canadian defence industrial base*, Centre for Studies in Defence Resources Management, Royal Military College of Canada, Kingston, Ontario, 1987.
- Treddenick, John, *The Defence Budget: What can be done?*, Department of Politics and Economics, Royal Military College of Canada, Kingston, Ontario, 1998.
- Treddenick, John, *The Defence Budget*, in David B. Dewitt and David Leyton-Brown, *editions Canada's International Security Policy*, Scarborough, 1995.

Documents gouvernementaux

- Australia, Australia Bureau of Statistics, *2009-10 Year Book Australia*, Brian Pink, Number 91.
- Australia, Australia Bureau of Statistics, *Population Projections 2006 to 2101*, Australia, 4 September 2008.
- Australia, Department of Defence, *Defence Annual Report – 2009-10*, Volume 1, accessible à: www.defence.gov.au, internet; consulté le 12 janvier 2011.
- Australia, Department of Defence, *Defence Fast Facts*, Australia, February 2008.
- Australia, Department of Defence, *Defending Australia in the Asia Pacific Century: Force 2030*, Defence White Paper 2009, Australia, 2009.
- Australia, Department of Defence, *Department of Defence Portfolio Budget Statements 2009-10*, accessible à: www.defence.gov.au/budget/09-10/pbs/index.htm, internet; consulté le 17 janvier 2011.
- Australia, Department of Defence, *Defence Annual Report 1997-98*, 1998.

- Canada, Agence canadienne de développement internationale, accessible à : <http://www.acdi-cida.gc.ca/acdi-cida/ACDI-CIDA.nsf/fra/accueil>; consulté le 30 avril 2011.
- Canada, Conseil du Trésor, *Budget des dépenses. Partie III, rapport sur les plans et les priorités, Défense nationale*, Ottawa, 2000.
- Canada, Conseil du Trésor, *Budget des dépenses. Partie III, rapport sur les plans et les priorités, Défense nationale*, Ottawa, 2001-2002.
- Canada, Department of National Defence, *DND-CF Bulletin: What the Budget Means to us*, Ottawa, 1995.
- Canada, Department of National Defence, *1994 Defence Budget*, Ottawa, February 1994.
- Canada, Department of National Defence and Veterans Affairs, *Budget Impact: National Defence*, Ottawa, February 1994.
- Canada, Department of National Defence, *Shaping the Future of Canadian Defence: A Strategy For 2020*, Ottawa, Department of National Defence, 1999.
- Canada, Department of National Defence, *Stratégie de Défense: le Canada d'abord*, Ottawa, Department of National Defence, 2008.
- Canada, Gouvernement du Canada, *l'Atlas du Canada*, accessible à : <http://atlas.nrcan.gc.ca/site/francais/maps/reference/provincesterritoires>, internet, accédé le 7 janvier 2011.
- Canada, Gouvernement du Canada, *Le gouvernement du Canada*, accessible à : <http://canada.gc.ca/accueil.html>, , internet, accédé le 7 janvier 2011.
- Canada, Gouvernement du Canada, *Tableaux de référence financiers*, Ministère des Finances Canada, octobre 2010.
- Canada, Gouvernement du Canada, *Éxamen de la politique de Défense*, accessible à : <http://dsp-psd.pwgsc.gc.ca/Collection-R/LoPBdP/MR/mr112-f.htm>, internet, consulté le 15 janvier 2011.
- Canada, Gouvernement du Canada, *l'énoncé de politique internationale du Canada*, 2005, accessible à www.international.gc.ca; internet; consulté le 10 octobre 2010.
- Canada, Gouvernement du Canada, *Le Budget de 2010 : Tracer la voie de la croissance et de l'emploi*, Ottawa, 4 mars 2010.
- Canada, Ministère des Affaires étrangères, accessible à <http://www.canadainternational.gc.ca/china->

[chine/bilateral_relations_bilaterales/40.aspx?lang=fra](http://china/bilateral_relations_bilaterales/40.aspx?lang=fra); internet ; consulté octobre 2010.

Canada, Ministère de la Défense nationale, *Revue militaire canadienne*, été 2003.

Canada, Ministère de la Défense nationale, *Au-delà des dollars, édition 1991-1992*, Ottawa, décembre 1991.

Canada, Ministère de la Défense nationale, *Au-delà des dollars, édition 1993-1994*, Ottawa, août 1993.

Canada, Ministère de la Défense nationale, *Au-delà des dollars, édition 1996-1997*, Ottawa, décembre 1996.

Canada, Ministère de la Défense nationale, *Au-delà des dollars, édition 1994-1995*, Ottawa, octobre 1994.

Canada, Ministère de la Défense nationale, *Au-delà des dollars, édition 1996-1997*, Ottawa, décembre 1996.

Canada, Ministère de la Défense nationale, *Au-delà des dollars, édition 1998-1999*, Ottawa, janvier 1999.

Canada, Ministère de la Défense nationale, *Au-delà des dollars, édition 1999-2000*, Ottawa, janvier 2000.

Canada, Ministère de la Défense nationale, *Au-delà des dollars, édition 2002-2003*, Ottawa, juillet 2003.

Canada, Ministère de la Défense nationale, *Au-delà des dollars, édition 2009-2010*, Ottawa, septembre 2010.

Canada, Ministère de la Défense nationale, *Modèle Économique (Prévisions sur la tendance des prix) – 2009-2010*, Ottawa, septembre 2009.

Canada, Ministère de la Défense nationale, *Modèle Économique (Prévisions sur la tendance des prix) – 2010-2011*, Ottawa, juillet 2010.

Canada, Ministère de la Défense nationale, *Revue militaire canadienne*, été 2003.

Canada, Premier ministre du Canada, *Discours du premier ministre Jean Chrétien à l'occasion d'un déjeuner offert par le Cercle canadien de Winnipeg*, Discours, Cabinet du premier ministre, Ottawa, 25 mars 1999.

- Canada, Royal Canadian Military Institute, *Lack of Money: the Root of All Evil? A Review of Canadian Defence Spending*, Military Affairs and Defence Committee, 2000.
- Canada, Royal Military College of Canada, DM 539: *Economics of Defence*, Course Reader, Division of Continuing Studies, Kingston, 2004.
- Canada, Sénat, *Pour 130 dollars de plus... : mise à jour sur la crise financière des Forces canadiennes : une vue de bas en haut*, Comité sénatorial permanent de la Sécurité nationale et de la Défense, Ottawa, 2002.
- Canada, Statistique Canada, *Recensement de 2006*, accessible à : www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/rt-td/lbr-tra-fra.cfm, internet, consulté le 2 février 2011.
- Canada, Statistique Canada «Annuaire du Canada 1962», accessible à http://www66.statcan.gc.ca/fra/acyb_c1962-fra.aspx?opt=/fra/1962/196200200006_GWW130WWographie.pdf; internet; consulté octobre 2010.
- Canada, The Senate, *Canadian Security and Military Preparedness, report of the Standing Senate Committee on National Security and Defence*, the Honourable Colin Kenny, Chair, Ottawa, 2002.

Journaux et revues

- Canadian Economic Observer, *Current economic conditions*, Canadian Economic Observer 23, Section 1, no. 3 (March 2010).
- Canadian Economic Observer, *Feb 2006 Statistical Summary*, Canadian Economic Observer 19, February 2, 2006.
- Canadian Economic Observer, *Current economic conditions*, Canadian Economic Observer 23, Section 1, no. 7, July 2010.
- Dolan, Michael B, Brian W. Tomlin and Harald Von Riekhoff, *Integration and Autonomy in Canada-United States Relations, 1963-1972*, Canadian Journal of Political Science / Revue Canadienne De Science Politique 15, no. 2, Jun 1982.
- Partridge, Mark, M. Rose Olfert and Alessandro Alasia, *Canadian Cities as Regional Engines of Growth: Agglomeration and Amenities*, Canadian Journal of Economics 40, no. 1, February 2007.
- Peters, D.D., *Canadian Public Policy*, Weighing the stabilization effects of the November 1974 Budget, Vol. 1, No 2, Spring 1975, p. 247-250.

Sutherland, R.J., *Situation stratégique du Canada à long terme*, International Journal 17, no. 3, 1962.

Livres et auteurs

Buteux, Paul, *Sutherland revisited: Canada's long term strategic situation*, September 1994.

Chauprade, Aymeric, *Introduction à l'analyse géopolitique*, Collège Interarmées de Défense, Paris, 1999.

Dewitt, David B. and David Leyton-Brown, *Canada's International Security Policy*, Scarborough, Ontario, 1995.

Doern, Bruce and Allan M. Maslove, *The public evaluation of Government spending*, Institute for Research on Public Policy, Toronto, 1978.

Douglas, L. Bland and Sean M. Maloney, *Campaigns for International Security*, Queens University, Kingston, 2004.

Douglas, L. Bland, *Parliament, Defence Policy and the Canadian Armed Forces*, Queens University, Kingston, 1999.

Douglas, L. Bland, *Transforming National Defence Administration*, Queens University, Kingston, 2005.

Dussouy, Gérard, *Les théories géopolitiques : Traité de Relations internationales (1), Pouvoirs comparés*, L'Harmattan, France, 2006.

Easterbrook, W.T. and Hugh G.J. Aitken, *Canadian Economic History*, University of Toronto Press, Canada, 1988.

Fetterly, Ross, *Accrual Accounting and Budgeting in Defence*, Royal Military College of Canada, Kingston, 2008.

Gotlieb and Institut C.D. Howe, *Romanticism and Realism in Canada's Foreign Policy*, 2004.

Jockel, Joseph T., *The Canadian Forces: Hard Choices, soft Power*, The Canadian Institute of Strategic Studies, Toronto, 1999.

Hartle, Douglas G., *The expenditure budget process of the government of Canada : a public choice--rent-seeking perspective*, Canadian Tax Paper, no 81, 1988.

Lacoste, Yves, *Géopolitique: La longue histoire d'aujourd'hui*, Larousse, 2009.

Lemon, Brent K., *The Economic Impact of Defence Spending on the Canadian Industrial Base*, Royal Military College of Canada, Kingston, April 2001.

Munton, Don and Keating, *Internationalism and the Canadian Public*, 2001.

Pratt, David, *The Defense of North America: Norad and Northcom*, 2004.

Thual, François, *Géopolitiques au quotidien*, Institut de Relations Internationales et Stratégiques, Paris, 1993.

Sites internet

Canada, *Background Note*, Background Notes on Countries of the World: Canada, 11, 2008),
<http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=bth&AN=35751834&site=ehost-live>.

Canada History, *Canada History*, accessible à : <http://www.canadahistory.com/>, consulté le 2 février 2011.

Central Intelligence Agency, *The World Fact Book – Canada*, accessible à :
<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ca.html>,
 internet; consulté le 2 février 2011.

Central Intelligence Agency, *The World Fact Book – Australia*, accessible à :
<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/as.html>,
 internet; consulté le 2 février 2011.

Encyclopedia of Geography, *Critical Geopolitics*, Sage reference, accessible à :
www.sage-ereference.com/geography/print_n234.html; consulté le 28 avril 2011.

Légaré, Kathia, *Politique internationale et Défense au Canada et au Québec*, études internationales 39, no. 4, 2008, accessible à :
<http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=poh&AN=36647354&site=ehost-live>, internet ; consulté le 12 janvier 2011.

NORAD, Mission de Norad, accessible à :
http://www.norad.mil/French/about_french.html, consulté le 7 février 2011.

Organisation mondiale du commerce (OMC), Qu'est-ce que l'OMC ?, accessible à :
http://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/whatis_f.htm, internet ; consulté le 31 mars 2011.

Population reference bureau, *World Population Growth, 1950–2050*, accessible à :
<http://www.prb.org/Educators/TeachersGuides/HumanPopulation/PopulationGrowth.aspx>, internet, consulté le 3 février 2011.

Student of the World, *Pays du monde – densité de la population 2005*, accessible à :
<http://www.studentoftheworld.info/infopays/rankfr/densite2.html>, internet, accédé le 12 février 2011.

The American Presidency Project, *Barack Obama*, accessible à
<http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=85789>, internet; consulté le 17 octobre 2010.

Trading Economics, *Military expenditure (% of GDP) in Australia*, accessible à :
<http://www.tradingeconomics.com/australia/military-expenditure-percent-of-gdp-wb-data.html>, internet; consulté 2 avril 2011.

United Nations, *World Population to increase by 2.6 billion over next 45 years*, Press Release POP/918, New York, 24 Feb 2004, accessible à :
<http://www.un.org/News/Press/docs/2005/pop918.doc.htm>, internet, consulté 13 février 2011.

Université de Montréal, *L'analyse de la politique étrangère canadienne*, accessible à :
www.pum.umontreal.ca/ca/pdf/2086_intro.pdf, internet, consulté 2 février 2011.

World Bank, *World Indicators*, accessible à : www.data.worldbank.org/, internet, consulté 15 février 2011.

Travaux scolaires et présentations

Bricker, Darrell, *The CF Will Be Impacted by a Strong Wave of Change*, presentation prepared for Chief Land Staff, IPSOS, Ottawa, 11 January 2011.

Stone, J. Craig, *Doubling the size of the defence budget : the economic realities of Strategy 2020*, Royal Military College of Canada, July 2004.

Canadian Forces College



Collège des Forces canadiennes

JCSP / PCEMI 37 MASTER OF DEFENCE STUDIES / MAÎTRISE EN ÉTUDES DE LA DÉFENSE

Est-ce que l'économie est
l'unique facteur influençant le
budget alloué à la Défense nationale
et les Forces canadiennes?

By Lcol Daniel Audet

COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES - CANADIAN FORCES COLLEGE

PCEMI 37 - JCSP 37

MAITRISE EN ÉTUDES DE LA DÉFENSE –
MASTER OF DEFENCE STUDIES

Est-ce que l'économie est l'unique facteur influençant le budget alloué à la Défense nationale et les Forces canadiennes?

Par Lcol Daniel Audet

This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.

La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES.....	1
LISTE DES FIGURES.....	2
LISTE DES TABLEAUX.....	2
SOMMAIRE.....	3
INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE 1 – LE CANADA.....	15
1.1. La situation géographique, géopolitique et démographique.....	15
1.2. L'économie et les finances publiques.....	30
1.3. Le gouvernement.....	37
1.4. La politique de Défense et la politique étrangère.....	41
CHAPITRE 2 – LA DÉFENSE NATIONALE ET LES FORCES CANADIENNES (FC).....	45
2.1. Historique des FC, budgets et opérations	45
2.2. L'opinion publique canadienne.....	51
CHAPITRE 3 – STRATÉGIE DE DÉFENSE CANADIENNE	56
3.1. Stratégie de défense 2020.....	56
3.2. Stratégie de défense – Le Canada d'abord.....	59
CHAPITRE 4 – L'AUSTRALIE.....	65
4.1 La situation géographique et la dimension démographique.....	66
4.2 L'économie.....	71
4.3 Le gouvernement.....	73
4.4 La politique étrangère et les relations internationales.....	75
4.5 La Défense australienne.....	78
CONCLUSION.....	83
BIBLIOGRAPHIE.....	86

LISTE DES FIGURES

Figure 1 – La situation géographique du Canada et son territoire.....	16
Figure 2 – Densité de la population du Canada en 2006.....	23
Figure 3 – Portion de la population canadienne âgée de 65 ans et plus.....	27
Figure 4 – Continent australien.....	66

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 – Estimations démographiques du Canada au 1 ^{er} octobre 2010.....	21
Tableau 2 – Densité de la population du Canada en 2006.....	22
Tableau 3 – Densité de la population mondiale en 2010.....	24
Tableau 4 – Croissance historique de la population canadienne.....	25
Tableau 5 – Taux de croissance annuel population mondiale entre 1950 à 2050.....	26
Tableau 6 – Accroissement de la population canadienne depuis 1956.....	28
Tableau 7 – Accroissement de la population mondiale.....	29
Tableau 8 – Budget historique de la Défense nationale en valeur de 2002.....	46
Tableau 9 – Évaluation comparative des dépenses du gouvernement fédéral.....	49
Tableau 10 – Historique du nombre de la Force régulière au Canada.....	50
Tableau 11 – Données historiques de croissance de la population australienne.....	69
Tableau 12 – Croissance annuelle (en %) du PIB.....	73
Tableau 13 – Historique du personnel militaire.....	78
Tableau 14 – Australie – le budget total.....	80
Tableau 15 – Australie - pourcentage du PIB en dépenses militaires.....	81
Tableau 16 – Australie – les coûts de la guerre.....	82

SOMMAIRE

Il existe plusieurs articles, publications, journaux académiques et revues qui traitent du sujet de la Défense nationale et des Forces canadiennes (FC). Certains auteurs de ces publications et articles analysent la nature de la politique étrangère du Canada, entre autres sa nécessité dans la défense du pays, ses forces et ses faiblesses. De plus, nombreux discutent ou évaluent le budget des FC au cours des dernières décennies ainsi que son évolution. Des auteurs tels que Douglas Bland, Rod Byers, Peter Dungan, Ross Feterly et John Treddenick, pour n'en nommer que quelques-uns, apportent différents points de vue, approches et idées entourant l'économie et la Défense nationale (DN). Ces auteurs ont différents points de vue concernant l'économie et la DN. De plus, ceux-ci ont des idées très différentes concernant le niveau budgétaire. Ces idées se distinguent du point de vue de ce que serait un budget jugé acceptable, et combien les FC devraient recevoir. Il est intéressant de constater la différence notoire, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, du budget alloué à la DN selon le gouvernement en place. De plus, il est captivant de noter la variation des points de vue sur ce qui devrait être le budget maximum alloué aux FC ou encore le budget requis par les FC afin d'atteindre ses objectifs et accomplir sa mission.

Ce mémoire de recherche sera basé sur une approche historique de la situation canadienne du point de vue géographique, géopolitique et démographique, de ses alliés, de ses menaces, de son économie et de sa Défense nationale. Les idées de plusieurs auteurs sur les sujets économiques et budgétaires seront analysées et comparées afin de

définir et d'évaluer l'importance de l'économie canadienne et mondiale sur le budget de la DN. De plus, ce mémoire de recherche inclura une étude comparative entre l'allocation des budgets aux FC et l'allocation aux Forces australiennes (FA). Cette comparaison permettra de définir différents facteurs influençant les budgets de la Défense et l'importance accordée aux FC.

L'auteur tient à remercier les Major Lyna Gravel et Annie Bouchard pour avoir consacré du temps, leurs connaissances en écriture et leur logique afin de corriger ce mémoire. Leurs conseils judicieux et éclairés, ainsi que la critique pragmatique ont grandement contribué à l'accomplissement de ce projet.

De plus, l'auteur tient à remercier André Deschênes, Binyam Solomon, Craig Stone et Ltcol Glenn Taylor pour leur précieuse aide à offrir des renseignements critiques à l'élaboration de ce travail.

INTRODUCTION

Avant l'arrivée des premiers colons français et britanniques, le territoire canadien était peuplé par les Premières nations. Il a été ensuite colonisé par les Français ainsi que par les Britanniques dès le début des années 1600. Depuis ce temps, le Canada est devenu la terre d'accueil de milliers d'immigrants provenant des quatre coins du globe. Chaque canadien, résident ou visiteur apprécie, à quel point ce pays est calme et où il fait bon vivre. Le Canada jouit d'une faune variée et d'une nature exceptionnelle avec des couleurs qui changent au gré des saisons et des provinces et territoires. Le Canada est aussi représentatif d'un pays paisible jouissant d'une excellente réputation mondialement et qui peut compter sur des alliés importants, par exemple, les États-Unis, la Belgique, l'Italie, le Danemark, la France, la Grande-Bretagne et le Luxembourg. Ces alliés représentent un atout majeur dans la défense du pays, de ces citoyens et son économie, contre le terrorisme, et les pays instables. Certains de ces pays, tels que la Corée du Nord et l'Iran, représentent une certaine menace pour le Canada et le monde.

Malgré une certaine tranquillité qui règne présentement, avec en arrière-plan, une crainte constante d'une attaque par des groupes terroristes ou révolutionnaires, le Canada a participé à plusieurs conflits internationaux dans le but de promouvoir une paix mondiale et d'aider les pays plus pauvres à s'organiser ou à se réorganiser. Le Canada a aussi eu sa part de batailles. Par exemple, la Nouvelle-France sous la direction de Montcalm a combattu les Anglais sous la direction de Wolfe en 1759. C'est à ce moment

que l'Angleterre gagna la bataille sur les Plaines d'Abraham. La défaite de la Nouvelle-France par l'Angleterre est un point culminant de la guerre de Sept ans et du plan du premier ministre anglais Pitt's de combattre et défaire les Français grâce à la force navale¹. Un autre exemple de conflits à l'intérieur du Canada, alors colonie Britannique, est l'attaque des américains le 27 juin 1775². Tout près de 100 ans plus tard, le Canada était attaqué par les États-Unis. En effet, les États-Unis possédaient, en 1862, la plus significative et puissante force militaire mondiale. Ils avaient donc comme objectif de défaire le sud du Canada et conquérir le reste de l'Amérique du Nord par la suite³. Cette guerre civile est un autre exemple de la nécessité de se défendre contre des attaques provenant de l'extérieur du pays.

Malgré le manque constant de fonds, les réductions importantes du personnel militaire et les capacités réduites ou désuètes des dernières années, les FC ont été en mesure de s'acquitter de leurs tâches de façon remarquable sur le plan domestique. En effet, au cours des 15 dernières années, les FC ont été impliquées dans de nombreuses opérations domestiques. Il y a par exemple l'assistance portée lors du déluge au Saguenay en 1996, des inondations au Manitoba en 1997, la tempête du verglas de l'est du Canada, l'écrasement de la Swissair en Nouvelle-Écosse en 1998, la tornade de 2000 au Lac Pine en Alberta et les feux de forêt de la Colombie-Britannique en 2003. Ces opérations domestiques ne sont que quelques exemples des nombreuses interventions des

¹ Canada History, *Canada History*, accessible à: <http://www.canadahistory.com/>, la guerre, consulté le 2 février 2011.

² *Ibid.*, l'attaque sur Québec.

³ *Ibid.*, la guerre civile américaine.

militaires au Canada. Les FC ont aussi participé à plusieurs missions de support à des événements culturels, politiques et sportifs en plus de soutenir les différents paliers des gouvernements fédéraux, provinciaux et les différentes municipalités lors de catastrophes. Voici quelques exemples d'événements importants auxquels les FC ont participé directement depuis les 15 dernières années: les différents sommets gouvernementaux (G-7, G-8), les jeux Pan Américains à Winnipeg en 1999 et les jeux olympiques d'hiver en Colombie-Britannique en 2010⁴.

La politique étrangère du Canada peut compter sur des traditions de distinction dans ses relations avec les différents pays de la planète⁵. Les relations avec les États-Unis forment une attestation de rapports et d'échanges sérieux et cruciaux. La proximité territoriale et la primauté mondiale des États-Unis sont un avantage particulier pour le Canada. De plus, les États-Unis représentent un allié important afin d'aider le Canada à protéger ses intérêts, sa population, son territoire et son pays. Outre le partenariat avec les États-Unis, le Canada peut aussi compter sur sa participation dans l'OTAN afin d'assurer sa sécurité. En effet, cette participation procure au Canada une certaine assurance supplémentaire lui permettant de compter sur plusieurs autres pays alliés importants tel que le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, pour contrer toutes menaces susceptibles de nuire à sa sécurité. Le Canada peut aussi compter sur la Chine

⁴ Stone, J. Craig, *Planning Defence budget allocations for Canada's Strategy 2020*, Defence & Peace Economics 16, no. 3, June 2005, p. 224.

⁵ Michael B. Dolan, Brian W. Tomlin and Harald Von Riekhoff, "Integration and Autonomy in Canada-United States Relations, 1963-1972," *Canadian Journal of Political Science / Revue Canadienne De Science Politique* 15, no. 2 (Jun., 1982), p. 333.

comme allié diplomatique par des ententes de réciprocité et d'échanges dans plusieurs domaines tels que la médecine, la science et la technologie⁶.

Le Dr. Sutherland énonçait distinctement, en 1962, le fait que la proximité des États-Unis avait une conséquence directe sur le Canada. «[...] les États-Unis vont sûrement défendre le Canada contre une agression extrême presque sans tenir compte du désir du Canada d'être défendu⁷. » Cette affirmation se base sur la situation géographique et la proximité territoriale entre le Canada et les États-Unis. Ces deux pays occupent en effet la quasi-totalité du continent nord-américain avec le Mexique.

Le Canada profite d'une superficie totale de plus de 9.9 millions de km² et est le deuxième plus grand pays au monde⁸. Bien que la superficie du pays soit très importante, la population canadienne est quant à elle considérée relativement petite, bien qu'elle ait doublé au cours des 60 dernières années. En effet, celle-ci est passée de 16 millions en 1956 à environ 34.2 millions en 2010⁹. La faible intensité (pers/km²) représente un défi de taille pour la sécurité du territoire et de l'espace aérien du pays. De plus, le Canada entretient des relations étroites et cruciales avec ses voisins du sud. La proximité des voisins les plus puissants de la planète a aussi des conséquences négatives pour le

⁶ Canada, Ministère des Affaires étrangères, accessible à http://www.canadainternational.gc.ca/china-chine/bilateral_relations_bilaterales/40.aspx?lang=fra; internet ; consulté octobre 2010.

⁷ Sutherland, R.J. "Situation stratégique du Canada à long terme." *International Journal* 17, no. 3 (été 1962): p.202.

⁸ "Background Note: Canada," *Background Notes on Countries of the World: Canada* (11, 2008), p.1., <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=bth&AN=35751834&site=ehost-live>.

Canada¹⁰. En effet, il y a une constante menace pour le Canada de défendre son territoire, ses ressources, son économie et surtout de sa souveraineté contre les États-Unis.

Le Canada ne compte que neuf centres métropolitains totalisant plus 500,000 habitants. Ceux-ci sont situés non loin de la frontière séparant les deux pays. En comparaison avec les États-Unis, ceux-ci en comptent plus de 90. Cette réalité ajoute à la menace constante sur la souveraineté du Canada¹¹. De plus, le Nord canadien a été et demeure menacé de façon constante par les bombardiers russes et le risque nucléaire. En effet, le gouvernement conservateur canadien Diefenbaker, en 1957, a décidé d'abandonner le projet de construction du jet Avro Arrow CF-105 afin de se joindre aux Américains pour la défense de l'Amérique du Nord (NORAD) maintenant appelé : 'Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord'¹². Cette alliance a permis au Canada et aux États-Unis, pendant la guerre froide, de se protéger contre l'intimidation réelle des opérations de l'Union Soviétique et des missiles nucléaires. Cette alliance continue toujours comme système de protection et d'avertissement de l'Amérique du Nord. La mission de NORAD se définit ainsi : «[...] assure la prévention d'attaques aériennes contre l'Amérique du Nord ; sauvegarde la souveraineté

⁹ Central Intelligence Agency, *The World Fact Book – Canada*, accessible à : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ca.html>, internet; consulté le 2 février 2011.

¹⁰ Paul Buteux, *Sutherland revisited: Canada's long term strategic situation*, septembre 1994, p. 1.

¹¹ Partridge, Mark, M. Rose Olfert and Alessandro Alasia, *Canadian Cities as Regional Engines of Growth: Agglomeration and Amenities*, *Canadian Journal of Economics* 40, no. 1, February 2007, p. 40.

¹² Canada History, *Canada History*, accessible à : <http://www.canadahistory.com/>, la guerre froide, consulté le 2 février 2011.

des espaces aériens des États-Unis et du Canada en réagissant à toute activité aérienne inconnue, indésirable et non autorisée, approchant et opérant à l'intérieur des espaces aériens concernés par sa mission; et fournis l'alerte aérospatiale et maritime pour l'Amérique du Nord »¹³.

Le Canada doit donc continuer de développer sa politique étrangère en tenant compte de ces faits. La politique étrangère canadienne sera analysée et élaborée dans le premier chapitre du mémoire. De plus, l'aspect géopolitique joue un rôle très important, car il détermine l'application des conditions de la géographie physique et humaine. L'auteur Aymeric Chauprade décrit parfaitement ce qu'est la géopolitique dans son ouvrage : 'Introduction à l'analyse géopolitique'. En effet, celui-ci indique que «[...]la puissance d'un État ne tient pas seulement à la solidité de son potentiel militaire, humain, économique, mais aussi à sa situation géographique »¹⁴. Par conséquent, le Canada peut être considéré comme un pays possédant des caractéristiques très intéressantes sur le plan géopolitique. Ses montagnes peuvent servir de refuges, de barrières et obstacles lors de conflits. Ses fleuves et rivières servent aussi comme frontières et outils indispensables pour le transport de biens par navires ou comme matière première dans la production d'électricité.

¹³ NORAD, Mission de Norad, accessible à : http://www.norad.mil/French/about_french.html, consulté le 7 février 2011.

¹⁴ Chauprade, Aymeric, *Introduction à l'analyse géopolitique*, Collège Interarmées de Défense, France Paris, 1999, p. 8.

Il devient évident que le Canada doit s'allier avec les États-Unis afin de contribuer à une assurance plus élevée de protection de sa souveraineté, de sa population et son pays. Cette alliance est nécessaire afin de contrer toutes menaces probables. De plus, le Canada n'a jamais possédé les moyens économiques ou militaires pour assurer seul la défense de sa nation¹⁵. Un important facteur permettant au Canada de conserver son statut auprès de son voisin du Sud est sa capacité à exploiter et exporter ses richesses naturelles telles que l'uranium, le gaz naturel, le pétrole, l'or, le plomb et la capacité hydroélectrique¹⁶. Par exemple, le Canada exportait aux États-Unis, en 2007, plus de 313.1 milliards de dollars de biens et articles incluant produits forestiers, agricoles et métaux¹⁷. Ces richesses naturelles permettent au Canada d'ouvrir la porte à d'importantes exportations, au commerce, aux échanges et à une collaboration avec non seulement les Américains mais aussi avec plusieurs autres pays du monde.

Le dernier document officiel sur la politique étrangère du Canada provient de 2005. Le partenariat est toujours présent en 2010 et est un sujet omniprésent dans les relations diplomatiques qu'entretient le Canada avec les autres pays du monde. Un parfait exemple est sans nul doute le partenariat de NORAD qui se poursuit depuis 1957. D'ailleurs, les événements du 11 septembre 2001 ont rappelé ce besoin de coopération entre les deux pays. De plus, l'Accord de libre-échange de 1988 et l'Accord de libre-

¹⁵ Canada, Ministère de la Défense nationale, *Revue militaire canadienne*, été 2003, p. 23.

¹⁶ Canada, Statistique Canada «Annuaire du Canada 1962», accessible à http://www66.statcan.gc.ca/fra/acyb_c1962-fra.aspx?opt=/fra/1962/196200200006_GWW130WWographie.pdf; internet; consulté oct 2010, p. 21-22.

¹⁷ *Ibid.*, p. 2.

échange nord-américain (ALENA) de 1993 sont d'autres exemples de partenariat méritant d'être souligné¹⁸. Un autre excellent exemple est définitivement l'opération Noble Eagle, en place depuis les événements de septembre 2001. Noble Eagle a été mis en place comme plan de contingence permettant aux avions de chasse d'identifier et d'intercepter des avions suspects survolant l'espace aérien du Canada et des États-Unis¹⁹. Les deux pays travaillent aussi en partenariat en Afghanistan dans le but commun de procurer la stabilité et la démocratie dans le pays. Le Canada s'est toujours orienté vers une conception humanitaire, la considération de la démocratie et la diminution de l'inégalité sur la planète. Le premier ministre Chrétien a affirmé cette vision lors d'un discours, en 1999, où il avait cité: «[...] en faisant notre part pour atténuer la pauvreté dans le monde [...] prévenir les conflits en participant aux missions de paix [...] les Canadiens sont bien décidés à assumer leurs responsabilités en tant que citoyens du monde.²⁰

Ce discours humanitaire du premier ministre Chrétien ainsi que les différents engagements du Canada dans les différentes missions et conflits internationaux au cours des dernières décennies, combinés aux réductions des Forces canadiennes, soulèvent la question suivante : est-ce que l'économie est l'unique facteur influençant le budget alloué à la Défense nationale et les Forces canadiennes? Ce mémoire tentera donc de démontrer

¹⁸ Kathia LÉGARÉ, "Politique internationale et Défense au Canada et au Québec. (French)," *Études internationales* 39, no. 4 (12, 2008), p. 46.,
<http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=poh&AN=36647354&site=ehost-live>.

¹⁹ David Pratt, *The Defense of North America: Norad and Northcom*, 2004, p. 259.

²⁰ Canda, Premier Ministre du Canada, « Discours du premier ministre Jean Chrétien à l'occasion d'un déjeuner offert par le Cercle canadien de Winnipeg », *Discours*, Cabinet du Premier ministre, Ottawa, 25 mars 1999.

que l'économie n'est qu'un facteur affectant la capacité ou la volonté du gouvernement canadien de financer la DN. Ce mémoire tentera de démontrer que, malgré le fait que l'économie mondiale influence les moyens que son gouvernement possède ou désire investir dans la défense, il y a plusieurs autres facteurs qui jouent un rôle et surpassent même l'économie à plusieurs occasions. La participation aux différents conflits internationaux et aux missions humanitaires à l'intérieur du Canada ou à l'étranger engendre des coûts et des besoins significatifs pour les FC. Les coupures et le manque de financement significatif ont eu un impact majeur sur la DN. Cette question nécessite une analyse approfondie puisqu'il existe plusieurs faits et facteurs qui influencent ce qu'un pays peut et veut investir dans ses forces militaires afin d'assurer adéquatement sa protection, son indépendance et sa souveraineté.

Afin de répondre à la question de recherche, ce travail sera divisé en quatre chapitres. D'abord, le premier chapitre présentera l'analyse du Canada dans son ensemble. Cette première partie est fondamentale dans la compréhension et l'élaboration des arguments supportant la thèse. Cette approche permet de situer adéquatement le pays, de comprendre son évolution, sa situation économique, sa politique étrangère et son gouvernement. Le deuxième chapitre se concentre sur la DN et les FC. Celui-ci présentera une analyse et une suite logique permettant de mieux comprendre les différents aspects historiques des FC, les budgets au fil des ans, la participation aux différents conflits et missions humanitaires ainsi que l'influence de l'opinion publique canadienne sur le gouvernement et la place que doivent occuper les FC au Canada. Le troisième chapitre présente une vue d'ensemble sur la stratégie de défense du Canada, son

plan à long terme et sa vision future. Finalement, le quatrième chapitre propose une analyse comparative avec les Forces australiennes (FA) et renforce les arguments de la thèse élaborée. La comparaison est basée sur la même approche historique, démographique, gouvernementale et sur la défense australienne. Cette dernière partie apportera des ressemblances intéressantes avec le Canada, tout en produisant des antagonismes étonnants qui permettent de produire une analyse captivante.

CHAPITRE 1 – LE CANADA

1.1 LA SITUATION GÉOGRAPHIQUE, GÉOPOLITIQUE ET DÉMOGRAPHIQUE

Le Canada peut être décrit de diverses façons. La première section de ce chapitre couvrira la situation géographique incluant la géopolitique ainsi que la dimension démographique du Canada. L'analyse de ces caractéristiques permet d'illustrer l'importance du défi auquel le gouvernement fédéral fait face en ce qui a trait à la protection du pays, sa population et sa souveraineté. Dans sa stratégie de Défense, '*Le Canada d'abord*', le premier ministre Steven Harper a mentionné cette réalité incontestable en citant :

[...] Le présent gouvernement a pris le pouvoir avec l'engagement ferme de défendre le Canada. Pour respecter cet engagement, nous devons assurer la sécurité de nos concitoyens, défendre notre souveraineté et faire en sorte que le Canada regagne, sur la scène internationale, sa crédibilité et son influence, tout en étant disposé à faire sa part. Si nous voulons atteindre nos objectifs, il est essentiel de rebâtir les Forces canadiennes en un appareil militaire moderne, de premier ordre²¹.

Afin de bien situer le Canada, d'analyser et de démontrer la thèse énoncée au début de ce mémoire, l'élaboration de ces facteurs sera également faite pour l'Australie dans le quatrième chapitre.

²¹ Canada, Department of National Defence, *Stratégie de Défense: le Canada d'abord*, Ottawa, Department of National Defence, 2008.

La situation géographique

Afin de débiter adéquatement l'analyse, il est capital de situer le Canada géographiquement. Les données et faits suivants fournissent une base essentielle dans l'élaboration des arguments supportant le fait que le Canada est un immense pays à être protégé par les FC²². Cette situation géographique est stable comparativement aux autres facteurs géopolitiques, démographiques, économiques et politiques. La figure suivante symbolise l'immense territoire que représente le Canada.



Figure 1 - La situation géographique du Canada et son territoire

Source : Canada, gouvernement du Canada, *L'Atlas du Canada*, accessible à : <http://atlas.nrcan.gc.ca/site/francais/maps/reference/provincesterritoires>, internet; consulté le 7 janvier 2011.

²² L'ensemble des données et aspects géographiques de ce paragraphe a été tiré directement des différentes sources suivantes : Central Intelligence Agency, *The World Fact Book – Canada*, accessible à : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ca.html>, internet; consulté le 2 février 2011. Canada, Statistique Canada «Annuaire du Canada 1962», accessible à http://www66.statcan.gc.ca/fra/acyb_c1962-fra.aspx?opt=/fra/1962/196200200006_GWW130WWographie.pdf; internet; consulté octobre 2010. Canada, *Background Note*, Background Notes on Countries of the World: Canada, 11, (2008), <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=bth&AN=35751834&site=ehost-live>.

D'un point de vue géographique, le Canada est le deuxième pays en importance au monde après la Russie, représentant une superficie totale de 9.985 millions de km². De plus, de la superficie totale, il y a 860,163 km² d'eau fraîche. En fait, le Canada possède tout près d'un quart de la quantité d'eau fraîche potable au monde. Le pays couvre une distance directe, à son point le plus large du nord au sud, de plus de 4,634 kilomètres (km). Du point de vue longitudinal, le Canada s'étend sur 5,514 km. La route Trans-Canada traversant le Canada d'est en ouest mesure au total 7,604 km et est la plus longue route nationale du monde. Le Canada possédait, en 2010, plus de 1,404 aéroports (4e rang mondial), plus de 46,688 km de chemins de fer (5e rang mondial) et 1,042,300 km de routes (6e rang mondial)²³. Ces statistiques décrivent bien l'envergure du pays, la complexité géographique et la difficulté d'entretenir, de patrouiller, de sécuriser et d'administrer adéquatement toutes ces routes qui sont clefs pour le Canada.

Le Canada est divisé en dix provinces et trois territoires et est entouré par trois océans, l'océan Atlantique à l'est, l'océan Pacifique à l'ouest et finalement l'océan Arctique au nord. Les provinces ont été créées par un acte constitutionnel, avec une marge de manoeuvre politique plus étendue tandis que les territoires ont été créés par une loi fédérale. L'océan Arctique sépare le Canada avec la Russie au nord. Le Canada ne partage ses frontières terrestres qu'avec un seul pays au sud, les États-Unis, troisième en

²³ Central Intelligence Agency, *The World Fact Book – Canada*, accessible à : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ca.html>, internet; consulté le 2 février 2011.

importance au monde. La frontière canadienne terrestre avec les États-Unis représente un total de 8,893 km incluant l'Alaska au nord-ouest. Le point culminant, le mont Logan avec 5,959 mètres d'altitude, se situe dans le parc national Kluane dans le sud du territoire du Yukon. À l'opposé, les Prairies canadiennes sont une grande région de terres sédimentaires plates s'étendant à partir des Rocheuses à l'ouest jusqu'au Bouclier canadien à l'est. Les Prairies canadiennes sont une région agricole d'importance primordiale dans le monde et une source économique majeure pour le pays. Les deux plus grandes provinces canadiennes sont le Québec et l'Ontario, dans l'ordre, et elles contiennent la concentration la plus importante de la population canadienne.

Enfin, les territoires du Yukon, Nord-Ouest et Nunavut sont situés dans le Nord canadien. Les territoires du Nord-Ouest et du Nunavut s'étendent jusqu'à l'archipel arctique canadien. Au nord de cette limite, les conditions atmosphériques rendent les opérations, les déploiements et l'approche difficiles. Cet aspect important du Canada représente un autre facteur déterminant sur l'approche laborieuse du pays à défendre sa souveraineté dans le Nord.

Basé sur ces statistiques invariables, il est réaliste de conclure que le Canada est un immense pays. Ce pays comporte une vaste gamme de forêts, lacs, rivières, montagnes, plaines et des milliers de km de routes, de voies ferroviaires et voies navigables. Un pays vaste, avec des reliefs variés qui apportent des défis majeurs en terme de protection, de développement et d'économie. Le gouvernement canadien doit investir dans la défense et la sécurité de cet immense pays grâce aux Forces canadiennes,

à la Gendarmerie Royale du Canada, à la Garde-Côtière et à toutes les autres ressources provinciales et municipales. Le facteur géographie demeure une contrainte importante dans la défense du pays.

Le facteur démographique sera maintenant élaboré. Ce facteur amplifiera le défi énoncé plus haut concernant le défi réel et constant du Canada à assurer sa défense, développer son économie et garder une place importante sur la scène internationale.

La situation géopolitique

L'auteur Gearoid O Tuathail (Gérard O'Toole), dans son livre 'Critical Geopolitics', joint la politique et la géographie avec les relations internationales et l'histoire politique, car ces aspects sont tous interreliés. Il est important d'identifier que la géopolitique utilise l'aspect géographique du pays pour analyser comment l'aspect politique utilise ces facteurs afin d'aider au développement du pays, de renouveler au pouvoir et à la compréhension des disputes nationales et internationales. Le Canada a connu ses difficultés et divisions, à l'époque de la guerre entre les Français et les Anglais ou lors de l'attaque des américains dans le Sud canadien²⁴. La volonté de plusieurs Québécois de séparer le Québec du reste du Canada pour en former une nation pourrait aussi affecter la situation du Canada dans son ensemble. Il est clair que le Canada, de par sa position géographique et de la connexion avec les États-Unis, est directement lié sur le plan économique et, sur les échanges et la collaboration, autant civile que militaire. Le

²⁴ Thual, François, *Géopolitiques au quotidien*, Institut de Relations Internationales et Stratégiques, Paris, 1993, p.150.

réchauffement de la planète et le fait que le Nord canadien possède d'énormes réserves minérales feront en sorte que le Canada devra pouvoir défendre ses richesses naturelles, son territoire, son économie et sa population en plus d'assurer la sécurité de ses côtes et de contrer la pollution. Le gouvernement est directement lié à l'opinion publique.

L'information et la communication sont donc essentielles tout en évitant le contrôle et la manipulation de celles-ci. De plus, l'arrivée rapide de nouvelles technologies, de moyens de transport plus rapides et de méthodes militaires perfectionnées accentue davantage la complexité et les défis géographiques et géopolitiques. Le Canada, comme le reste du monde, doit se préparer et réagir aux différentes rivalités des groupes actifs dans le pays et sur la planète, en quête de contrôle ou tout simplement qui cherchent à déranger ou à imposer leur idéologie. De plus, il y a une constante influence des divers partis politiques sur la population²⁵.

La dimension démographique

Tel que mentionné précédemment, le Canada est le deuxième plus grand pays du monde, mais en comparaison, est l'un des moins densément peuplés. En effet, selon les dernières estimations de Statistiques Canada (octobre 2010), la population canadienne se situait autour d'un peu plus de 34.2 millions d'habitants²⁶. Le tableau 1 dénote la disposition de la population dans chacune des provinces et chacun des territoires.

²⁵ Lacoste, Yves, *Géopolitique: La longue histoire d'aujourd'hui*, Larousse, 2009, p. 8.

²⁶ L'ensemble des données de la dimension démographiques de cette partie proviennent de la source suivante : Canada, Statistique Canada «Annuaire du Canada 1962», accessible à <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/101222/dq101222a-fra.htm>, internet; consulté octobre 2010 ainsi que dans : Central Intelligence Agency, *The World Fact Book – Canada*, accessible à : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ca.html>, internet; consulté le 2 février 2011.

Population	au 1er octobre 2010
Provinces:	
Terre-Neuve et Labrador	510 239
Île-du-Prince-Édouard	143 241
Nouvelle-Écosse	943 882
Nouveau-Brunswick	752 814
Québec	7 932 141
Ontario	13 268 558
Manitoba	1 240 020
Saskatchewan	1 049 701
Alberta	3 735 086
Colombie-Britannique	4 551 853
Territoires:	
Yukon	34 475
Territoires du Nord-Ouest	43 757
Numavut	33 268
Canada - population totale	34 238 035

Tableau 1 - Estimations démographiques du Canada au 1^{er} octobre 2010

Source : Canada, Statistique Canada «Annuaire du Canada 1962», accessible à <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/101222/dq101222a-fra.htm>, internet; consulté octobre 2010.

L'analyse démographique du Canada démontre également que la majorité de la population canadienne, soit près de 80% vit à moins de 250 km de la frontière séparant le Canada des États-Unis. Il y a donc moins de 20 % de la population canadienne vivant dans le reste du Canada, laissant ainsi de grands espaces sans vie humaine, tout spécialement dans le Grand Nord canadien. Il n'y a que trois villes canadiennes avec un total de plus de 13 millions d'habitants, soit Toronto, en Ontario, Montréal, au Québec et Vancouver, en Colombie-Britannique. Le tableau 2 et la figure 2 démontrent la densité de la population en 2001 et en 2006.

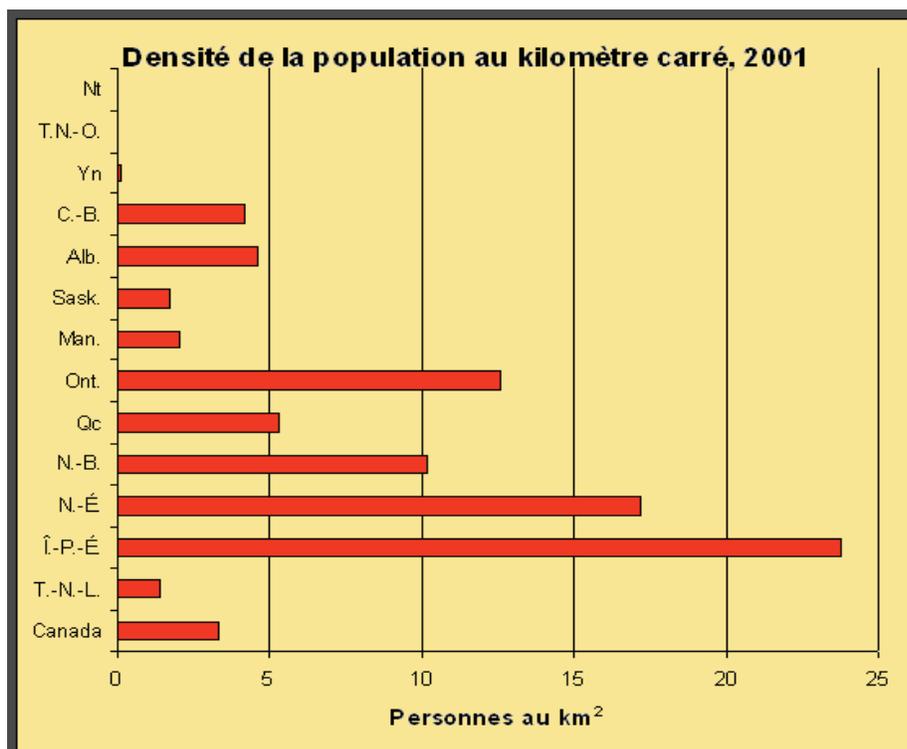


Tableau 2 - Densité de la population du Canada en 2006

Source : Canada, Statistique Canada «Annuaire du Canada 1962», accessible à <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/101222/dq101222a-fra.htm>, internet; consulté octobre 2010.



Figure 2 : Densité de la population du Canada en 2006

Source : Canada, Statistique Canada «Annuaire du Canada 1962», accessible à <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/101222/dq101222a-fra.htm>, internet; consulté octobre 2010.

De plus, selon le site «Student of the World », le Canada était au 220^e rang sur les 232 pays évalués en 2005 concernant la densité des habitants par km².²⁷ Toutefois, le Canada se situait tout juste devant l’Australie qui occupait le 225^e rang mondial. Cependant, le Canada se retrouve très loin derrière les États-Unis ainsi que d’autres pays importants tels que la Chine, la Grande-Bretagne et même la France. Le tableau 3 démontre la densité de quelques pays du monde en comparaison avec le Canada.

²⁷ Student of the World, Pays du monde – densité de la population 2005, accessible à : <http://www.studentsoftheworld.info/infopays/rankfr/densite2.html>, internet, accédé le 12 février 2011.

Pays	Rang	Densité de la population (habitants/Km ²)
Monaco	2	16 500
Singapour	3	6629.6
Taiwan	13	640
Barbade	14	626.5
Martinique	22	362.7
Belgique	25	342.9
Japon	27	338.5
Inde	29	332.8
Israël	30	332.6
Grande Bretagne	48	245.7
Allemagne	50	231.1
Chine	72	136
France	87	110
Mexique	146	53.7
États-Unis	173	30.8
Russie	211	8.4
Canada	220	3.2
Australie	225	2.6
Groenland	232	0.01

Tableau 3 - Densité de la population mondiale en 2010

Source : Student of the World, Pays du monde – densité de la population 2005, accessible à : <http://www.studentsoftheworld.info/infopays/rankfr/densite2.html>, internet, accédé le 12 février 2011.

La population du Canada s'accroît à un rythme extrêmement faible avec une estimation d'environ 0.8% en 2010, soit au 138^e rang mondial. Ceci représente une baisse importante comparativement à la période de 2001 à 2006, qui a connu une hausse de la population de 5.4%²⁸. Le tableau 4 fournit l'ensemble de la croissance de la

²⁸ Canada, Statistique Canada «Annuaire du Canada », accessible à <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/101222/dq101222a-fra.htm>, internet; consulté octobre 2010.

population canadienne en pourcentage à partir de 1956 jusqu'au dernier recensement de Statistiques Canada de 2006. Ce tableau indique clairement la diminution de la croissance démographique au Canada depuis 1956. Le taux d'accroissement de la population canadienne a diminué de 13.4% en 1956 à seulement 4% en 1986. Ce taux a ensuite connu une croissance majeure en 1991, qui a doublé à presque 8%, pour ensuite redescendre de façon importante jusqu'à nos jours.

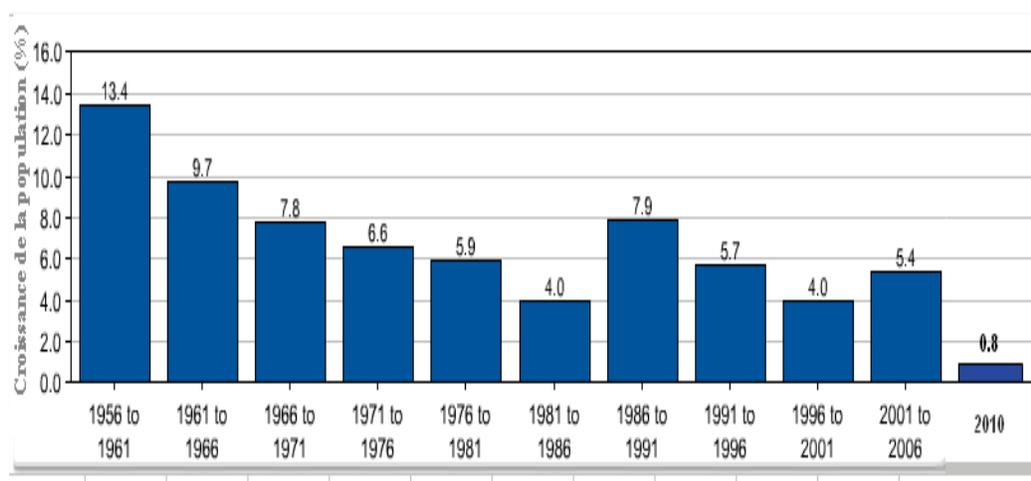


Tableau 4 - Croissance historique de la population canadienne

Source : Canada, Statistique Canada «Annuaire du Canada », accessible à <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/101222/dq101222a-fra.htm>, internet; consulté octobre 2010.

Le tableau suivant fournit une représentation graphique des données du tableau précédant en plus de produire le taux de croissance de la population du monde, du Canada et de certains pays importants du monde. On constate une réduction constante et généralisée du taux de croissance de la population dans ces pays.

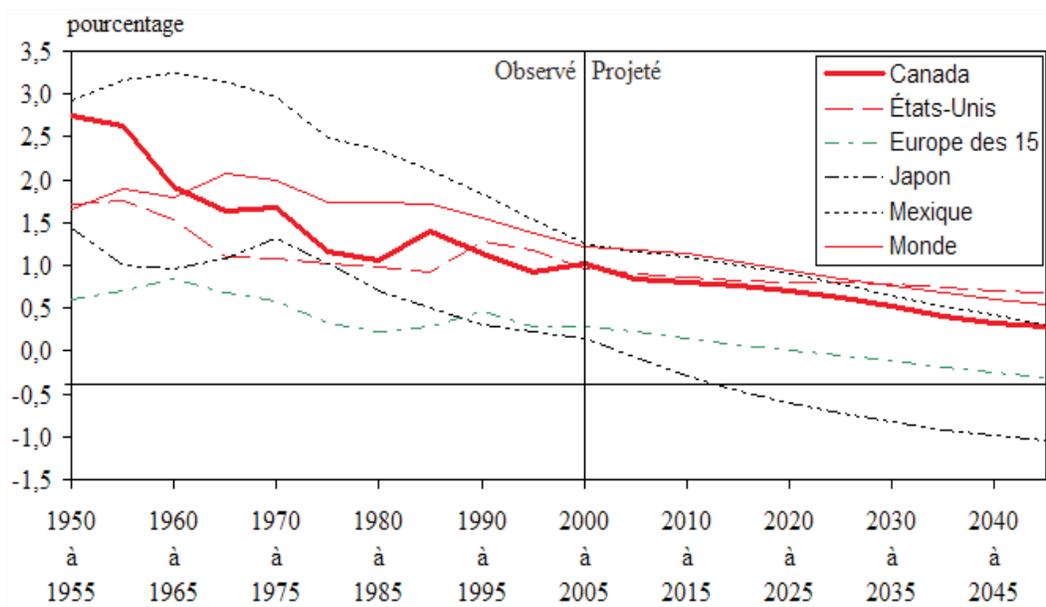


Tableau 5 - Taux de croissance annuel moyen de la population mondiale et de certains pays, 1950 à 2050

Source : Canada, Statistique Canada «Annuaire du Canada », accessible à <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/101222/dq101222a-fra.htm>, internet; consulté octobre 2010.

Malgré cette réduction marquée du taux d'accroissement de la population au Canada, il est important de noter que plus des deux tiers de l'augmentation repérée au Canada est attribuable à l'immigration internationale. L'autre tiers de l'accroissement est représentatif de l'augmentation naturelle de la population, soit l'effet positif de la différence entre les naissances et décès²⁹. Ce qui est encore plus inquiétant est non seulement le faible taux de croissance de la population au Canada mais aussi le fait que cette population est vieillissante. La figure 3 décrit la situation du Canada à ce sujet. En effet, la proportion de canadiens âgés de 65 ans et plus est passée de 5% en 1900 pour atteindre 12% en 1990. Statistiques Canada estime que cette proportion passera à 20%

d'ici 2030. Ceci aura un impact direct sur le nombre de personnes disponibles pour occuper les emplois, incluant les FC. De plus, il est pertinent de prédire que cette réalité réduira le montant total perçu des revenus des particuliers en taxes et impôts par les gouvernements. Le système fiscal canadien comporte l'impôt sur le revenu des personnes, des sociétés et des taxes à la consommation. Le gouvernement devra nécessairement trouver d'autres moyens pour rattraper la perte de ces revenus. Le gouvernement canadien fait d'ailleurs déjà face à cette difficulté, qui ne fera que s'amplifier avec les années.

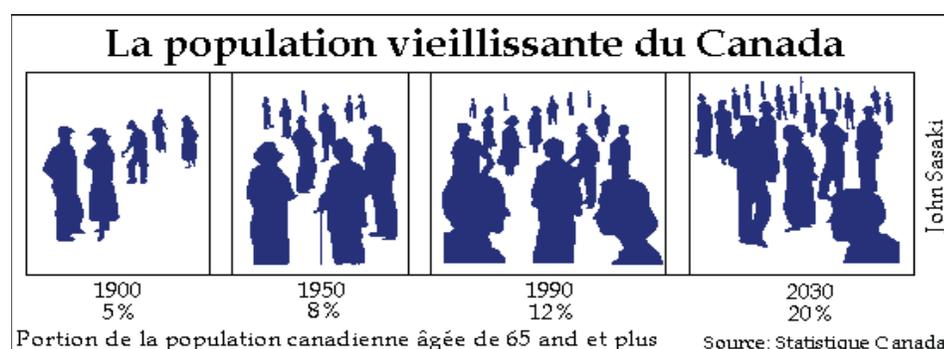


Figure 3 - Portion de la population canadienne âgée de 65 ans et plus.

Source : Canada, Statistique Canada «Annuaire du Canada », accessible à <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/101222/dq101222a-fra.htm>, internet; consulté octobre 2010.

Un autre critère important de la démographie est l'accroissement de la population canadienne au fil des ans. Tel que démontré dans le tableau suivant, la population

²⁹ Central Intelligence Agency, *The World Fact Book – Canada*, accessible à : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ca.html>, internet; consulté le 2 février 2011.

canadienne est passée de 16.08 millions d'habitants en 1956, à environ 34.2 millions en 2010 et atteindra plus de 42 millions vers les années 2050³⁰.

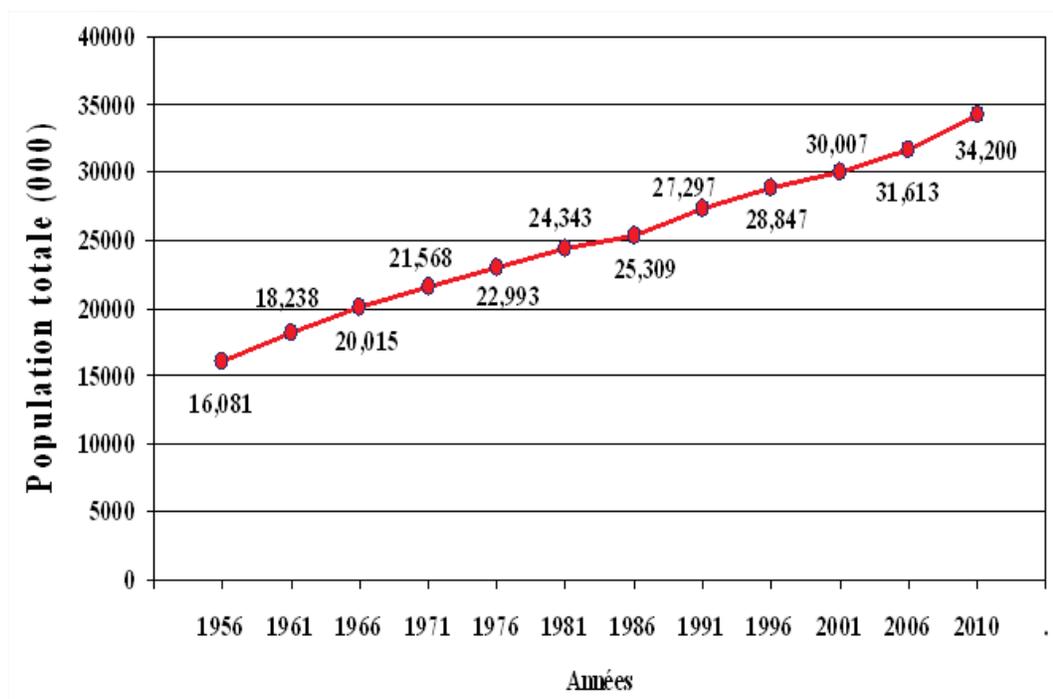


Tableau 6 - Accroissement de la population canadienne depuis 1956.

Source : Canada, Statistique Canada «Annuaire du Canada », accessible à <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/101222/dq101222a-fra.htm>, internet; consulté octobre 2010.

Il est ensuite intéressant de comparer ces chiffres avec celui des habitants, au total, dans le monde. Selon le '*Population Reference Bureau*', la population mondiale atteindra plus de neuf milliards en 2050. L'accroissement le plus important de la population sera principalement concentré dans les pays les moins développés. La population actuelle de ces pays se chiffre à tout près de 5.8 milliards et il est estimé

³⁰ Canada, Statistique Canada «Annuaire du Canada », accessible à <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/101222/dq101222a-fra.htm>, internet; consulté octobre 2010.

qu'elle grimpera à 7.8 milliards. À l'opposé, la population des pays développés demeurera inchangée et restera approximativement de 1.2 milliard³¹. Cette différence majeure amplifiera la différence marquée entre les pays industriels riches et les pays en développement pauvres. Cet effet néfaste accroîtra la possibilité de conflits, de terrorisme et d'attaques à l'intérieur de ces pays pauvres très peuplés, en plus de menacer la paix mondiale. Le tableau 7 ci-dessous fournit l'accroissement mondial enregistré depuis 1950 et prévu jusqu'à 2050.

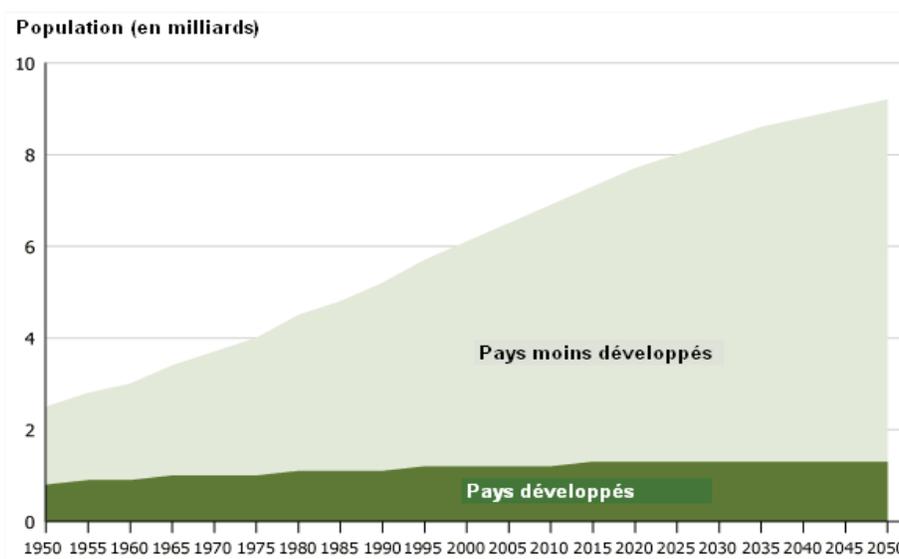


Tableau 7 - Accroissement de la population mondiale.

Source : Population reference bureau, *World Population Growth, 1950–2050*, accessible à :

<http://www.prb.org/Educators/TeachersGuides/HumanPopulation/PopulationGrowth.aspx>, internet, consulté le 3 février 2011.

³¹ United Nations, *World Population to increase by 2.6 billion over next 45 years*, Press Release POP/918, New York, 24 Feb 2004, accessible à : <http://www.un.org/News/Press/docs/2005/pop918.doc.htm>, internet, consulté le 13 février 2011.

L'analyse de la démographie et de la géographie canadienne permet de conclure que le Canada possède un territoire immense, mais très peu peuplé. De plus, puisque l'ensemble de sa population vit dans les limites sud du pays, ceci laisse une majorité du pays inhabité ou simplement peu peuplé. Cette réalité est importante d'un point de vue économique et a un impact direct sur le gouvernement canadien et ses politiques de défense et sur ses finances. De plus, le pays fera face à des difficultés de recrutement pour les FC car la population apte au travail aura plus d'opportunités d'emplois dans des secteurs moins à risque et nécessitant moins de concessions.

La prochaine partie de ce chapitre se concentrera sur l'analyse de l'économie canadienne, de son évolution, de son pouvoir d'achat et de ses importations et exportations. Cette analyse permettra ainsi de mieux cerner cet autre aspect affectant directement le niveau d'argent disponible que le gouvernement canadien peut ou désire investir dans les Forces canadiennes.

1.2 Économie et les finances publiques

Suite à l'analyse de la géographie, la géologie, la démographie canadienne, la suite logique est de poursuivre avec un tour d'horizon de l'économie du pays. En effet, la géographie, les ressources naturelles et la démographie d'un pays ont toutes un impact direct sur son économie. Le Canada a toujours bénéficié d'énormes réserves en richesses naturelles, par exemple, le gaz naturel, le pétrole, l'or, l'argent, le plomb, le bois, le charbon, le poisson et naturellement l'eau³². Ces ressources sont très importantes et

³² Canada, Statistiques Canada, *Annuaire du Canada 1962*, accessible à http://www66.statcan.gc.ca/fra/acyb_c1962-

apportent travail et rémunération pour des milliers de travailleurs et entreprises. *L'Atlas et Annuaire canadien*³³ indique, par exemple, que le Canada peut compter sur une importante quantité de ressources renouvelables. En effet, le Canada possède 10% des forêts du monde. Cependant, ces ressources, comme le poisson et l'eau, même si renouvelables par nature, demeurent fragiles, limitées et un enjeu de taille pour les générations et économies futures. D'un autre côté, tous les minéraux, les métaux et les produits pétroliers sont des ressources non renouvelables que l'on retrouve en quantité limitée. Par exemple, le Canada possède tout près de 172 milliards de réserves de produits pétroliers (incluant les sables bitumineux) et 1.754 milliard de mètres cubes de gaz naturel, plaçant le Canada au 2e et 21e rang mondial respectivement, pour ces ressources, et procurent des retombées économiques importantes pour le pays. De plus, le Canada fait partie des leaders concernant l'exploitation minière avec les États-Unis, l'Australie, l'Afrique du Sud et le Chili. Le Canada exploite plus de 60 minéraux et métaux et est le troisième producteur de diamant dans le monde. Le Canada compte aussi une quantité importante de fermes céréalières, de fruits et légumes, de cultures maraîchères, de bétail et de lait. Ces ressources sont en majeure partie exportées chez les voisins du sud et procurent une entrée monétaire très importante pour le Canada et son économie. Cette alliance commerciale avec les États-Unis est cruciale pour le Canada et se reflète par une augmentation notable des exportations. Par exemple, 54.4 % des exportations étaient dédiées aux États-Unis en 1962 comparativement à plus de 87% en

[fra.aspx?opt=/fra/1962/196200200006_GWW130WWographie.pdf](http://www66.statcan.gc.ca/fra/acyb_c1962-fra.aspx?opt=/fra/1962/196200200006_GWW130WWographie.pdf); internet; consulté oct 2010, p. 21-22.

³³ Tous les faits, données et renseignements des prochaines phrases proviennent de : Canada, Statistiques Canada, *Atlas du Canada*, accessible à http://www66.statcan.gc.ca/fra/acyb_c1962-fra.aspx?opt=/fra/1962/196200200006_GWW130WWographie.pdf; internet; consulté oct 2010.

2001³⁴. En 2007, malgré une baisse des exportations générales canadiennes en direction des États-Unis à 76 %, la quantité est toujours importante³⁵. De plus, les États-Unis ont nécessairement besoin du Canada du point de vue des ressources. En effet, le Canada est le plus important exportateur et fournisseur en énergie, incluant les produits pétroliers, le gaz naturel, l'uranium et naturellement l'électricité³⁶. La réalité est que le Canada est dépendant de son voisin du sud. Cette réalité est d'ailleurs omniprésente dans l'énoncé de la politique canadienne publiée en 2005. Cette dépendance est liée aux changements climatiques et la nécessité pour le Canada de s'impliquer davantage dans le Nord canadien et l'Arctique. En effet, le gouvernement fédéral de l'époque indiquait : « Les exigences de la sécurité et de la souveraineté pour le gouvernement sont plus pressantes [...] le Canada doit protéger sa souveraineté et son territoire »³⁷. Ce document affirme que la présence dans l'Arctique entraînera un effet positif sur l'économie³⁸. En effet, il est pertinent de croire qu'une plus grande présence, des investissements en infrastructure et des opérations militaires et civiles constantes engendrant naturellement une augmentation de l'activité économique de la région. En plus d'offrir un plus grand

³⁴ Canada, Statistiques Canada «Annuaire du Canada 1962», accessible à http://www66.statcan.gc.ca/fra/acyb_c1962-fra.aspx?opt=/fra/1962/196200200006_GWW130WWographie.pdf; internet; consulté octobre 2010, p. 1017.

³⁵ Canada, Statistiques Canada «Annuaire du Canada 1962», accessible à http://www66.statcan.gc.ca/fra/acyb_c1962-fra.aspx?opt=/fra/1962/196200200006_GWW130WWographie.pdf; internet; consulté octobre 2010, p. 1017.

³⁶ Central Intelligence Agency, *The World Fact Book – Canada*, accessible à : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ca.html>, internet; consulté le 2 février 2011.

³⁷ Gouvernement du Canada, *L'Énoncé de politique internationale du Canada*, 2005, accessible à www.international.gc.ca; internet; consulté le 10 octobre 2010, p. 8.

³⁸ *Ibid*, p.8.

apport économique, l'augmentation de la circulation dans l'Arctique et les voies maritimes aura un impact sur le trafic marin en engendrant une augmentation de la présence des différentes nations voulant utiliser ce passage important pour leur propre économie. Ceci affectera la sécurité du Canada et menacera sa souveraineté. En rétrospective, la géographie canadienne est un facteur robuste. En effet, celui-ci génère un besoin considérable de défendre ce territoire tout en procurant un défi immense de le faire correctement, adéquatement et à un niveau acceptable. La géographie joue aussi un rôle prépondérant et direct sur la politique étrangère, les relations internationales, la politique internationale du Canada et son économie.

Bien que dépendant de son alliance avec les États-Unis, le Canada doit poursuivre ses échanges commerciaux et alliances avec ses autres partenaires dont la Grande-Bretagne et la Chine, et ce, afin de poursuivre son développement et garantir un essor économique important. D'ailleurs, l'énoncé de la politique étrangère du Canada réitère le besoin à coopération du Canada envers ses alliés dans le but de fournir une qualité de vie excellente aux canadiens³⁹. Ce besoin de partenariat économique est d'autant plus convaincant avec la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) en janvier 1994 entre le Canada, les États-Unis et le Mexique sur la zone de libre-échange. « Cet accord a suscité la croissance économique et permis de hausser le niveau de vie de la population des trois pays⁴⁰. »

³⁹ *Ibid*, p. 10.

⁴⁰ Canada, Ministère des Affaires étrangères, accessible à <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/nafta-alena/index.aspx?lang=fra>; internet ; consulté octobre 2010.

La réalité géographique décrite dans la première partie de ce chapitre et la proximité des États-Unis et du lien économique avec ceux-ci sont très importants. Grâce à l'abondance de ses ressources naturelles exploitées, à une qualité de la main-d'œuvre disponible et des industries modernes et efficaces, le Canada bénéficie d'une colossale économie basée sur les échanges commerciaux⁴¹. Cette réalité a été bien résumée par le premier ministre Harper et le Président Obama en 2009. Ceux-ci affirmaient clairement la nécessité des deux pays de travailler ensemble afin de faire face aux régressions économiques, en cultivant des méthodes intensifiant le système financier international⁴². Il est d'ailleurs tout à fait normal que même le Canada ne soit pas à l'abri de ces crises économiques et récessions mondiales. Le Canada a connu une croissance économique impressionnante entre les années 1993 à 2007⁴³. Malgré cette croissance, l'économie du pays a chuté considérablement en 2008. Le gouvernement a alors adopté un budget déficitaire pour 2009-2010, après plus d'une décennie de surplus budgétaire⁴⁴. Un déficit est courant lors d'une récession. Ce déficit se manifeste normalement lorsque les personnes perdent leur travail et par conséquent paient moins ou pas d'impôt. Le gouvernement doit alors augmenter leurs dépenses afin de stimuler l'économie et garantir la prospérité à long terme.

⁴¹ Treddenick, John, *The economic significance of defence in Canada*, Royal Military College of Canada, Kingston, Ontario, 14 February 2000, p.43.

⁴² The American Presidency Project, Barack Obama, accessible à <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=85789>, internet; consulté le 17 octobre 2010.

⁴³ Canada, *Background Note*, Background Notes on Countries of the World: Canada, 11, 2008), <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=bth&AN=35751834&site=ehost-live>.

⁴⁴ Central Intelligence Agency, *The World Fact Book – Canada*, accessible à : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ca.html>, internet; consulté le 2 février 2011.

Il est important de bien comprendre les différentes époques marquantes depuis la Deuxième Guerre mondiale. Celles-ci ont eu un effet notable sur l'économie canadienne au fil des ans. Premièrement, pendant les 25 années suivant la Deuxième Guerre mondiale, le Canada a connu un essor économique remarquable. Cette croissance a permis au gouvernement de l'époque de bien financer un système de santé. Par la suite, le Canada a subi deux récessions économiques, au début des années 1980 et au début de 1990. Ces récessions ont durement affecté le Canada et les États-Unis, l'Australie et la Grande-Bretagne, pour ne nommer que ces pays. Ces deux récessions ont entraîné des déficits importants et un taux de chômage élevé. Dès 1996, l'économie canadienne a connu une amélioration notable qui s'est reflétée par un modèle fiscal stable avec d'importants surplus budgétaires. Bien que les États-Unis aient connu une récession en 2000, l'économie canadienne n'en fût pas affectée. Il s'agit de l'une des rares occasions où le Canada n'a pas subi l'influence directe de l'économie américaine⁴⁵.

Un autre facteur important à souligner est le produit intérieur brut (PIB). En effet, le PIB est une méthode employée pour estimer la santé de l'économie d'un pays. Les experts traduisent une augmentation du PIB par une économie qui se porte bien. À l'opposé, une réduction du PIB démontre que l'économie n'est pas à son meilleur. «Le PIB réel est en lien direct avec d'autres variables macro-économiques tels l'emploi, les

⁴⁵ L'ensemble des faits rapportés dans ce paragraphe provient de: Easterbrook, W.T. and Hugh G.J. Aitken, *Canadian Economic History*, University of Toronto Press, Canada, 1988 ainsi que dans Canada, Statistique Canada, *Annuaire du Canada*, accessible à <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/101222/dq101222a-fra.htm>, internet; consulté octobre 2010.

cycles économiques, la productivité et la croissance économique à long terme ⁴⁶».

Quelques périodes importantes méritent d'être analysées afin de déterminer si la situation économique a eu des répercussions sur le budget alloué aux FC. La première période importante est la croissance du PIB jusqu'à presque 7% en 1973 pour ensuite chuter à tout près du 2% seulement deux ans plus tard. Par la suite, le PIB a chuté de 3.5% en 1981, à -2.8% en 1982. Le même scénario s'est reproduit en 1989, lorsque le PIB est passé de 2.6% à -2.1% en 1991. En 2001, le PIB a diminué à 1.7% comparativement à 5.2% l'année précédente. Les réductions du budget imposées aux FC pendant les années 1990 ont été combinées avec des mesures gouvernementales visant à réduire les déficits annuels afin de rétablir un budget équilibré. Ces déficits accumulés des dernières années ont coûté en intérêt au gouvernement fédéral en 1990 seulement, plus de 41.9 milliards de dollars⁴⁷. Finalement, l'année 2009 a été l'une des pires années depuis 1982 avec un PIB à -2.4%.

L'économie du Canada est en quelque sorte dépendante de l'économie mondiale et surtout des États-Unis. Cet aspect a un impact sur le budget disponible pour les programmes gouvernementaux et sur les FC.

⁴⁶ Canada, *Statistique Canada, Annuaire du Canada*, accessible à <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/101222/dq101222a-fra.htm>, internet; consulté octobre 2010.

⁴⁷ Stone, J. Craig and Binyam Solomon, *Canadian defence policy and spending*, Defence & Peace Economics 16, no. 3, June 2005, p. 148.

1.3 Le gouvernement

Tel qu'indiqué dans l'introduction, le Canada est devenu un pays à la Confédération, en 1867, avec la loi constitutionnelle. Le régime gouvernemental est basé sur une monarchie constitutionnelle et une démocratie parlementaire. Sa Majesté la reine Elizabeth II est l'autorité absolue et le chef d'État possédant les pouvoirs exécutifs. Ces pouvoirs sont en fait exécutés par le premier ministre du Canada. Sa Majesté est représentée au Canada par le Gouverneur général. L'une des plus sérieuses implications du Gouverneur général est la gestion constante d'un premier ministre et un gouvernement au Parlement. Il revient donc au Gouverneur général d'assermenter le premier ministre et de dissoudre le Parlement. Il revient aussi au Gouverneur général de nommer le chef d'état-major de la Défense selon les recommandations du premier ministre.

Le gouvernement canadien est divisé en deux branches, soit la branche exécutive et la branche législative. D'un côté, la branche législative est responsable de promulguer les lois. De l'autre côté, la branche exécutive, sous la direction du premier ministre, est responsable de mettre en œuvre et de faire appliquer les lois. Ces branches sont interreliées. En effet, la branche exécutive ne peut agir sans le consentement de la branche législative.

Le premier ministre élu, par la chambre des communes, dirige le gouvernement tout en continuant de représenter son comté tout comme tous les autres membres de la chambre des communes. Il ne peut donc pas décider à lui seul des politiques ou plans d'action. Il doit avoir le support de son Cabinet et le support de la majorité des membres

de la chambre des communes. Par conséquent, si la majorité de la Chambre des communes n'est pas d'accord avec le premier ministre, le gouvernement est dissout, ce qui est plus souvent le cas avec des gouvernements minoritaires⁴⁸. Le gouvernement conservateur de Steven Harper est un excellent exemple de cet aspect politique du pays. Malgré le fait que ce gouvernement a réussi à avancer plusieurs de leurs agendas politiques en tant que gouvernement minoritaire, la chambre des communes a voté à l'unanimité pour défaire le gouvernement pour outrage. Ce vote de non-confiance a été souvent soulevé depuis 2006, date d'entrée au pouvoir du gouvernement conservateur. Cependant, celui-ci a réussi à faire avancer plusieurs points et concepts conservateurs en plus de fournir une augmentation considérable du budget de la Défense nationale et des FC. Cet accroissement budgétaire nécessaire a permis des achats, des investissements et de l'accroissement du nombre de troupes qui étaient indispensables pour la défense du Canada par les FC.

Le Parlement possède deux chambres, soit la Chambre des communes et le Sénat. Tel que décrit précédemment, la Chambre des communes comporte des membres élus par les citoyens des différents comtés au Canada. Le Sénat est, à l'opposé, mis en place et choisi par le gouvernement. La Chambre des communes possède l'autorité de passer toutes les lois par une majorité de votes. C'est à ce moment que le premier ministre doit garder la majorité des votes afin de demeurer au pouvoir. Ces lois doivent ensuite être autorisées par le Sénat afin d'être mises en place. L'approbation automatique par le Sénat des lois passées dans la Chambre des communes est une pratique usuelle.

⁴⁸ Hartle, Douglas G., *The expenditure budget process of the government of Canada : a public choice--rent-seeking perspective*, Canadian Tax Paper, no 81, 1988, p. 78.

Brièvement, du côté provincial, les provinces canadiennes possèdent des pouvoirs leur permettant de régulariser leurs propres programmes, dépenses et revenus en plus de recevoir des paiements de transfert du gouvernement fédéral. Les provinces possèdent une plus grande marge de manœuvre par rapport au gouvernement fédéral. En effet, elles possèdent un plein contrôle sur leurs dépenses en rapport à des programmes sociaux sur la santé, l'éducation et l'assurance-emploi. Chaque province détient aussi son Parlement, son gouvernement incluant un premier ministre avec ses Ministres⁴⁹.

D'un point de vue budgétaire, la gestion des finances publiques diffèrent grandement d'un parti politique à l'autre et selon l'économie du pays et celle au niveau mondial. Le gouvernement doit travailler avec les revenus qu'il génère et gérer les dépenses, qu'elles soient discrétionnaires ou non. Les revenus proviennent, entre autres, des taxes perçues aux citoyens et aux entreprises. La présentation du budget permet au gouvernement de diffuser ses prévisions concernant sa vision sur le futur économique et sur les stratégies pour y faire face afin de gérer les difficultés, si requis. Il est toutefois essentiel de comprendre que ce budget n'est pas exclusivement basé sur les prévisions et priorités économiques. En fait, un pourcentage très élevé du processus de décision budgétaire est basé sur les intérêts politiques et de partisaneries du gouvernement au

⁴⁹ L'ensemble de l'information sur la composition du gouvernement canadien de cette section provient des deux sources suivantes Canada : Gouvernement du Canada, *Le gouvernement du Canada*, accessible à : <http://canada.gc.ca/accueil.html>, , internet, accédé le 7 janvier 2011 et Canada, Gouvernement du Canada, *Le Budget de 2010 : Tracer la voie de la croissance et de l'emploi*, Ottawa, 4 mars 2010.

pouvoir afin d'assurer un maximum de support de la population et ainsi un maximum de vote en vue des prochaines élections⁵⁰.

Les années 1970 ont été particulièrement difficiles pour les gouvernements en place. En effet, le Canada, comme le reste du monde, a traversé une période de récession intense, combinée à une hausse importante des prix du pétrole. Afin de mitiger les impacts, le gouvernement canadien a appliqué des mesures fiscales importantes, par exemple, un contrôle des salaires ainsi que l'augmentation des taux d'intérêt. Malgré la mise en place de ces mesures, la situation s'est détériorée davantage en entraînant une hausse de l'inflation, du coût de la vie et de la dette fédérale. Un autre résultat direct a été l'augmentation du taux de chômage. Selon les données officielles du Ministère des Finances du Canada, la dette fédérale a augmenté graduellement entre 5% et 10% par année jusqu'à environ 1975. Par la suite, la dette s'est accrue de façon exponentielle passant à 20% par année pendant les dix années suivantes. La dette canadienne a grimpé à 100 milliards de dollars en 1981, à 200 milliards en 1985, à 300 milliards de dollars en 1988 pour finalement atteindre son niveau le plus élevé, à tout près de 565 milliards de dollars en 1997.

Grâce à des coupures dans les dépenses et des budgets positifs, l'augmentation énorme de la dette a été ainsi freinée et stabilisée. Cependant, avec l'arrivée de la crise économique des dernières années, l'augmentation des dépenses fédérales et le retour aux

⁵⁰ Hartle, Douglas G., *The expenditure budget process of the government of Canada : a public choice--rent-seeking perspective*, Canadian Tax Paper, no 81, 1988.

budgets fédéraux déficitaires ont négativement affecté le paiement de la dette ⁵¹. Le retour de ces déficits budgétaires annuels a grandement affecté les fonds disponibles au gouvernement. Dès le début des années 1980, le gouvernement a rétabli des mesures similaires afin de rétablir un niveau de dette plus acceptable et gérable. Ces mesures ont été encore une fois négativement affaiblies par l'économie surtout jumelée avec la crise économique du début des années 1990. Afin de pallier à cette autre crise économique, le gouvernement a dû appliquer une série de coupures importantes à tous les paliers du gouvernement. Le budget de la DN, qui représente une importante portion de l'enveloppe discrétionnaire du gouvernement, fût radicalement coupé. Il semble donc évident que l'économie du pays affecte aussi l'argent disponible du gouvernement pour financer un budget pour les FC.

1.4 La politique de Défense et la politique étrangère

Le gouvernement canadien publie une politique de défense lui permettant de bien situer le Canada sur la scène internationale. Depuis la publication de sa toute première politique de défense, le Canada a mis l'emphase sur le rôle de protection des FC. Ce rôle est de protéger le Canada contre toute agression, d'aider les autorités civiles à maintenir l'ordre, de favoriser la coopération avec les autres pays ainsi que de soutenir les Nations-Unies et l'OTAN⁵². L'auteur John Treddenick a clairement démontré une relation entre l'évolution de la politique de Défense et son budget dans son ouvrage de 1995 intitulé

⁵¹ Canada, Gouvernement du Canada, *Tableaux de référence financiers*, Ministère des Finances Canada, octobre 2010.

⁵² Stone, J. Craig and Binyam Solomon, *Canadian defence policy and spending*, Defence & Peace Economics 16, no. 3, June 2005, p. 151.

*'The Defence Budget'*⁵³. Il a parfaitement résumé la réalité du Canada depuis l'après-guerre. Le Canada, entre 1945 et 1947, avait adopté une politique de Défense qui prônait l'attente avant l'action. Il n'y avait donc pas d'augmentation ou de réduction de personnel combiné avec l'allocation d'un petit budget de 240 millions de dollars (c'est une représentation de la valeur d'environ deux milliards en valeur de 1992). Les menaces de l'Union Soviétique et de la Guerre froide ont ensuite changé les priorités de Défense avec la signature du traité de l'Atlantique Nord en 1949, ce qui a entraîné des augmentations de budget importantes. Cette menace du nord, le désir de jouer un plus grand rôle sur le plan international et la participation et coopération avec plusieurs alliés se reflètent dans la politique de Défense des années 1950-1960. C'est d'ailleurs en 1958 que le Canada a signé l'entente de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) avec les États-Unis.

Le Canada est un pays qui est toujours prêt à prêter assistance aux pays démunis ou dans le besoin. Par exemple, l'agence canadienne de développement international du gouvernement canadien (ACDI), créé en 1968, œuvre avec les collaborateurs du développement, les états en difficultés, les régions en crise, les pays en difficultés spécialement identifiés, les établissements et la population canadienne. Le premier ministre canadien Pierre Elliot Trudeau, en 1969, a bien exprimé cette réalité. Celui-ci indiquait à cette époque que la situation économique favorable canadienne permettait au gouvernement de prendre des engagements fermes dans la politique étrangère en haussant

⁵³ L'ensemble des idées et des faits rapportés sur l'évolution des FC dans les lignes suivant l'annonce de de l'auteur est un bref résumé et provient du texte : Treddenick, John, *The Defence Budget*, in David B. Dewitt and David Leyton-Brown, éditions Canada's International Security Policy, Scarborough, 1995, p. 428 et 429.

l'assistance au développement dans les pays concernés, où le Canada était déjà activement impliqué⁵⁴. Le mandat de l'ACDI est de soutenir l'essor international et d'être collaborateur dans la réalisation et l'application de politiques de développement au Canada et sur la scène internationale⁵⁵. En 2009, le gouvernement canadien a décidé de viser 20 pays afin de contribuer à ce développement international. Voici quelques-uns de ces pays : Éthiopie, Soudan, Colombie, Haïti, Afghanistan et le Vietnam⁵⁶. Le ministre des Affaires externes Sharp, en 1972, a proposé de varier l'économie du Canada en incluant des échanges avec l'Europe et le Japon. Cette décision s'orientait vers une diminution de dépendance avec les États-Unis⁵⁷. En 1985, le premier ministre Mulroney a fait pareil discours. En effet, le Papier Vert de son ministre des affaires étrangères indiquait : « Nos valeurs nous dirigent vers l'aide aux pauvres, les affamés et les abusés politiques⁵⁸. » Un autre exemple concret de l'engagement du Canada sur le plan international est son aide aux pays dans le besoin tel que, l'Iraq, Haïti et l'Afghanistan. En effet, cette aide était estimée en 2008 à plus de 4.4 milliards de dollars. L'assistance était dirigée directement et principalement au niveau de leurs programmes de santé et d'éducation, leur système de gouvernance et leur croissance économique⁵⁹. En reculant 50 ans en arrière, il y avait le même genre de discours avec le premier ministre Pearson

⁵⁴ Don Munton and Keating, *Internationalism and the Canadian Public*, 2001 p. 521.

⁵⁵ Canada, Agence canadienne de développement internationale, *Pays visés*, accessible à : <http://www.acdi-cida.gc.ca/acdi-cida/ACDI-CIDA.nsf/fra/accueil>; consulté le 30 avril 2011.

⁵⁶ *Ibid.*, Pays visés.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 17.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 521.

⁵⁹ Canada, *Background Note*, Background Notes on Countries of the World: Canada, 11, (2008), <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=bth&AN=35751834&site=ehost-live>.

après la signature de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE). Toutefois, puisque l'unité nationale était prioritaire à cette époque, les intérêts nationaux furent aux premières loges de la politique étrangère du Canada⁶⁰.

La description et analyse de la géographie, de la géologie, de la démographie, de l'économie, du gouvernement ainsi que de la politique de défense ont démontré que chacun de ces aspects affecte de près ou de loin ce que le gouvernement est prêt ou capable d'investir dans la Défense nationale et les FC. Le gouvernement doit affronter diverses situations et difficultés qui influencent directement la disponibilité des ressources monétaires et le financement de projets et programmes importants, tel que les FC.

Le prochain chapitre se concentrera sur les FC afin de bien démontrer l'historique, l'évolution des budgets, la participation aux différents conflits et l'opinion publique, qui a naturellement une énorme influence sur le gouvernement.

⁶⁰ Gotlieb and Institut C.D. Howe, *Romanticism and Realism in Canada's Foreign Policy*, 2004, p. 13.

CHAPITRE 2 – LA DÉFENSE NATIONALE ET LES FORCES CANADIENNES

2.1 Historique des FC, budgets et opérations

La mission des Forces canadiennes est de protéger le Canada, défendre l'Amérique du Nord en collaboration avec les États-Unis et de favoriser la paix et la sécurité dans le monde⁶¹. Près du tiers du personnel déployable s'entraîne chaque jour en vue de se préparer à être déployé sur une mission à l'étranger ou y participe déjà. Les FC fournissent d'excellents moyens militaires, et ce, que ce soit en cas de problèmes majeurs, de menaces de la sécurité nationale ou de conflits importants. De plus, les FC protègent les canadiens et la souveraineté du pays. Ils soutiennent les missions de recherche et sauvetage, assistent les autorités civiles lors de catastrophes naturelles, patrouillent et surveillent l'espace aérien et les côtes maritimes du Canada. La contribution des FC à l'étranger est une fierté pour le Canada. Ces contributions sont, par exemple, l'aide-humanitaire, les missions du maintien de la paix et la lutte contre le terrorisme. Toutes ces fonctions et tâches sont cruciales pour la sécurité, la prospérité et le développement du Canada.

Plusieurs auteurs et experts s'entendent sur le fait que la proximité des États-Unis, cette super puissance militaire mondiale, permet au gouvernement canadien de limiter

⁶¹ Canada, Gouvernement du Canada, *l'énoncé de politique internationale du Canada*, 2005, accessible à www.international.gc.ca; internet; consulté le 10 octobre 2010.

son allocation budgétaire envers les FC⁶². De plus, les canadiens croient fermement que les États-Unis protègent directement le pays.

Ce chapitre élaborera sur des données et faits se rapportant aux FC et évaluera l'historique des FC depuis 1970 à aujourd'hui. Cette période permettra de limiter et concentrer l'analyse afin de déterminer si l'économie a un réel impact sur la Défense nationale et les FC. Le tableau suivant démontre le budget total de la Défense nationale de 1968-1969. Les chiffres rapportés sont représentés et convertis en valeur et dollars de 2002. Ces données peuvent naturellement différer quelque peu selon les différentes méthodes utilisées pour évaluer et comptabiliser le budget et le convertir en dollars courants.

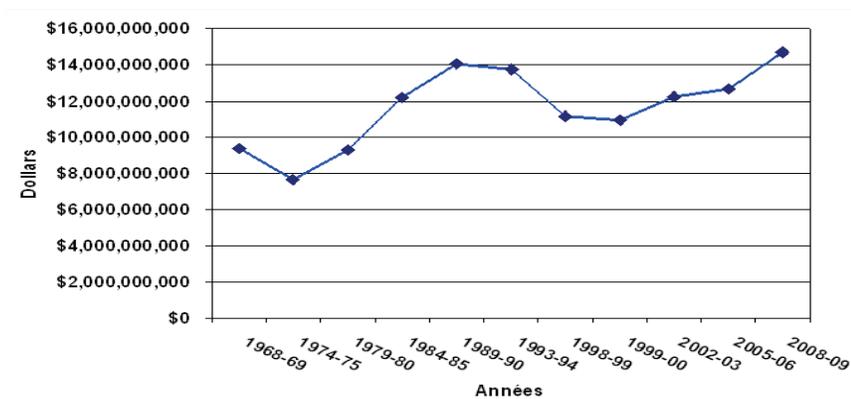


Tableau 8 : Budget historique de la Défense nationale en valeur de 2002.

Source : Équipe économique de Défense, Recherche et développement pour la défense Canada, Centre d'analyse et de recherche opérationnelle au Quartier Général de la Défense (QGDN) à Ottawa, 4 février 2011.

⁶² Solomon, Binyam, *The demand for Canadian defence expenditures*, Defence & Peace Economics 16, no. 3, June 2005.

La partie importante de l'analyse n'est pas nécessairement le montant réel, mais bien de démontrer et comprendre l'évolution et progression du budget des FC au fil des ans. Le budget de la Défense est un outil de premier ordre pour le gouvernement fédéral afin d'évoquer le modèle d'action concernant la politique en matière de Défense du Canada.⁶³ Cette politique de Défense élabore les ressources requises et disponibles et comment celles-ci devront être employées afin de rencontrer les objectifs et déployer adéquatement les capacités militaires. D'un point de vu budgétaire, les FC ont subi les répercussions des compressions budgétaires. Il est important de remarquer la réduction réelle pendant la crise économique du début des années 1970. Le budget connaît par la suite une augmentation minimale, mais constante. En effet, celui-ci est passé d'environ neuf milliards de dollars en 1980-1981 à 13.7\$ milliards en 1993-94⁶⁴. Cependant, la réalité est toute autre selon l'édition 1993-1994 du document '*Au-delà des dollars*' produit par la Défense nationale. En effet, «[...]la comparaison entre les dépenses du gouvernement fédéral pour les années 1984-1985 et 1993-1994, démontre clairement une baisse significative des dépenses contrôlables[...]le pourcentage du budget de la Défense correspond à seulement 7% des dépenses totales du gouvernement fédéral⁶⁵». Malgré

⁶³ Treddenick, John, *The Defence Budget*, in David B. Dewitt and David Leyton-Brown, éditions Canada's International Security Policy, Scarborough, 1995, p. 413.

⁶⁴ Ces données proviennent directement de l'équipe économique de Défense, Recherche et développement pour la défense Canada, Centre d'analyse et de recherche opérationnelle au Quartier Général de la Défense (QGDN) à Ottawa. M. Binyam Solomon a fourni l'historique des budgets des Fc de 1952 à 2010. De plus, M. André Deschenes, économiste en chef, Direction de Finance stratégique et Établissement des coûts QGDN à lui aussi fourni les renseignements historiques de la composition du budget des Fc en terme de personnel, Opérations et Entretien (O&M), Capital, Subventions et Contributions de 1979 à 2010 en plus de fournir le nombre de militaires de la Force régulière par année depuis 1961-1962. À moins d'indication contraire avec une note de bas de page, tous les chiffres énoncés dans ce chapitre proviennent directement de M. Solomon et Deschenes.

⁶⁵ Canada, Ministère de la Défense nationale, *Au-delà des dollars*, édition 1993-1994, Ottawa, août 1993.

une augmentation en terme de dollars et en tenant compte de l'inflation, du pouvoir d'achat et de toutes les autres composantes économiques, la DN possédait moins de budgets en 1994 qu'en 1984.

Un autre aspect majeur concerne la différence importante des dépenses gouvernementales pour la Défense en comparaison avec les secteurs de l'éducation, la santé et le remboursement de la dette publique. Les données officielles de 1993-1994 sur les dépenses consolidées du gouvernement, par habitant, démontraient que les frais par habitant, pour la Défense, avaient tout au plus doublé depuis la Deuxième Guerre mondiale. Cependant, les frais des secteurs de la santé et de l'éducation avaient augmenté par huit et sept respectivement. Finalement, les dépenses reliées au paiement de la dette avaient été multipliées par dix. Le prochain tableau démontre la répartition des dépenses publiques selon les catégories les plus importantes du gouvernement fédéral. Ce tableau représente adéquatement la proportion de la Défense, qui est stable, comparativement aux autres dépenses fédérales.

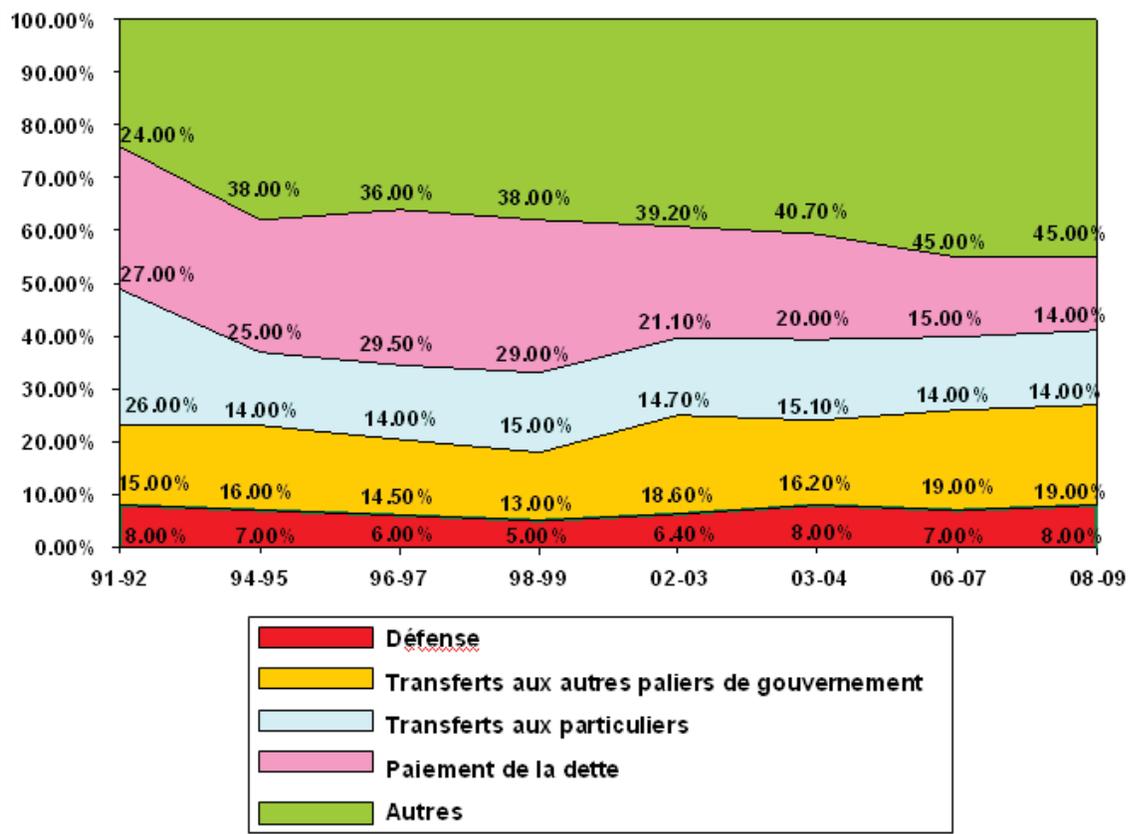


Tableau 9 : Évaluation comparative des dépenses du gouvernement fédéral.

Source : Canada, Ministère de la Défense nationale, Au-delà des dollars, éditions de 1991-1992 à 2000-2010, Ottawa.

Ce que l'on a aussi observé dans la décennie suivant la fin de la Guerre froide est une augmentation de l'insécurité internationale. De plus, la révolution dans les affaires militaires et les innovations technologiques ont apporté des besoins exponentiels pour la Défense. Le coût de la vie a aussi augmenté du point de vue de l'aviation. L'achat d'un avion de chasse CF-100 dans les années 1952 se chiffrait à 750,000 dollars. En comparaison, l'achat d'un avion de chasse CF-18 en 1980 coûtait environ 17,000,000 de dollars. Cette différence énorme représente une augmentation de plus de 2267 % alors

que le PIB n'augmentait que de 343 % pendant la même période⁶⁶. Donc par le fait même, le problème canadien se résume au fait que pendant ces années, les FC n'avaient pas suffisamment de fonds. De plus, le nombre de militaires a considérablement diminué. En effet, le tableau ci-dessous démontre cette réduction significative du nombre de militaires de la Force régulière. Ce nombre est passé de 100,000 en 1968-1969 à moins de 60,000 en 2000-2001. Cette réduction de personnel allait de pair avec le manque de fonds pour acquérir de l'équipement et des infrastructures. Ceux-ci étaient désuets, inappropriés ou tout simplement manquants. Il est clair que l'impact du manque de budget a grandement affecté les FC à cette époque. L'économie influence donc, à un certain niveau, l'argent disponible pour le gouvernement ainsi que son désir et sa capacité de financer adéquatement, ou non, les FC.

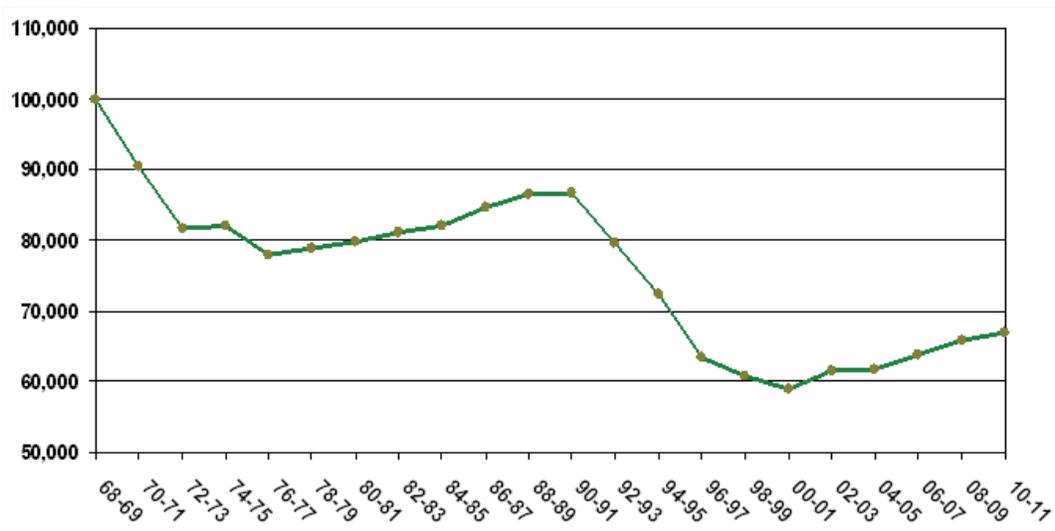


Tableau 10 : Historique du nombre de la Force régulière au Canada.

Source : Équipe économique de Défense, Recherche et développement pour la défense Canada, Centre d'analyse et de recherche opérationnelle au Quartier Général de la Défense (QGDN) à Ottawa, 4 février 2011.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 416.

Tel que brièvement illustré dans l'introduction, même si le Canada jouit d'une situation paisible, l'instabilité mondiale, l'existence des groupes terroristes et la menace constante sur le monde exigent que le pays soit prêt à se protéger et se défendre. Pour ce faire, le Canada peut compter sur les FC et les pays alliés. La Défense nationale et les FC jouent un rôle de premier plan dans la défense du Canada, de sa population, son territoire et sa souveraineté. Cependant, il faut souligner l'importante énorme contribution des FC à des événements et des opérations domestiques pour remarquer que le niveau budgétaire des FC n'a pas eu d'influence directe sur sa capacité de remplir sa mission. En effet, même si le gouvernement n'a pas fourni aux FC les budgets jugés nécessaires pour financer les opérations, les FC se sont acquittés de leurs tâches avec professionnalisme, expertise et de façon remarquable, sauvant ainsi de nombreuses vies et offrant une sécurité exceptionnelle à la population.

2.2 L'opinion publique canadienne

L'opinion publique joue un rôle de premier ordre pour le gouvernement canadien. En effet, le gouvernement au pouvoir doit tenir compte des promesses électorales apportées lors des élections. De plus, le gouvernement doit considérer ce que la majorité de la population désire en terme de programmes sociaux et autres fonctions importantes. Le fait que le budget du ministre de la Défense et par conséquent les FC, soit de seulement 1.1% du PIB est l'exemple parfait du principe de l'opinion publique. En effet, la réalité est simple. le Canada est un pays paisible, sécuritaire et où la majorité de la

population croit que les États-Unis aideront le Canada à se défendre en cas de conflits ou guerres. Par conséquent, l'idée d'avoir à dépenser plus largement pour les FC ne vient pas spontanément à la tête des canadiens.

Selon un sondage effectué par Baker en 2002 suite aux attentats du 11 septembre 2001, les canadiens voyaient un besoin plus élevé d'assurer leur sécurité, leur défense et par le fait même d'augmenter le budget de la Défense. Cependant, ce besoin de sécurité demeure constamment inférieur aux autres programmes gouvernementaux. Par conséquent, la volonté, la détermination et le besoin d'augmenter le budget de la Défense se situent toujours au dernier rang en comparaison de la nécessité d'augmenter les budgets des services de la santé et de l'économie⁶⁷. Ce même sondage ajoutait que les sondages précédents ont constamment démontré la même philosophie. La santé, l'économie, l'éducation et les autres programmes sociaux ont toujours été prioritaires pour la population, avant la nécessité d'accroître leur sécurité et de financer davantage les FC, et ce, malgré l'image favorable des militaires sur les gens.

Il y a un même constat suite à la révision effectuée en 2002 par le Directeur Steven Staples de l'Institut Polaris d'Ottawa concernant le projet portant sur les dépenses des FC⁶⁸. En effet, selon l'étude réalisée, il a été déterminé que le budget des FC ne devait pas être accru, car un accroissement du budget n'augmenterait pas le niveau de

⁶⁷ Solomon, Binyam, *The demand for Canadian defence expenditures*, Defence & Peace Economics 16, no. 3, June 2005, p. 178.

⁶⁸ Staples, Steven, *Breaking rank: a citizens' review of Canada's military spending*, Polaris Institute, Canada, 2002, p. 1.

sécurité des canadiens. Selon lui, les FC ont déjà gaspillé beaucoup trop d'argent en achats inutiles, par exemple, les sous-marins britanniques désuets et incapables de supporter la mission de la Défense. Il n'y a que 7% de la population qui croit que la priorité devrait aller à la Défense contre 41% de ceux qui croient que la priorité devrait aller au système de santé⁶⁹.

C'est pratiquement le même point de vue entre 2007 et 2010 selon les études de monsieur Darrell Bricker de l'*Ipsos Public Affairs Worldwide*. En effet, malgré une augmentation remarquable de satisfaction de la population envers le travail et le sacrifice des militaires des FC, les canadiens demeurent convaincus que la priorité du Canada est l'économie⁷⁰. La satisfaction des canadiens est en effet de plus de 75% sur le travail effectué par les FC. Cependant, 50% de la population croit que les FC devraient retourner vers des missions de paix et se tenir loin des missions de combat⁷¹.

En résumé, il est clair que les FC ont évolué rapidement au fil des ans et que le nombre de militaires a connu une baisse significative. Les coupures budgétaires et en personnel ont créé une blessure profonde qui est toujours visible en 2010. Malgré certaines augmentations des budgets, l'argent réel disponible par rapport au coût de la vie et les tâches accrues n'a fait que détériorer la situation de la capacité opérationnelle de la Défense. Les auteurs et économistes Craig Stone et Binyam Solomon indiquaient

⁶⁹ *Ibid.*, p. 6.

⁷⁰ Bricker, Darrell, *The CF Will Be Impacted by a Strong Wave of Change*, presentation prepared for Chief Land Staff, IPSOS, Ottawa, 11 January 2011, p. 55.

⁷¹ Bricker, Darrell, *The CF Will Be Impacted by a Strong Wave of Change*, presentation prepared for Chief Land Staff, IPSOS, Ottawa, 11 January 2011, p. 47.

parfaitement la réalité de la politique de Défense du gouvernement canadien dans leur article '*Canadian Defence Policy and Spending de 2005*'. En effet, ceux-ci étaient d'avis que le budget de la Défense ne peut être augmenté significativement malgré que le gouvernement fédéral possède une certaine souplesse pour le faire. En réalité, selon l'histoire et la réalité des pressions internes et de la population, les chances qu'un gouvernement augmente le budget à un niveau plus élevé que l'inflation étaient hautement improbables. Cette réalité est d'autant plus vraie quand le gouvernement doit choisir entre financer la santé et l'éducation ou les autres programmes comme la Défense. Les gouvernements ont donc financé la Défense et les FC en fonction de ce qu'ils pensaient pouvoir se permettre, mais en ne tenant pas compte de la politique de Défense et aux besoins des FC⁷². Cependant, il semble que malgré toutes les preuves appuyant ces lignes de pensées, le passé n'est pas garant de l'avenir. Au contraire, le gouvernement conservateur a prouvé à tous que la volonté d'agir peut aussi être jumelée avec les besoins réels des FC et des fonctions essentielles qui supportent la Défense du Canada. En effet, le premier ministre Stephen Harper à son entrée au pouvoir en 2006 a annoncé : «Le présent gouvernement a pris le pouvoir et l'engagement ferme de défendre le Canada[...]nous devons assurer la sécurité de nos concitoyens, défendre notre souveraineté[...]il est donc essentiel de rebâtir les Forces canadiennes en un appareil militaire moderne, de premiers ordres. »⁷³ Par conséquent, le gouvernement annonçait un plan d'investissement stratégique de la Défense inattendue, basé sur une période de 20

⁷² Stone, J. Craig and Binyam Solomon, *Canadian defence policy and spending*, Defence & Peace Economics 16, no. 3, June 2005.

⁷³ Canada, Department of National Defence, *Stratégie de Défense: le Canada d'abord*, Ottawa, Department of National Defence, 2008, p. 1.

ans, en augmentant le budget du Ministère de la Défense de 5.3 milliards de dollars de 2008 pour cinq ans. De plus, il annonçait l'augmentation du montant alloué à la Défense de 1,5% à 2% à partir de 2011 à 2012. Ce plan porterait donc le budget total des FC de 18 milliards en 2008 à plus de 30 milliards en 2027-2028⁷⁴.

De plus, l'opinion publique considère que les accomplissements des FC au pays et à l'étranger sont très importants. La population est en général très satisfaite du sacrifice et du travail fait par les militaires et regarde le professionnalisme et l'expertise favorable à la sécurité du pays. Cependant, les gens ne désirent pas voir le budget de la Défense augmenté avant que ceux de la santé, de l'éducation et de l'économie le soient aussi, en priorité.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 4.

CHAPITRE 3 – STRATÉGIE DE DÉFENSE CANADIENNE

3.1 Stratégie de Défense 2020

L'analyse et les arguments apportés aux chapitres précédents de ce mémoire ont démontré qu'il existe plusieurs facteurs influençant le gouvernement canadien sur la quantité d'argent disponible et sur l'allocation du budget fédéral. Le gouvernement fédéral possède une certaine flexibilité en ce qui a trait aux différents programmes qu'il désire financer. Cependant, d'un côté non discrétionnaire, il serait difficile et complexe de modifier les paiements ou argents distribués et alloués aux programmes tels que l'assurance emploi, la péréquation des provinces, la pension de retraite et les subventions aux chemins de fer. D'un autre côté, le gouvernement fédéral dispose d'une certaine flexibilité dans les dépenses discrétionnaires comme les dépenses en infrastructure, les contributions aux soins de santé, à l'éducation et au budget de la Défense⁷⁵. La partie discrétionnaire de ce budget étant minime, les FC doivent souvent s'acquitter de plusieurs tâches et responsabilités avec des budgets limités. Naturellement, tous les pays du monde font face à cette problématique, mais à des degrés différents. De plus, tous les pays doivent affronter des défis de taille afin de s'assurer qu'ils demeurent sécuritaires pour leur population, économiquement stable et prospère⁷⁶. Depuis des décennies, le Canada essaie de déterminer ce qu'il peut s'offrir comme force militaire. Cette force doit poursuivre ses objectifs et sa mission et effectuer ce pour quoi elle existe et aussi être en

⁷⁵ Hartle, Douglas G., *The expenditure budget process of the government of Canada : a public choice--rent-seeking perspective*, Canadian Tax Paper, no 81, 1988, p. 146.

⁷⁶ Stone, J. Craig, *Planning Defence budget allocations for Canada's Strategy 2020*, Defence & Peace Economics 16, no. 3, June 2005, p. 223.

mesure d'affronter les défis futurs. Depuis les événements terroristes de 2001, cette nécessité de devoir affronter les menaces connues et inconnues est encore plus importante et difficile. Cette difficulté se veut encore plus critique étant donné les coupures budgétaires drastiques que les FC ont connues au début des années 1990⁷⁷. En effet, le comité du Sénat sur la sécurité nationale et la Défense indiquait dans son rapport de 2002 intitulé '*Sécurité canadienne et préparation militaire*', que le budget des FC avaient été réduit par environ 30% entre 1988 et 2000, passant ainsi de 12 milliards de dollars en 1993-1994 à environ dix milliards de dollars en 1998-1999⁷⁸. Ce même rapport ajoutait qu'en plus d'avoir coupé significativement le budget des Forces canadiennes, le gouvernement a déployé plus de troupes dans le cadre de missions opérationnelles, autant lors d'opérations domestiques qu'expéditionnaires. «Les FC se sont déployées, en dehors du pays, plus de 70 fois entre 1989 et 2002⁷⁹». Malgré tout, les FC ont continué à soutenir le pays de façon remarquable, tout en s'acquittant de toutes les tâches, missions et responsabilités lui étant assignées. Cependant, toutes ces coupures et déploiements additionnels des dernières années ont grandement affecté la capacité militaire à tous les niveaux. Par exemple, le tempo opérationnel élevé a eu un impact négatif sur le personnel et sur leur santé physique et psychologique. Cet impact s'est aussi reflété sur le plan familial des militaires. De plus, l'entraînement nécessaire à la préparation au déploiement et opération diverses était extrêmement exigeant afin de préparer la quantité requise de militaires pour supporter toutes les missions. Un autre exemple de l'effet

⁷⁷ *Ibid*, p. 223.

⁷⁸ Canada, The Senate, Canadian Security and Military Preparedness, report of the Standing Senate Committee on National Security and Defence, the Honourable Colin Kenny, Chair, Ottawa, 2002.

⁷⁹ Stone, J. Craig, *Planning Defence budget allocations for Canada's Strategy 2020*, Defence & Peace Economics 16, no. 3, June 2005, p. 223 (traduction libre).

néfaste du niveau élevé du tempo opérationnel est sans contredit la dégradation et le ralentissement de l'entretien de l'équipement et infrastructure à tous les niveaux des FC et dans les trois éléments, soit l'aviation, l'armée et la marine⁸⁰.

Afin de contrer l'effet néfaste des circonstances entourant les coupures budgétaires et l'augmentation considérable du rythme opérationnel, les FC ont élaboré une stratégie en 1999 permettant de planifier les objectifs organisationnels à atteindre d'ici 2020 afin de continuer d'être une institution exceptionnelle, efficace et adéquate. Cette stratégie est purement militaire. D'ailleurs, le gouvernement fédéral n'a pas eu à approuver ou entériner ce document. Par conséquent, les FC continueront à être confinées à l'intérieur des budgets alloués par le gouvernement fédéral et ainsi ne seront pas en mesure de compléter parfaitement la stratégie 2020 telle que prévu. «La stratégie 2020 identifie les défis et opportunités auxquels la Défense nationale et les Forces canadiennes feront face pendant qu'ils s'adapteront aux changements dans un monde complexe et imprévisible, évoluant rapidement⁸¹».

Cette stratégie a pour but de bien situer les FC dans le futur et contient huit stratégies et objectifs. Ces objectifs définissent comment les FC devront évoluer et s'équiper et quelles capacités les FC auront besoin d'ici 2020. Les objectifs de la stratégie 2020 étaient les suivants: «une voie novatrice, des chefs déterminés, la

⁸⁰ *Ibid*, p. 224.

⁸¹ Canada, Department of National Defence, *Shaping the Future of Canadian Defence: A Strategy For 2020*, Ottawa, Department of National Defence, 1999, introduction (traduction libre).

modernisation, des forces déployables dans le monde entier, des forces interopérables, une carrière de choix, des partenariats stratégiques et la gestion des ressources⁸².» Tel qu'indiqué précédemment, le manque de support financier du gouvernement fédéral affectera directement cette stratégie, car celle-ci nécessite des investissements majeurs à tous les niveaux du Département. Ces stratégies et objectifs continuent d'être directement liés à la mission de la Défense, qui est de défendre le Canada et les valeurs et intérêts canadiens tout en contribuant à la sécurité et à la paix internationales⁸³. Cette stratégie, qui a plus d'une dizaine d'années, évaluait l'état futur du monde, les conflits potentiels, les acteurs principaux, les Forces militaires en puissance, le plan économique canadien et l'organisation nécessaire pour affronter les menaces, les dangers et les catastrophes de demain. Cette stratégie 2020 et ses objectifs servent d'ébauche initiale de la vision à long terme nécessitant des modifications, des améliorations et des ajustements fréquents de la part des FC, basés sur les plans et décisions du gouvernement fédéral. Tel que discuté précédemment, le gouvernement fédéral doit prendre des décisions difficiles concernant la contribution financière considérée adéquate pour l'établissement de la stratégie 2020.

3.2 Stratégie de défense – le Canada d'abord

Tel qu'exprimé précédemment, le Canada est un pays à faible densité de population en comparaison à plusieurs autres pays de la planète. Il n'a qu'un seul pays

⁸² *Ibid*, p. 11.

⁸³ *Ibid*, p. 2.

voisin qui partage sa frontière terrestre. Les autres pays entourant le Canada sont séparés par les océans Pacifique, Atlantique et Arctique. Il est donc essentiel pour le Canada qu'il puisse préserver et défendre sa souveraineté et protéger ses habitants des menaces possibles qui pourraient peser sur le pays. Ces menaces peuvent venir autant de la guerre, de terroristes ou de catastrophes naturelles comme les tremblements de terre, les inondations et les tempêtes. Le gouvernement et la population canadienne peuvent donc compter sur les FC pour accomplir sa mission et aider les autres agences canadiennes et ministères mandatés d'exécuter certaines de leurs propres fonctions.

Malgré le fait que le gouvernement canadien a toujours inclus la DN et les FC dans ses priorités, le budget alloué pour ce ministère ne rencontre pas les besoins financiers liés à la protection des canadiens. Un fait qui a été indiqué au premier chapitre est naturellement la proximité des alliés américains. Le Canada a toujours compté sur ses voisins du sud pour l'aider à protéger son territoire et sa population. De plus, comme indiqué au chapitre un, le gouvernement a dû faire des coupures budgétaires drastiques aux FC afin de contrer les diverses crises économiques et de poursuivre le financement des autres programmes non-discrétionnaires et discrétionnaires tels que la santé et l'éducation. Depuis 2006 cependant, le gouvernement a pris un engagement fixe de défendre le Canada. Le très honorable Premier ministre Stephen Harper publiait justement la stratégie *Le Canada d'abord*, en 2008. Cette stratégie approuvée et lancée par le gouvernement permet ainsi de solidifier l'effort des FC et la Stratégie 2020 analysée et élaborée plus tôt. Cet engagement gouvernemental indique aux dirigeants des FC que le Canada soutient entièrement un plan d'investissement stratégique à long terme.

Ces investissements permettraient ainsi à la DN de s'organiser, de planifier et d'exécuter les tâches nécessaires et besoins futurs.

Le premier ministre exposait en 2008 la réalité suivante : «[...]nous devons assurer la sécurité de nos concitoyens, défendre notre souveraineté et faire en sorte que le Canada regagne, sur la scène internationale, sa crédibilité et son influence[...]il est essentiel de rebâtir les FC en un appareil militaire moderne, de premier ordre⁸⁴.» La stratégie '*Le Canada d'abord*' prévoit donc un financement accru à long terme permettant d'assurer la protection budgétaire nécessaire aux FC, leur donnant ainsi une flexibilité accrue et un pouvoir d'investissement nécessaire afin de poursuivre leur mission. Cette mission se résume en une sécurité accrue pour la population canadienne. Cette stratégie permet aussi des retombées financières remarquables pour le pays, en plus de garder sa place comme partenaire important avec certains pays étrangers. Le ministre de la Défense nationale, l'honorable Peter MacKay, ajoutait : «[...]l'appui des FC[...]en matière de sécurité nationale et de politique étrangère[...]de servir avec excellence au pays, d'être un partenaire fort et fiable en matière de défense de l'Amérique du Nord et de faire preuve de leadership à l'étranger⁸⁵». Cette stratégie s'avère donc critique et importante pour les canadiens et les FC. Malgré le fait que le Canada demeure un pays sécuritaire et paisible, et ce, depuis des décennies, il est clair que le Canada et le reste du monde font face à un monde instable, vulnérable et imprévisible. Le pays doit être prêt à se défendre contre les menaces asymétriques. Les événements du 11 septembre 2001

⁸⁴ Canada, Department of National Defence, *Stratégie de Défense: le Canada d'abord*, Ottawa, Department of National Defence, 2008, message du premier ministre, p. 1.

⁸⁵ *Ibid*, message du Ministre de la Défense nationale, p. 2.

sont l'exemple incontestable du fait que même le Canada n'est pas à l'abri des menaces présentes d'attaques terroristes ou de groupes d'extrémistes pouvant mettre en danger la sécurité et la vie des canadiens dans leur propre pays.

La stratégie '*Le Canada d'abord*' prévoit des investissements importants dans les FC. Ces investissements seront introduits dans les quatre piliers des FC que regroupent le personnel, l'équipement, l'entraînement et l'infrastructure. Certains de ces investissements annoncés se sont matérialisés avec des succès mesurables et importants. En effet, l'achat et l'utilisation des quatre avions C-17 Globemaster ajoutent une capacité opérationnelle sans égal dans la poursuite des efforts en Afghanistan et l'aide humanitaire tout autour de la planète. De plus, l'achat des nouveaux hélicoptères de type Chinook CH-47F a permis de sauver d'importantes vies humaines dans le conflit contre les insurgés en Afghanistan. Ce plan d'investissement prévoit aussi, par exemple, l'acquisition de trois navires de ravitaillement, des milliers de camions, des chars Leopard 2, des navires de patrouille extracôtiers, des avions de patrouille maritime, des nouveaux avions de chasse ainsi que l'augmentation du nombre de militaires de la Force régulière et de la Réserve à 70,000 et 30,000 respectivement⁸⁶. Ces investissements en personnel et en équipement est un élément essentiel pour le Canada à fournir les outils nécessaires aux FC afin qu'ils puissent remplir leur mission de défendre le pays, d'assurer la sécurité de la population et de protéger ses intérêts dans le monde.

⁸⁶ *Ibid.*, message du Ministre de la Défense nationale, p. 4.

En résumé, la politique du gouvernement mise en œuvre en 2008 afin de renforcer et équiper les FC peut être expressément et facilement résumée par cette citation du

Ministre MacKay :

[...] La Stratégie de défense Le Canada d'abord représente un jalon important. Le Canada respecte l'engagement du gouvernement à accroître la sécurité des canadiens et donne aux militaires le soutien à long terme dont ils ont tant besoin, aujourd'hui et pour l'avenir, et qu'ils méritent tant⁸⁷.

Le ministre de la Défense a indiqué, en 2009, l'importance des FC dans la protection du pays. Cette protection peut se résumer et se définir avec les missions de recherche et sauvetage au pays, les patrouilles aériennes afin de contrôler l'espace aérien de l'Amérique du nord et les missions d'aides aux autorités civiles lors de catastrophes naturelles ou d'événements d'envergure internationale. De plus, il y a les missions expéditionnaires à l'étranger avec l'OTAN, les Nations-Unies et autres missions humanitaires. Ce plan d'envergure fournira une augmentation du budget de la Défense qui passera d'environ 18 milliards de dollars en 2008-2009 à plus de 30 milliards de dollars dans vingt ans. Ces fonds additionnels seront investis directement dans les quatre piliers des FC tels qu'énumérés précédemment⁸⁸. Ce qui est intéressant de constater est l'importance accordée par le gouvernement sur les conséquences positives de ces investissements sur l'ensemble de l'économie canadienne. En effet, selon la politique de la stratégie de Défense 2020, ces argents supplémentaires permettront aux compagnies

⁸⁷ *Ibid.*, message du Ministre de la Défense nationale, p. 2.

⁸⁸ MacKay, Peter Gordon, *Changing Times and an Evolving Canadian Forces*, Military Technology, no. 5, May 2009, p.58.

canadiennes de profiter de contrats afin de développer des produits et services nécessaires à l'implantation des projets annoncés⁸⁹.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 60.

CHAPITRE 4 – L’AUSTRALIE

Ce quatrième et dernier chapitre analyse l’Australie et renforce les arguments de la thèse élaborée. La ressemblance à plusieurs égards avec le Canada et les différences majeures à bien d’autres égards seront élaborées et comparées. La comparaison entre l’Australie et le Canada est basée sur la même approche de travail historique, démographique, gouvernementale et finalement sur la Défense australienne (FA). Cette dernière partie apportera quelques ressemblances intéressantes en comparaison avec le Canada. De plus, l’analyse fournira des antagonismes à propos de la population et du pourcentage de PIB sur la Défense, qui permettent de produire une analyse captivante. Ce qui sera intéressant de comparer est l’importance de l’économie sur les effets sur la Défense australienne et s’il y a aussi bien d’autres facteurs qui l’influencent.

Du côté historique, les premiers habitants aborigènes d’Australie sont arrivés plus de quarante mille ans avant que le premier européen descende sur le continent⁹⁰. Les hollandais débarquèrent dans le golf de Carpentaria en 1606 et nommèrent ce territoire ‘New Holland’. C’est seulement en 1770 que le premier européen arrive avec le Capt James Cook comme chef et Ambassadeur. Il prend donc le continent au nom de la Grande-Bretagne. C’est en 1901 que les six Colonies furent créées en Confédération et

⁹⁰ L’ensemble des faits, données et informations rapportés et décrits dans cette partie 4.1.1 proviennent principalement des documents suivants : Central Intelligence Agency, *The World Fact Book – Australia*, accessible à : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/as.html>, internet; consulté le 2 février 2011 et Australia, Australia Bureau of Statistics, *2009-10 Year Book Australia*, Brian Pink, Number 91.

l'Australie en tant que Dominion de l'Empire britannique, était ainsi constituée. Depuis cette époque, l'Australie peut compter sur un système politique libre et stable.

4.1 La situation géographique et la dimension démographique

Situation géographique⁹¹

L'Australie se situe en Océanie sur le plateau Indo-Australien. Le pays est entouré par les océans Pacifique et Indien et séparé du continent de l'Asie par les mers Arafura et Timor. En terme de superficie, l'Australie est le plus petit continent du monde. La figure suivante représente le continent australien.



Figure 4 : Continent australien

Source : Maps of World.Com, accessible à : <http://fr.mapsofworld.com/australia-political-map.htm>, internet, consulté le 6 mars 2011.

Le facteur géographique, plus particulièrement en terme de superficie du pays, est définitivement une différence importante avec le Canada. Cette particularité australienne

⁹¹ L'information de la partie 4.1.1 a été puisée directement de la référence suivante: Australia, Australia Bureau of Statistics, *2009-10 Year Book Australia*, Brian Pink, Number 91.

sera élaborée un peu plus dans les prochaines parties, tout particulièrement en ce qui concerne la Défense du pays et l'économie. En terme de superficie totale (incluant le territoire complet, terre et eau, le pays est situé au sixième rang mondial avec une étendue totale de plus de 7.74 millions de km², dont 7.68 millions de km² en territoire (incluant les Îles appartenant au pays) et 58.92 milliers de km² en lacs et rivières. En terme de superficie terrestre, l'Australie est de la même grandeur que les États-Unis, sauf l'Alaska. L'Australie ne possède aucun pays adjacent d'un point de vue terrestre. Le pays possède seulement 25.8 mille de kilomètres de côtes comparativement à plus de 202 mille kilomètres pour le Canada et compte plus de 12 000 îles.

L'Australie est le continent le plus plat de la planète. Le point le plus haut est le mont Kosciuszko à 2,229 mètres et le point le plus bas est le lac Eyre à 15 mètres sous le niveau des océans. L'Est australien est constitué de collines et de terres cultivables. La partie centrale est plutôt formée de prairies incluant les plaines de 'New South Wales, Einasleigh, Barkly et Mulga Lands'. Finalement, le territoire nord comprend la forêt tropicale humide. Les experts réfèrent souvent à l'Australie comme 'outback'. En effet, l'Australie est le continent le plus sec après l'Antarctique. Près des trois quarts des terres australiennes comportent des terres semi-arides ou désertiques. Le climat australien est directement affecté par les courants océaniques, incluant les longues périodes de sécheresse, les cyclones et les inondations. Le continent dépend totalement des précipitations afin de subvenir aux besoins en eau potable. La création de réservoir d'eau artificiel est essentielle afin de conserver un niveau d'eau adéquat pour la population.

L'Australie comporte plus de 815,000 kilomètres de route, dont un peu moins de la moitié sont asphaltées, les plaçant neuvièmes au monde, tout près du Canada au sixième rang. Il y a environ 3925 kilomètres de route entre la ville de Sydney à l'est jusqu'à la ville de Perth complètement à l'ouest du continent. Ceci représente un peu plus de la moitié de la distance est-ouest du Canada. L'Australie compte aussi sur un excellent réseau ferroviaire avec tout près de 38000 kilomètres de chemins de fer, les plaçant au septième rang mondial, encore une fois tout près du Canada au cinquième rang. Finalement, le pays compte 465 aéroports offrant d'excellentes opportunités de déplacement partout au pays et ailleurs dans le monde.

Dimension démographique

Selon le livre annuel de l'Australie 2009-2010, le pays comptait tout près de 22 millions d'habitants⁹². Le pays est donc au 54^e rang mondial en comparaison avec le Canada qui se trouve au 36^e rang. Ceci représente environ une densité de 2,8 personnes au km², au 225^e rang mondial. La population de l'Australie s'accroît à un rythme extrêmement bas avec une estimation d'environ 0.8% en 2010, soit au 138^e rang mondial. Le prochain tableau démontre le pourcentage de croissance de la population australienne depuis 1968.

⁹² L'ensemble des données et faits démographiques de la section 4.1.2 provient de la référence suivante: Australia, Australia Bureau of Statistics, *2009-10 Year Book Australia*, Brian Pink, Number 91.



Données

1967 1.26	1976 1	1985 1.37	1993 0.98	2001 1.35
1968 1.76	1977 1.13	1986 1.64	1994 1.06	2002 1.22
1969 2.09	1978 1.16	1987 1.52	1995 1.21	2003 1.23
1970 1.97	1979 1.08	1988 1.64	1996 1.31	2004 1.16
1971 3.38	1980 1.22	1989 1.69	1997 1.12	2005 1.32
1972 1.84	1981 1.59	1990 1.48	1998 1.04	2006 1.48
1973 1.53	1982 1.67	1991 1.27	1999 1.14	2007 1.79
1974 2.53	1983 1.25	1992 1.21	2000 1.19	2008 1.69
1975 1.23	1984 1.13			

Tableau 11 : Données historiques du pourcentage de la croissance de la population australienne.

Source : Australia, Australia Bureau of Statistics, *Population Projections 2006 to 2101*, Australia, 4 September 2008.

Il y a une augmentation très limitée de la population en comparaison avec le Canada. Cependant, les dernières années sont tout de même constantes et au-dessus du 1%. Selon le bureau de statistique de l'Australie, la projection de l'augmentation de la population pourrait être entre 31 millions et 42 millions d'ici 2056 (jusqu'à 20 millions de plus) et entre 34 millions et 62 millions d'ici 2101⁹³. En comparaison, le Canada prévoit une augmentation de seulement huit millions d'habitants d'ici 2050. En 2009, la

⁹³ Australia, Australia Bureau of Statistics, *Population Projections 2006 to 2101*, Australia, 4 September 2008, p.4.

population de l'Australie était divisée ainsi : 19% de personnes âgées de 14 ans et moins, 68% âgés entre 15 et 64 ans et 13% âgés de plus de 65 ans. Tout comme le Canada, la population australienne vieillit et la structure d'âge se déplace aussi vers la droite. En effet, cette réalité est la conséquence d'une réduction du taux de natalité jumelée à une augmentation de l'espérance de vie. L'âge moyen de 2007 était environ 36.8 ans et selon le bureau de statistique australienne, l'âge moyen pourrait changer considérablement et se situer entre 41.9 ans et 45.2 ans d'ici 2056. Par exemple, la population âgée de moins de 15 ans diminuerait à 15% d'ici 2056. A l'opposé, il y avait plus de 344 000 personnes âgées de plus de 85 ans en 2007 représentant environ 1.6% de la population totale. Les experts évaluent que le taux pourrait grimper rapidement d'ici 2056 pour passer jusqu'à 7.3% pour ce même groupe d'âge.⁹⁴

Il est donc évident que, comme le Canada, l'Australie représente un immense pays à défendre avec une population relativement petite pour la grandeur du pays et qui vieillit rapidement. Cependant, le nombre d'habitants grimpe de façon plus significative, ce qui pourrait réduire les effets et permettre au pays de compter sur une main-d'œuvre présente et relativement mûre, mais en quantité importante. La prochaine section analysera l'économie brièvement dans son ensemble afin d'évaluer la capacité de l'Australie à financer les Forces australiennes.

⁹⁴ *Ibid.*, p 5.

4.2 L'économie

L'Australie produit son électricité qui provient principalement des centrales à charbon. Les centrales hydro-électriques ne représentent que 8.35% de l'apport total en énergie électrique du pays. L'exploration et l'exploitation minière sont très importantes en Australie. En effet, le secteur minéral est le secteur économique le plus important du pays représentant plus de 6.5% de du PIB et plus de 60% du revenu d'exportations⁹⁵. En fait, l'Australie est le troisième pays au monde producteur de minéraux et métaux et plus de 80% de ses produits miniers sont exportés. L'Australie produit entre autres, de l'alumine, de la bauxite, des diamants, des saphirs, du zinc, du plomb, de l'or, du fer, de l'uranium, de l'aluminium, de l'argent et du sel⁹⁶. L'Australie produit aussi tout près de 80% de ses besoins en pétrole. De plus, l'Australie peut compter sur des puits importants de gaz naturel, d'uranium et de charbon, ressources exportées à l'étranger. L'Australie est le premier exportateur de charbon dans le monde dont la majorité est vendue au Japon et dans d'autres pays asiatiques. Tout comme le Canada, l'Australie doit négocier les bienfaits de la terre, les territoires et les développements du sol avec les différents groupes Autochtones. Ceux-ci défendent leurs terres ancestrales et déplorent l'exploitation du sol sur leurs terres sacrées.

Du point de vue manufacturier, l'Australie s'est développée davantage depuis 1950, générant ainsi des milliers d'emplois. Les industries australiennes produisent, entre

⁹⁵ Central Intelligence Agency, *The World Fact Book – Australia*, accessible à : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/as.html>, internet; consulté le 2 février 2011.

⁹⁶ Australia, Australia Bureau of Statistics, *2009-10 Year Book Australia*, Brian Pink, Number 91.

autres, des produits chimiques, de la machinerie industrielle, des équipements pour le transport, des produits alimentaires et des équipements métalliques. Tout près de 25% de la main-d'œuvre est employée dans le secteur industriel⁹⁷. Le secteur des produits et services est le plus important du pays produisant plus de 69.2% du PIB, et employant plus de 73% de la population active.

Un fait intéressant est l'aspect touristique de l'Australie. En effet, le tourisme était la plus grande ressource économique du pays à la fin du 20e siècle dépassant la production de charbon, rapportant plus de neuf milliards de dollars (US) et représentant une augmentation de plus de 73% depuis 1993⁹⁸.

En résumé, la croissance du PIB de l'Australie a connu aussi de grandes variations au cours des dernières décennies. Le PIB a chuté significativement depuis 2007, tel que démontré dans le tableau 12 ci-dessous, affectant négativement le pays. L'Australie est au 106^e rang mondial en terme de croissance de son PIB comparativement au Canada qui se trouve plus loin au 126^e rang mondial. Cependant, selon les données de 2010, la dette publique de l'Australie ne correspond qu'à 22.4% de leur PIB, soit au 107^e rang mondial. En comparaison, la dette publique canadienne représente plus de 82.9% de son PIB, soit le 16^e rang mondial⁹⁹. Cette énorme différence donne une plus grande flexibilité au gouvernement australien dans la prise de décision budgétaire.

⁹⁷ Australia, Australia Bureau of Statistics, *2009-10 Year Book Australia*, Brian Pink, Number 91.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 118.

⁹⁹ Central Intelligence Agency, *The World Fact Book – Australia*, accessible à : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/as.html>, internet; consulté le 2 février 2011, p. 6.

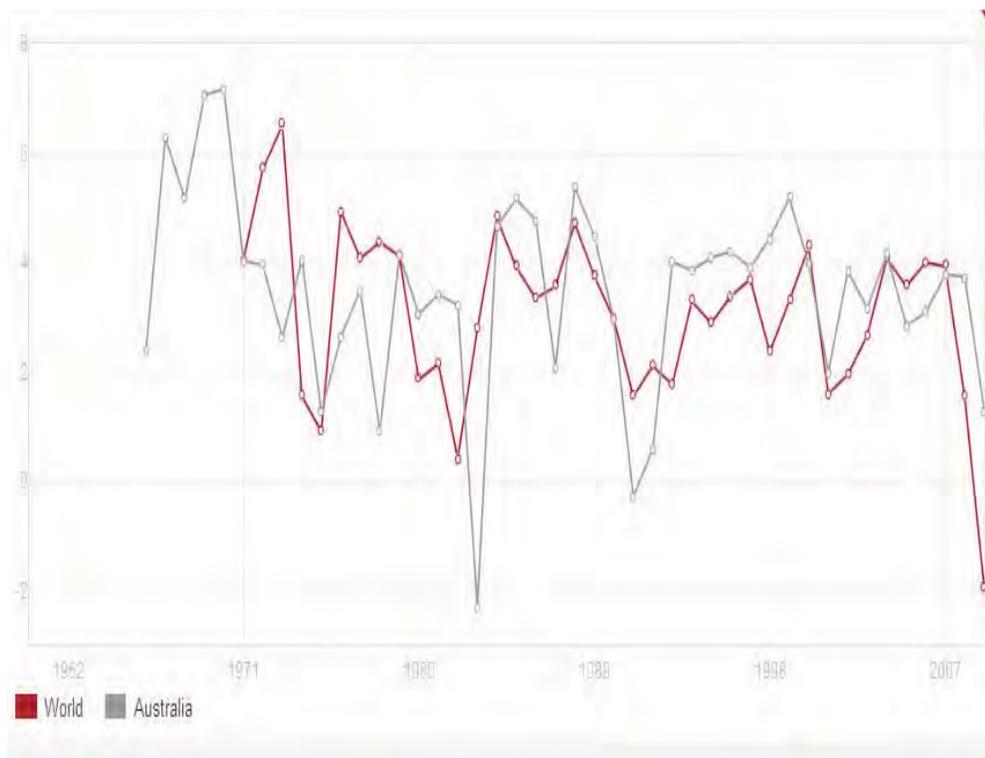


Tableau 12 : Croissance annuelle (en %) du PIB

Source : World Bank, World Indicators, accessible à : www.data.worldbank.org, internet, consulté 15 février 2011.¹⁰⁰

4.3 Le gouvernement¹⁰¹

L'Australie est une démocratie constitutionnelle dont les pouvoirs fédéraux sont divisés entre le Commonwealth, l'État, les territoires et les différents niveaux des

¹⁰⁰ La valeur de la croissance annuelle du PIB est au prix du marché basé sur une monnaie courante constante. Les agglomérats sont basés sur une valeur constante du dollars américain en 2000. Le total brut des producteurs dans l'économie, plus toutes taxes ajoutées, moins toutes subventions non incluses dans les produits forment le PIB du tableau. Les valeurs ne tiennent pas compte de la dépréciation ou dégradation des biens produits.

¹⁰¹ L'ensemble des faits et données gouvernementales provient de la référence suivante: Australia, Australia Bureau of Statistics, *2009-10 Year Book Australia*, Brian Pink, Number 91 (traduction libre), p. 134 à 140.

gouvernements locaux. Seule une majorité absolue de chaque Chambre du Parlement Commonwealth permet des changements législatifs en Australie. La représentante suprême du pays, tout comme pour le Canada, est Sa Majesté la Reine Élisabeth II. De plus, tout comme le Canada, le Gouverneur général est le représentant officiel désigné selon les conseils du premier ministre Australien. Le Gouverneur général possède les pouvoirs exécutifs et il est le commandant en chef de la Défense australienne.

Le Parlement australien est constitué de la Chambre des représentants et du Sénat pour un total de 226 membres. Les deux différentes chambres possèdent principalement les mêmes pouvoirs. Par exemple, les deux peuvent autoriser les lois, former un gouvernement, représenter la population et vérifier les actions du gouvernement. Tout comme le Canada, l'Australie doit voter pour son gouvernement. Celui-ci doit posséder la majorité des sièges dans la chambre des représentants pour être élu sinon, le parti de l'opposition ayant la majorité ou la coalition de différents partis prendra le pouvoir, formant ainsi un nouveau gouvernement. Le premier ministre doit fournir ses recommandations formelles au Gouverneur général concernant l'administration et la gestion du pays. Il doit aussi l'aviser en cas de dissolution du gouvernement, déterminer la date pour les élections de la Chambre des représentants et déterminer les positions dans son Cabinet. Tout comme le Canada, l'Australie est divisée en circonscriptions électorales. Il y a huit circonscriptions, représentant un total de 150 candidats élus formant la Chambre des Représentants.

L'organisation électorale et gouvernementale de l'Australie ressemble de près au Canada. Le gouvernement de l'Australie doit aussi suivre l'opinion publique dans l'établissement de politiques, de taxes et de subventions diverses. De plus, le gouvernement décide du montant budgétaire qu'il donnera aux Forces militaires. Les prochaines parties de ce chapitre toucheront de plus près cette réalité importante.

4.4 La politique étrangère et les relations internationales¹⁰²

L'énoncé international de l'Australie, dans le livre annuel de 2009-2010, est représentatif de l'engagement global que le pays entretient avec les pays du monde. En effet, l'Australie se définit comme un pays indépendant, ouvert sur le monde et activement impliqué dans les affaires étrangères. L'Australie est aussi engagée avec des institutions politiques robustes et des valeurs libérales basées sur les affaires mondiales. L'Australie entretient d'importantes alliances et relations avec de nombreux pays, basées principalement sur des intérêts conjoints et des idées communes. Le pays est reconnu comme une force moyenne dans le monde et dépend donc de l'influence et la force stratégique de pays plus puissants sur le plan économique et ayant une plus grande influence sur le reste du monde.

Comme le Canada, l'Australie compte sur les États-Unis comme l'allié le plus important et influent pour l'aider à défendre le pays et sa population. De plus, les États-Unis représentent le plus important partenaire économique du pays. Au cœur de cette

¹⁰² L'ensemble des faits et données gouvernementales provient de la référence suivante: Australia, Australia Bureau of Statistics, *2009-10 Year Book Australia*, Brian Pink, Number 91 (traduction libre), p. 147 à 176.

relation de sécurité se trouve le traité de ANSUS, signé en 1951 et mis en place depuis 1952. Ce traité joint les deux pays dans l'engagement de coopération absolue d'un point de vue militaire et de sécurité. Ces pays s'allient pour défier et contrer toute menace à leur identité, sécurité et économie. Par exemple, l'Australie a utilisé ce traité pour la première fois suite aux attentats du 11 septembre 2001 en déployant des militaires en Afghanistan au côté des Américains. Ces deux pays entretiennent des relations militaires étroites en exécutant des exercices de Défense conjoints, des échanges de renseignements et de personnel militaire. De plus, ces deux pays, avec de nombreux autres, coopèrent afin de contrer le terrorisme et la prolifération d'armes, et d'assister en cas de désastres naturels.

Le Japon est aussi un partenaire important de l'Australie. Ces deux pays se sont engagés mutuellement à contrer le terrorisme, à coopérer dans les missions d'aide-humanitaire, dans les opérations de maintien de la paix et pour les changements climatiques. L'Australie entretient aussi des relations étroites avec la Chine, la Corée, l'Indonésie, l'Inde et l'Europe. Finalement, l'Australie maintient des liens étroits et matures avec le Canada. Ces deux pays sont liés historiquement et culturellement par des attaches vieilles de plus de 100 ans. La collaboration se retrouve du côté politique et économique au niveau des échanges commerciaux, de la sécurité, des services aériens, de la coopération militaire et internationale. Le Canada, l'Australie ainsi que la Nouvelle-Zélande travaillent conjointement, sous l'égide des Nations-Unies, à l'intérieur d'une entente informelle du groupe CANZ. De plus, le Canada et l'Australie coopèrent activement sous l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'OMC est la seule

organisation internationale qui règle le trafic commercial entre les pays. Le but de l'OMC est d'assister les pays à effectuer leurs importations et exportations¹⁰³. L'Australie et le Canada travaillent en effet en partenariat vers l'accord de libre-échange des produits agricoles.

L'Australie s'est toujours engagée dans l'investissement à l'étranger afin d'exploiter au maximum son économie. Ces investissements sont importants pour la création d'emplois, les innovations technologiques et ouvrent la voie aux échanges de toutes sortes. Par exemple, en 2009-2010, l'Australie a fourni plus de 1.1 milliard de dollars à la Papouasie et la Nouvelle-Guinée. Cet argent a été accordé afin de promouvoir des progrès plus rapides dans plusieurs secteurs, par exemple, l'éducation, la santé, la gouvernance, la construction de la nation et le développement de la main d'œuvre. L'Australie a investi plus de 1.1 milliard de dollars en Indonésie et l'Asie de l'Est afin de promouvoir la croissance économique, améliorer la démocratie, le système de justice, la sécurité et soutenir la population affectée par les désastres naturels. L'Australie a aussi alloué des sommes importantes en Afrique, l'Asie du Sud, l'Asie Centrale et le Moyen-Orient. Ces fonds ont servi principalement au développement humanitaire, à soutenir l'éducation, les services de santé, améliorer le système d'eau potable et diminuer les effets néfastes du virus de l'immunodéficience humaine (VIH).

¹⁰³ Organisation mondiale du commerce (OMC), Qu'est-ce que l'OMC ?, accessible à : http://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/whatis_f.htm, internet ; consulté le 31 mars 2011.

Les relations internationales et la politique étrangère de l’Australie sont très développées. Il est évident que le pays est engagé et présent dans plusieurs autres pays et missions autour du monde, tout comme le Canada.

4.5 La Défense australienne

Selon les chiffres officiels du département de la Défense de novembre 2009, l’organisation de la Défense en Australie comptait plus de 90,000 personnes. Ce nombre étant divisé entre le personnel de la Force permanente, de la Force de réserve et les employés civils¹⁰⁴. Le tableau suivant démontre que l’Australie a connu, comme le Canada, une diminution importante du personnel militaire et civil depuis 1990-91.

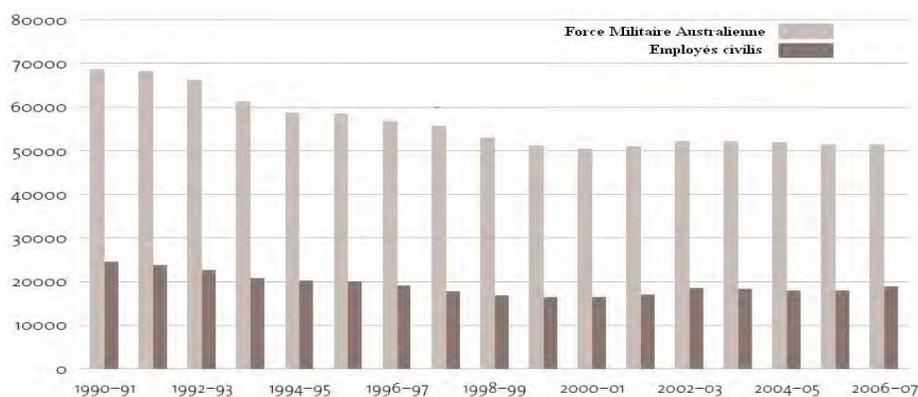


Tableau 13 : Australie - Historique du personnel militaire

Source : Thompson, Mark, *Your Defence Dollar – The 2006-07 Defence Budget*, Australian Strategic Policy Institute, Australia, August 2006, p. 35.

¹⁰⁴ Australia, Australia Bureau of Statistics, *2009-10 Year Book Australia*, Brian Pink, Number 91, p. 179.

Malgré ces réductions de personnel, la Défense australienne représente encore l'employeur le plus important de l'Australie. De plus, il y avait plus de 3,500 militaires déployés dans 18 missions autour du monde en 2009. Parmi ces missions, il y avait des militaires déployés en Afghanistan, travaillant de pair avec les américains, les canadiens et les autres membres de la coalition, dans le même effort pour contrer le terrorisme. De plus, les militaires australiens étaient aussi déployés dans l'Océan Indien et le sud de la Chine en vue de renforcer la sécurité régionale. Il y avait aussi des militaires engagés dans la lutte contre les pirates de mer dans la Corne de l'Afrique. La Défense australienne a été aussi très engagée dans des opérations domestiques en apportant l'aide nécessaire aux autorités civiles lors de dévastations naturelles. Par exemple, la Défense a supporté les autorités lors des feux violents à Victoria, les déluges de Queensland et Nouvelle Galle du Sud en plus de poursuivre leur mission primaire, la défense de la frontière terrestre et maritime de l'Australie¹⁰⁵.

La Défense australienne possède le plus grand porte-folio immobilier en Australie. En effet, la Défense détient plus de 374 propriétés, incluant 60 bases, 25,000 équipements majeurs et autres¹⁰⁶. De plus, le budget annuel de la Défense était de près de 25 milliards de dollars en 2007-2008¹⁰⁷. Ce budget représente une augmentation importante depuis les 25 dernières années. En effet, le budget annuel de la Défense de 1981-1982 se chiffrait à quatre milliards de dollars seulement pour grimper à 10 milliards

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 180.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 187.

¹⁰⁷ Australia, Department of Defence, *Defence Fast Facts*, Australia, February 2008, p. 41.

de dollars en 1992-1993 ¹⁰⁸. Cependant, le Livre Blanc de la Défense de 2000 a introduit des augmentations budgétaires importantes. De plus, les annonces du Gouvernement Australien de 2006-07 prévoyaient que l’Australie continuerait à supporter une augmentation budgétaire additionnelle de 3%, basée sur le Livre Blanc de 2000, jusqu’en 2015-16 ¹⁰⁹. Ces fonds supplémentaires sont combinés avec l’annonce d’initiatives importantes comme par exemple, l’achat de quatre avions C-17, la restructuration de l’Armée et l’augmentation des salaires du personnel militaire et des bénéficiaires associés. Le tableau suivant donne un aperçu du budget de la Défense australienne.

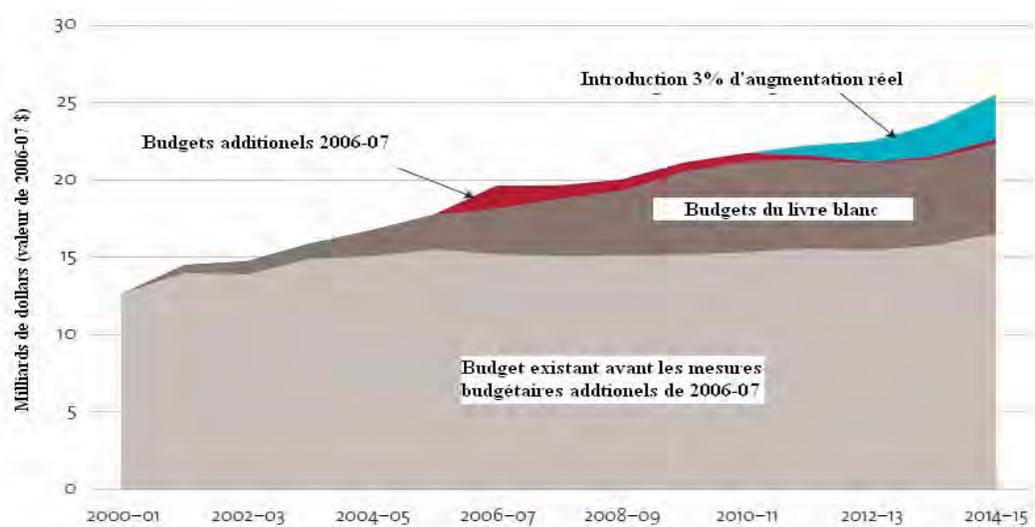


Tableau 14: Australie - le budget total

Source : Thompson, Mark, *Your Defence Dollar – The 2006-07 Defence Budget*, Australian Strategic Policy Institute, Australia, August 2006, p. 25.

¹⁰⁸ Australia, Department of Defence, *Defence Annual Report – 2009-10*, Volume 1, accessible à : www.defence.gov.au, internet; consulté le 12 janvier 2011, p. 19.

¹⁰⁹ Thompson, Mark, *Your Defence Dollar – The 2006-07 Defence Budget*, Australian Strategic Policy Institute, Australia, August 2006, p. 54.

Malgré ces annonces, le pourcentage du budget associé à la Défense par rapport au PIB de l'Australie a connu une baisse modérée. Le tableau suivant démontre cette réalité.

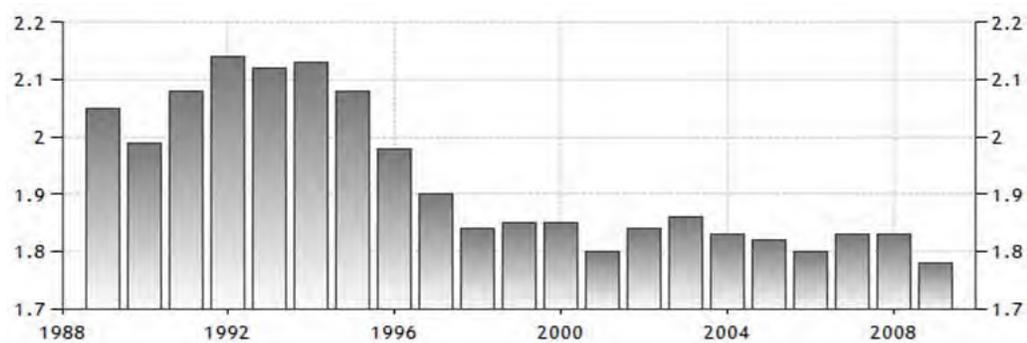


Tableau 15 : Australie - % PIB en dépenses militaires

Source : Trading Economics, *Military expenditure (% of GDP) in Australia*, accessible à : <http://www.tradingeconomics.com/australia/military-expenditure-percent-of-gdp-wb-data.html>, internet; consulté 2 avril 2011.

De plus, l'Australie a dû dépenser une somme considérable dans les différentes guerres depuis 1999-2000. Cependant, comme le prochain tableau le démontre, ces dépenses furent considérablement réduites pour atteindre des niveaux plus acceptables.

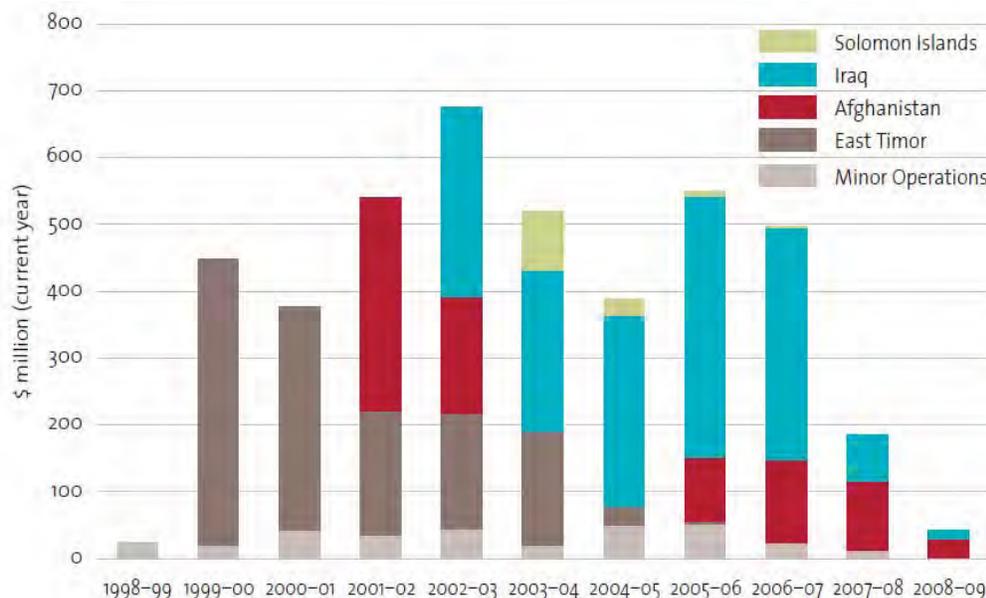


Tableau 16 : Australie - les coûts de la guerre

Source : Thompson, Mark, *Your Defence Dollar – The 2006-07 Defence Budget*, Australian Strategic Policy Institute, Australia, August 2006, p. 24.

En résumé, l’Australie a connu, comme le Canada, une baisse significative du budget alloué à la Défense depuis le début des années 1990, en plus de connaître une diminution remarquable en personnel. Cependant, les deux gouvernements ont entrepris des mesures importantes dans les cinq à six dernières années afin de contribuer davantage aux budgets de Défense pour assurer une meilleure protection de leurs pays et de leur population. Un fait important à constater est que malgré que l’Australie possède une population beaucoup moins importante que le Canada et que le gouvernement doit assurer la sécurité d’un pays qui plus petit que le Canada, le pourcentage du PIB associé au budget de la Défense est à 3% comparativement à seulement 1.1% pour le Canada. Il est clair que le désir public et gouvernemental de l’Australie de financer des Forces militaires est plus important qu’au Canada, vis-à-vis ces autres programmes sociaux et économiques.

CONCLUSION

La variation notoire du budget alloué à la DN et aux FC au Canada depuis les dernières décennies, selon le gouvernement en place, est intéressante. De plus, il est captivant de noter la variation des points de vue sur ce qui devrait être le budget maximum alloué aux FC ou encore le budget requis par les FC afin d'atteindre ses objectifs et accomplir les missions de l'organisation.

Ce mémoire de recherche tentait de répondre à la question suivante : l'impact de l'économie sur la Défense nationale et les Forces canadiennes : est-ce que l'économie est l'unique facteur influençant le budget alloué à la Défense nationale et les Forces canadiennes? Afin de répondre à cette question, l'analyse et les observations étudiées ont démontré que l'économie n'est qu'un facteur affectant la capacité ou la volonté du gouvernement canadien de financer la DN et les FC. En effet, il semble évident que l'économie nationale influence naturellement le gouvernement en ce qui concerne les ressources financières qu'il possède et sur son désir d'investir plus ou moins dans la Défense. Cependant, tel que démontré dans ce mémoire, il y a plusieurs autres facteurs qui surpassent l'économie à plusieurs occasions. En effet, la situation géographique, la dimension démographique et géopolitique, ainsi que les alliances et partenariats avec les différents pays sont d'autres facteurs qui influencent, de façon différente et à des niveaux différents, le niveau de financement que le gouvernement du Canada est prêt à accepter pour sa DN et ses FC.

L'analyse comparative avec l'Australie a aussi démontré que malgré que l'Australie est un pays plus petit que le Canada et moins peuplé, les Forces militaires australiennes possèdent plus de 3% de budget du PIB comparativement à seulement 1.1% pour le Canada. L'Australie dépense donc plus pour sa Défense.

Ces différences marquantes sont basées sur des politiques étrangères qui se distinguent dans chacun des pays. La proximité territoriale et supériorité mondiale des États-Unis donne au Canada un privilège particulier. En effet, le Canada peut compter sur son voisin comme un partenaire et un protecteur qui aide, supporte et collabore dans la protection de ses intérêts, de sa population, de son territoire et de son pays.

Le Canada est le deuxième pays en importance au monde en ce qui concerne sa superficie. Cependant, la population canadienne est considérée relativement minime avec une faible densité (pers/km²). Ces deux aspects reliés l'un à l'autre ont toujours représenté un défi de taille pour la sécurité du territoire et de l'espace aérien du pays. L'analyse de ce mémoire a démontré que le Canada n'a jamais possédé les moyens économiques ou militaires pour assurer seul la défense de sa nation. Malgré ce fait, le Canada a toujours prôné une vision humanitaire, le respect de la démocratie et la réduction de l'inégalité dans le monde. De plus, les FC ont participé à plusieurs opérations domestiques afin de fournir une assistance requise aux autorités civiles du pays afin de porter secours à la population lors de désastres naturels ou d'incidents graves.

Selon '*l'Ottawa Conference of Defence Associations*' dans leur rapport de 1999 et pour plusieurs autres auteurs et experts en économie, tel que Craig Stone et Binyam Solomon, dans leur papier de 2005 intitulé '*Canadian Defence Policy and Spending*', un des problèmes cruciaux à qui la DN et les FC doivent faire face est le manque de compréhension de la population. De plus, il y a un manque de discernement de la part du gouvernement et des médias sur tout ce qui entoure les FC. En effet, ceux-ci ne possèdent pas la conception élargie des besoins associés à la protection du pays, à la nécessité d'existence des FC et du rôle crucial que la Défense nationale joue non seulement sur le plan domestique, mais aussi sur le plan international¹¹⁰. Cette réalité démontre parfaitement cet autre facteur déterminant sur la volonté du gouvernement du Canada de fournir de l'argent supplémentaire aux FC.

¹¹⁰ Conference of Defence Associations, *Reinvesting in defence : submission to the House of Commons Standing Committee on Finance*, Ottawa, September 1999.

BIBLIOGRAPHIE

Articles

- Conference of Defence Associations, *Stability and prosperity : the benefits of investment in defence*, Ottawa, 2000.
- Conference of Defence Associations, *Reinvesting in defence : submission to the House of Commons Standing Committee on Finance*, Ottawa, September 1999.
- MacKay, Peter Gordon, *Changing Times and an Evolving Canadian Forces*, Military Technology 33, no. 5, May 2009.
- Murphy B, Alexander, *Critical Geopolitics : The Politics of Writing Global Space*, Geographical Review by Gearoid O Tuathail (Gérard O'Toole), July 1998.
- Solomon, Binyam, *The demand for Canadian defence expenditures*, Defence & Peace Economics 16, no. 3, June 2005.
- Solomon, Binyam, Defence, *Specific Inflation: A Canadian Perspective*, Defence and Peace Economics 14, no. 1, February 2003.
- Staples, Steven, *Breaking rank: a citizens' review of Canada's military spending*, Polaris Institute, Canada, 2002.
- Stone, J. Craig and Binyam Solomon, *Canadian defence policy and spending*, Defence & Peace Economics 16, no. 3, June 2005.
- Stone, J. Craig, *Planning Defence budget allocations for Canada's Strategy 2020*, Defence & Peace Economics 16, no. 3, June 2005.
- Stone, J. Craig, *The Public Management of Defence in Canada*, Toronto, Breakout Educational Network in association with the School of Policy Studies, Queen's University, 2009.
- Solomon, Binyam, Keith Hartley, and John T Warner, *Defence Specific Inflation: A Canadian Perspective*, Defence & Peace Economics 14, no. 1 (February 2003).
- Thompson, Mark, *Your Defence Dollar – The 2006-07 Defence Budget*, Australian Strategic Policy Institute, Australia, August 2006.
- Thompson, Mark, *The Challenge of Coherence: Strategic Guidance, Capability and Budgets*, Chap 9 of History as Policy, Australia, 2006.

- Treddenick, John, *Distributing the Defence Budget: Choosing Between Capital and Manpower*, in D.L. Bland, *Issues in Defence Management*, Queen's University, 1998.
- Treddenick, John, *Regional impacts of Defence spending*, Centre for Studies in Defence Resources Management, Royal Military College of Canada, Kingston, Ontario, 1984.
- Treddenick, John, *The economic significance of defence in Canada*, Royal Military College of Canada, Kingston, Ontario, 14 February 2000.
- Treddenick, John, *The economic significance of the Canadian defence industrial base*, Centre for Studies in Defence Resources Management, Royal Military College of Canada, Kingston, Ontario, 1987.
- Treddenick, John, *The Defence Budget: What can be done?*, Department of Politics and Economics, Royal Military College of Canada, Kingston, Ontario, 1998.
- Treddenick, John, *The Defence Budget*, in David B. Dewitt and David Leyton-Brown, *editions Canada's International Security Policy*, Scarborough, 1995.

Documents gouvernementaux

- Australia, Australia Bureau of Statistics, *2009-10 Year Book Australia*, Brian Pink, Number 91.
- Australia, Australia Bureau of Statistics, *Population Projections 2006 to 2101*, Australia, 4 September 2008.
- Australia, Department of Defence, *Defence Annual Report – 2009-10*, Volume 1, accessible à: www.defence.gov.au, internet; consulté le 12 janvier 2011.
- Australia, Department of Defence, *Defence Fast Facts*, Australia, February 2008.
- Australia, Department of Defence, *Defending Australia in the Asia Pacific Century: Force 2030*, Defence White Paper 2009, Australia, 2009.
- Australia, Department of Defence, *Department of Defence Portfolio Budget Statements 2009-10*, accessible à: www.defence.gov.au/budget/09-10/pbs/index.htm, internet; consulté le 17 janvier 2011.
- Australia, Department of Defence, *Defence Annual Report 1997-98*, 1998.

- Canada, Agence canadienne de développement internationale, accessible à : <http://www.acdi-cida.gc.ca/acdi-cida/ACDI-CIDA.nsf/fra/accueil>; consulté le 30 avril 2011.
- Canada, Conseil du Trésor, *Budget des dépenses. Partie III, rapport sur les plans et les priorités, Défense nationale*, Ottawa, 2000.
- Canada, Conseil du Trésor, *Budget des dépenses. Partie III, rapport sur les plans et les priorités, Défense nationale*, Ottawa, 2001-2002.
- Canada, Department of National Defence, *DND-CF Bulletin: What the Budget Means to us*, Ottawa, 1995.
- Canada, Department of National Defence, *1994 Defence Budget*, Ottawa, February 1994.
- Canada, Department of National Defence and Veterans Affairs, *Budget Impact: National Defence*, Ottawa, February 1994.
- Canada, Department of National Defence, *Shaping the Future of Canadian Defence: A Strategy For 2020*, Ottawa, Department of National Defence, 1999.
- Canada, Department of National Defence, *Stratégie de Défense: le Canada d'abord*, Ottawa, Department of National Defence, 2008.
- Canada, Gouvernement du Canada, *l'Atlas du Canada*, accessible à : <http://atlas.nrcan.gc.ca/site/francais/maps/reference/provincesterritoires>, internet, accédé le 7 janvier 2011.
- Canada, Gouvernement du Canada, *Le gouvernement du Canada*, accessible à : <http://canada.gc.ca/accueil.html>, , internet, accédé le 7 janvier 2011.
- Canada, Gouvernement du Canada, *Tableaux de référence financiers*, Ministère des Finances Canada, octobre 2010.
- Canada, Gouvernement du Canada, *Éxamen de la politique de Défense*, accessible à : <http://dsp-psd.pwgsc.gc.ca/Collection-R/LoPBdP/MR/mr112-f.htm>, internet, consulté le 15 janvier 2011.
- Canada, Gouvernement du Canada, *l'énoncé de politique internationale du Canada*, 2005, accessible à www.international.gc.ca; internet; consulté le 10 octobre 2010.
- Canada, Gouvernement du Canada, *Le Budget de 2010 : Tracer la voie de la croissance et de l'emploi*, Ottawa, 4 mars 2010.
- Canada, Ministère des Affaires étrangères, accessible à <http://www.canadainternational.gc.ca/china->

[chine/bilateral_relations_bilaterales/40.aspx?lang=fra](http://china/bilateral_relations_bilaterales/40.aspx?lang=fra); internet ; consulté octobre 2010.

Canada, Ministère de la Défense nationale, *Revue militaire canadienne*, été 2003.

Canada, Ministère de la Défense nationale, *Au-delà des dollars, édition 1991-1992*, Ottawa, décembre 1991.

Canada, Ministère de la Défense nationale, *Au-delà des dollars, édition 1993-1994*, Ottawa, août 1993.

Canada, Ministère de la Défense nationale, *Au-delà des dollars, édition 1996-1997*, Ottawa, décembre 1996.

Canada, Ministère de la Défense nationale, *Au-delà des dollars, édition 1994-1995*, Ottawa, octobre 1994.

Canada, Ministère de la Défense nationale, *Au-delà des dollars, édition 1996-1997*, Ottawa, décembre 1996.

Canada, Ministère de la Défense nationale, *Au-delà des dollars, édition 1998-1999*, Ottawa, janvier 1999.

Canada, Ministère de la Défense nationale, *Au-delà des dollars, édition 1999-2000*, Ottawa, janvier 2000.

Canada, Ministère de la Défense nationale, *Au-delà des dollars, édition 2002-2003*, Ottawa, juillet 2003.

Canada, Ministère de la Défense nationale, *Au-delà des dollars, édition 2009-2010*, Ottawa, septembre 2010.

Canada, Ministère de la Défense nationale, *Modèle Économique (Prévisions sur la tendance des prix) – 2009-2010*, Ottawa, septembre 2009.

Canada, Ministère de la Défense nationale, *Modèle Économique (Prévisions sur la tendance des prix) – 2010-2011*, Ottawa, juillet 2010.

Canada, Ministère de la Défense nationale, *Revue militaire canadienne*, été 2003.

Canada, Premier ministre du Canada, *Discours du premier ministre Jean Chrétien à l'occasion d'un déjeuner offert par le Cercle canadien de Winnipeg*, Discours, Cabinet du premier ministre, Ottawa, 25 mars 1999.

- Canada, Royal Canadian Military Institute, *Lack of Money: the Root of All Evil? A Review of Canadian Defence Spending*, Military Affairs and Defence Committee, 2000.
- Canada, Royal Military College of Canada, DM 539: *Economics of Defence*, Course Reader, Division of Continuing Studies, Kingston, 2004.
- Canada, Sénat, *Pour 130 dollars de plus... : mise à jour sur la crise financière des Forces canadiennes : une vue de bas en haut*, Comité sénatorial permanent de la Sécurité nationale et de la Défense, Ottawa, 2002.
- Canada, Statistique Canada, *Recensement de 2006*, accessible à : www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/rt-td/lbr-tra-fra.cfm, internet, consulté le 2 février 2011.
- Canada, Statistique Canada «Annuaire du Canada 1962», accessible à http://www66.statcan.gc.ca/fra/acyb_c1962-fra.aspx?opt=/fra/1962/196200200006_GWW130WWographie.pdf; internet; consulté octobre 2010.
- Canada, The Senate, *Canadian Security and Military Preparedness, report of the Standing Senate Committee on National Security and Defence*, the Honourable Colin Kenny, Chair, Ottawa, 2002.

Journaux et revues

- Canadian Economic Observer, *Current economic conditions*, Canadian Economic Observer 23, Section 1, no. 3 (March 2010).
- Canadian Economic Observer, *Feb 2006 Statistical Summary*, Canadian Economic Observer 19, February 2, 2006.
- Canadian Economic Observer, *Current economic conditions*, Canadian Economic Observer 23, Section 1, no. 7, July 2010.
- Dolan, Michael B, Brian W. Tomlin and Harald Von Riekhoff, *Integration and Autonomy in Canada-United States Relations, 1963-1972*, Canadian Journal of Political Science / Revue Canadienne De Science Politique 15, no. 2, Jun 1982.
- Partridge, Mark, M. Rose Olfert and Alessandro Alasia, *Canadian Cities as Regional Engines of Growth: Agglomeration and Amenities*, Canadian Journal of Economics 40, no. 1, February 2007.
- Peters, D.D., *Canadian Public Policy*, Weighing the stabilization effects of the November 1974 Budget, Vol. 1, No 2, Spring 1975, p. 247-250.

Sutherland, R.J., *Situation stratégique du Canada à long terme*, International Journal 17, no. 3, 1962.

Livres et auteurs

Buteux, Paul, *Sutherland revisited: Canada's long term strategic situation*, September 1994.

Chauprade, Aymeric, *Introduction à l'analyse géopolitique*, Collège Interarmées de Défense, Paris, 1999.

Dewitt, David B. and David Leyton-Brown, *Canada's International Security Policy*, Scarborough, Ontario, 1995.

Doern, Bruce and Allan M. Maslove, *The public evaluation of Government spending*, Institute for Research on Public Policy, Toronto, 1978.

Douglas, L. Bland and Sean M. Maloney, *Campaigns for International Security*, Queens University, Kingston, 2004.

Douglas, L. Bland, *Parliament, Defence Policy and the Canadian Armed Forces*, Queens University, Kingston, 1999.

Douglas, L. Bland, *Transforming National Defence Administration*, Queens University, Kingston, 2005.

Dussouy, Gérard, *Les théories géopolitiques : Traité de Relations internationales (1), Pouvoirs comparés*, L'Harmattan, France, 2006.

Easterbrook, W.T. and Hugh G.J. Aitken, *Canadian Economic History*, University of Toronto Press, Canada, 1988.

Fetterly, Ross, *Accrual Accounting and Budgeting in Defence*, Royal Military College of Canada, Kingston, 2008.

Gotlieb and Institut C.D. Howe, *Romanticism and Realism in Canada's Foreign Policy*, 2004.

Jockel, Joseph T., *The Canadian Forces: Hard Choices, soft Power*, The Canadian Institute of Strategic Studies, Toronto, 1999.

Hartle, Douglas G., *The expenditure budget process of the government of Canada : a public choice--rent-seeking perspective*, Canadian Tax Paper, no 81, 1988.

Lacoste, Yves, *Géopolitique: La longue histoire d'aujourd'hui*, Larousse, 2009.

Lemon, Brent K., *The Economic Impact of Defence Spending on the Canadian Industrial Base*, Royal Military College of Canada, Kingston, April 2001.

Munton, Don and Keating, *Internationalism and the Canadian Public*, 2001.

Pratt, David, *The Defense of North America: Norad and Northcom*, 2004.

Thual, François, *Géopolitiques au quotidien*, Institut de Relations Internationales et Stratégiques, Paris, 1993.

Sites internet

Canada, *Background Note*, Background Notes on Countries of the World: Canada, 11, 2008),
<http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=bth&AN=35751834&site=ehost-live>.

Canada History, *Canada History*, accessible à : <http://www.canadahistory.com/>, consulté le 2 février 2011.

Central Intelligence Agency, *The World Fact Book – Canada*, accessible à :
<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ca.html>,
 internet; consulté le 2 février 2011.

Central Intelligence Agency, *The World Fact Book – Australia*, accessible à :
<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/as.html>,
 internet; consulté le 2 février 2011.

Encyclopedia of Geography, *Critical Geopolitics*, Sage reference, accessible à :
www.sage-ereference.com/geography/print_n234.html; consulté le 28 avril 2011.

Légaré, Kathia, *Politique internationale et Défense au Canada et au Québec*, études internationales 39, no. 4, 2008, accessible à :
<http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=poh&AN=36647354&site=ehost-live>, internet ; consulté le 12 janvier 2011.

NORAD, Mission de Norad, accessible à :
http://www.norad.mil/French/about_french.html, consulté le 7 février 2011.

Organisation mondiale du commerce (OMC), Qu'est-ce que l'OMC ?, accessible à :
http://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/whatis_f.htm, internet ; consulté le 31 mars 2011.

Population reference bureau, *World Population Growth, 1950–2050*, accessible à :
<http://www.prb.org/Educators/TeachersGuides/HumanPopulation/PopulationGrowth.aspx>, internet, consulté le 3 février 2011.

Student of the World, *Pays du monde – densité de la population 2005*, accessible à :
<http://www.studentoftheworld.info/infopays/rankfr/densite2.html>, internet, accédé le 12 février 2011.

The American Presidency Project, *Barack Obama*, accessible à
<http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=85789>, internet; consulté le 17 octobre 2010.

Trading Economics, *Military expenditure (% of GDP) in Australia*, accessible à :
<http://www.tradingeconomics.com/australia/military-expenditure-percent-of-gdp-wb-data.html>, internet; consulté 2 avril 2011.

United Nations, *World Population to increase by 2.6 billion over next 45 years*, Press Release POP/918, New York, 24 Feb 2004, accessible à :
<http://www.un.org/News/Press/docs/2005/pop918.doc.htm>, internet, consulté 13 février 2011.

Université de Montréal, *L'analyse de la politique étrangère canadienne*, accessible à :
www.pum.umontreal.ca/ca/pdf/2086_intro.pdf, internet, consulté 2 février 2011.

World Bank, *World Indicators*, accessible à : www.data.worldbank.org/, internet, consulté 15 février 2011.

Travaux scolaires et présentations

Bricker, Darrell, *The CF Will Be Impacted by a Strong Wave of Change*, presentation prepared for Chief Land Staff, IPSOS, Ottawa, 11 January 2011.

Stone, J. Craig, *Doubling the size of the defence budget : the economic realities of Strategy 2020*, Royal Military College of Canada, July 2004.